

Croissance au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Roberta Gatti, Jesica Torres, Nelly Elmallakh, Gianluca Mele, Diego Faurès, Mennatallah Emam Mousa et Ilias Suvanov



Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Croissance au Moyen-Orient et en Afrique Nord



© 2024 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale
1818 H Street NW, Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000 ; Internet : www.worldbank.org

Certains droits réservés

1 2 3 4 27 26 25 24

La publication originale de cet ouvrage est en anglais sous le titre de « *Growth in the Middle East and North Africa, (Middle East and North Africa Economic Update)* » — Croissance au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, (Bulletin d'information économique de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord) en 2024. En cas de contradictions, la langue originelle prévaut.

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni l'actualité des données citées dans cet ouvrage. Elle n'est pas responsable des erreurs, omissions, ou contradictions dans les informations qui y sont fournies, ni de l'utilisation qui serait faite ou non des informations, méthodes, procédés ou conclusions présentées dans l'ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières. La mention d'ouvrages produits par d'autres auteurs ne signifie nullement que la Banque mondiale souscrit aux opinions exprimées par ces auteurs ou au contenu de leurs ouvrages.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue, ni n'implique, ni ne peut être considéré comme, une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ou une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo/> Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution (paternité), il est possible de copier, distribuer, transmettre et adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

Mention de la source — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Gatti, Roberta, Jesica Torres, Nelly Elmallakh, Gianluca Mele, Diego Faurès, Mennatallah Emam Mousa, and Ilias Suvanov. 2024. Croissance au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Bulletin d'information économique de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (Octobre), Washington, DC : La Banque mondiale. DOI : 10.1596/978-1-4648-2180-6. License : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO.

Traductions — Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source de l'ouvrage le déni de responsabilité suivant : *Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qu'elle pourrait contenir.*

Adaptations — Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : *Cet ouvrage est une adaptation d'une œuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.*

Contenu tiers — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tierces parties concernées. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques et les images.

Tous les renseignements sur les droits et licences doivent être adressés au service des publications de la Banque mondiale à l'adresse suivante : The World Bank Group, 1818 H Street, NW Washington, DC, 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

ISBN (version électronique) : 978-1-4648-2180-6

DOI: 10.1596/978-1-4648-2180-6

Image de couverture : iStock.com / © filo ; avec modifications. Autorisation nécessaire pour toute autre utilisation.

Maquette de couverture : Jihane El Khoury Roederer

Table des matières

Remerciements.....	v
Sigles et abréviations.....	vi
Avant-propos.....	vii
CHAPITRE 1. ABRÉGÉ	1
Une croissance fragile	1
Les conséquences économiques du conflit centré sur Gaza	2
L'ombre des conflits dans la région MENA.....	2
Perspectives d'une région plus prospère.....	2
CHAPITRE 2. PERSPECTIVES MACROÉCONOMIQUES.....	4
CONTEXTE ÉCONOMIQUE MONDIAL.....	4
Croissance économique mondiale : l'économie mondiale se stabilise, quoique les perspectives restent moroses	4
Inflation et taux d'intérêt dans le monde : l'inflation s'atténue tandis que la déflation se poursuit plus lentement que prévu	5
Inflation des prix alimentaires : les prix des produits agricoles de base diminuent, mais resteront supérieurs aux niveaux d'avant la pandémie jusqu'en 2025	6
Production de pétrole et demande mondiale : fluctuations des prix du pétrole jusqu'à la fin de 2024	7
PERSPECTIVES DE CROISSANCE ET TENDANCES MACROÉCONOMIQUES DANS LA RÉGION MENA	8
Perspectives de croissance : croissance modérée en 2024 et grandes disparités au sein de la région	8
PIB réel par habitant : petite amélioration du niveau de vie dans un climat de grande incertitude	10
Pauvreté dans la région MENA : une augmentation inquiétante dans la région.....	12
Solde des transactions courantes et solde budgétaire : les hydrocarbures déterminent les soldes des pays exportateurs de pétrole, tandis que les pays en développement importateurs de pétrole subissent un double déficit	15
Inflation dans la région MENA : l'inflation faiblit globalement, même si elle reste élevée dans certains pays.....	16
Révision des prévisions : détérioration généralisée de la croissance, les déclinés les plus importants étant observés dans les pays en situation de fragilité et de conflit.....	18
Incertitude croissante dans la région MENA.....	20
CHAPITRE 3. POINT DE LA SITUATION DU CONFLIT CENTRÉ SUR GAZA.....	22
Répercussions sur la Cisjordanie et Gaza	22
Effets du conflit sur la région MENA et sur l'économie mondiale	24
CHAPITRE 4. LE COÛT DES CONFLITS DANS LA RÉGION MENA	27
Une forte augmentation de la fréquence et de l'ampleur des conflits dans la région MENA.....	27
Les répercussions des conflits sur les pays touchés.....	29
Les conflits se soldent par des pertes de capital humain, l'accroissement de l'insécurité alimentaire, la perturbation des chaînes d'approvisionnement et la baisse des investissements	32
La paix est une condition préalable au développement économique.....	34

CHAPITRE 5. STIMULER LA CROISSANCE AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD	36
Revenu par habitant dans la région MENA entre 1970 et 2019	36
Comptabilité du développement pour la région MENA	39
Il est crucial d'augmenter les taux d'emploi et d'améliorer la productivité globale pour stimuler la croissance dans la région	43
Réduire les disparités entre les hommes et les femmes en matière d'emploi accroîtrait le revenu par habitant	48
Transformer le rôle et la taille de l'État pour améliorer l'affectation des ressources	51
Utiliser les progrès de la technologie grâce à des échanges commerciaux internationaux plus denses	54
Transparence des données pour plus de croissance	56
 Références	 58
 Annexe.....	 63

Liste des figures

Figure 2.1. Contributions à la croissance mondiale	5
Figure 2.2. Inflation.	6
Figure 2.3. Indice des prix mondiaux des principaux produits agricoles de base entre janvier 2020 et septembre 2024.....	6
Figure 2.4. Prix au comptant et à terme des hydrocarbures	7
Figure 2.5. Croissance du PIB réel depuis 2020	8
Figure 2.6. Indice du PIB réel par habitant, niveaux de 2019 à 2024	12
Figure 2.7. Estimations régionales de la pauvreté.....	13
Figure 2.8. Pauvreté dans la région MENA.....	13
Figure 2.9. Inflation dans la région MENA, par groupes de pays/régimes de change (inflation en glissement annuel, août 2024 à août 2023).....	17
Figure 2.10. Révisions des prévisions du secteur privé pour la croissance du PIB réel en 2024 depuis janvier 2023.	19
Figure 2.11. Part et ampleur des révisions à la baisse des prévisions de croissance du PIB réel pour 2024 du secteur privé, depuis janvier 2023, parmi les pays de la région MENA et pour les autres PEPD.	20
Figure 2.12. La disparité des prévisions du secteur privé comme indicateur de l'incertitude.....	21
Figure 3.1. Marché de l'énergie et marchés des capitaux.	26
Figure 3.2. Perturbation du transport maritime.	26
Figure 4.1. Conflits et pertes en vies humaines depuis 1990, par région.	28
Figure 4.2. Part des pays en proie à un conflit par région, depuis 1990.	28
Figure 4.3. Incidence de l'entrée dans des conflits dans la région MENA par groupe de revenu.....	29
Figure 4.4. Estimations contrefactuelles du revenu par habitant par rapport à l'économie de référence pour les pays MENA en conflit.	30
Figure 4.5. Estimations contrefactuelles du revenu par habitant par rapport à la référence autour de certains conflits.	31
Figure 4.6. Note du risque composite dans la région MENA et part des entreprises confrontées à l'instabilité politique.....	33
Figure 5.1. Revenu par habitant dans les groupes de revenus de la région MENA, 1970-2019.....	37
Figure 5.2. Revenu par habitant dans la région MENA, les PEPD et les économies avancées, 1970-2019.	37
Figure 5.3. Au cours des 50 dernières années, le revenu par habitant des pays importateurs de pétrole de la région MENA a plus que triplé.....	38
Figure 5.4. ...tandis que le revenu par habitant dans le reste des économies en développement de la région MENA s'est davantage éloigné de la valeur de référence.	38

Figure 5.5.	Dans les pays importateurs de pétrole, la croissance du revenu par habitant s'est ralentie considérablement ; dans les pays exportateurs de pétrole, la croissance est très instable.	39
Figure 5.6.	Dans les pays exportateurs de pétrole de la région MENA, le PIB par habitant varie en fonction du prix du pétrole, mais la consommation par habitant est moins instable.	42
Figure 5.7.	La différence entre le revenu par habitant et la consommation par habitant, par rapport à l'économie de référence, n'est pas quantitativement significative.	42
Figure 5.8.	Les faibles ratios emploi/population couplés à la faible productivité globale expliquent en grande partie l'écart entre les niveaux de vie de la région MENA et les niveaux de référence.	46
Figure 5.9.	L'Égypte présente le 3 ^e plus faible ratio capital/production sur 180 économies.	47
Figure 5.10.	Les économies en développement de la région MENA affichent les ratios emploi/population les plus faibles par rapport aux économies à revenu comparable.	47
Figure 5.11.	La mesure de la productivité issue du processus de comptabilité (PTF résiduelle) pour la plupart des pays de la région MENA est nettement supérieure à la moyenne lorsqu'on la compare aux estimations de la productivité issues des micro-données.	47
Figure 5.12.	Au cours des 50 dernières années, les taux d'emploi dans la région n'ont pas augmenté au même rythme que le nombre d'années de scolarisation.	49
Figure 5.13.	Les pays de la région MENA affichent certaines des disparités les plus prononcées entre les hommes et les femmes s'agissant des taux observés de participation au marché du travail.	49
Figure 5.14.	La complémentarité capital-compétences pourrait démultiplier les gains découlant de la réduction des disparités entre les hommes et les femmes en matière d'emploi à mesure que les travailleurs de la région MENA se scolarisent davantage.	50
Figure 5.15.	Le secteur public dans la région MENA emploie un nombre disproportionné d'hommes et de femmes.	52
Figure 5.16.	La région MENA affiche des performances inférieures à celles des autres régions en matière de responsabilisation.	53
Figure 5.17.	La taille du secteur public dans certains pays en développement de la région MENA est peut-être trop importante par rapport au niveau d'efficacité des biens publics.	53
Figure 5.18.	Les pays de la région MENA produisent relativement peu d'articles scientifiques par habitant.	55
Figure 5.19.	Les connaissances générées dans la région MENA ont moins d'impact en termes de citations par rapport à des pays de taille similaire.	55
Figure 5.20.	Le caractère novateur des connaissances produites en Arabie saoudite a connu un essor au cours des 15 dernières années, mais le pays est encore très loin du niveau de référence (économie de référence = 1).	55
Figure 5.21.	La plupart des économies de la région MENA se situent en dessous de la médiane de l'indice d'ouverture aux exportations non pétrolières, ce qui indique qu'il existe peut-être des obstacles vers l'extérieur.	56
Figure A1.	Propension à consommer dans les pays en développement importateurs de pétrole de la région MENA et dans l'économie de référence, 1950-2019.	63
Figure A2.	Propension à consommer dans les pays en développement exportateurs de pétrole de la région MENA et dans l'économie de référence, 1950-2019.	63
Figure A3.	Propension à consommer dans les pays du CCG et dans l'économie de référence, 1950-2019.	64
Figure A4.	Indice du nombre d'années de scolarisation par rapport à l'économie de référence, 2017.	65

Liste des tableaux

Tableau 2.1.	Prévisions concernant le PIB réel pour 2024 par numéro du Bulletin d'information économique de la région MENA.	10
Tableau 2.2.	Croissance réelle et projetée du PIB réel, croissance du PIB réel par habitant, solde des transactions courantes et solde budgétaire dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, par pays, 2022-2025.	11
Tableau B2.1.	Enquêtes sur les budgets des ménages (périodes 2013 et 2022) disponibles/accessibles pour la Banque mondiale.....	14
Tableau 2.3.	Inflation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, par économie, 2022-2025.	17
Tableau B4.1.1.	Quelques épisodes de conflit inclus dans l'analyse.....	32
Tableau 5.1.	Ventilation du revenu par habitant pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (valeurs par rapport à la référence).	43
Tableau 5.2.	Ventilation du revenu par habitant pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, ajusté en fonction de la part des rentes tirées des ressources naturelles (valeurs comparées à la référence).	44
Tableau 5.3.	Ventilation de la consommation par habitant pour les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (valeurs comparées à la référence).....	45
Tableau A1.	Valeurs brutes dans l'exercice de comptabilité du développement pour la région MENA et les États-Unis.....	64
Tableau A2.	Rentes totales tirées des ressources naturelles (en pourcentage du PIB) dans les pays de la région MENA et aux États-Unis, 2017.....	65

Liste des encadrés

Encadré 2.1.	Insuffisance des données sur la pauvreté dans la région MENA.	14
Encadré 4.1.	Méthodologie utilisée pour construire des scénarios contrefactuels faisant abstraction des conflits.....	31
Encadré 4.2.	Le paradoxe de l'extraordinaire reprise de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale.....	35
Encadré 5.1.	Comptabilité du développement.	40
Encadré 5.2.	L'augmentation du taux d'activité des femmes en Arabie saoudite.	50

Remerciements

Le Bulletin d'information économique de la région MENA est produit par le bureau de l'économiste en chef de la Banque mondiale pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Le présent rapport a été rédigé par Roberta Gatti (économiste en chef pour la région), Jesica Torres (cheffe d'équipe de projet), Nelly Elmallakh, Gianluca Mele, Diego Faurès, Mennatallah Emam Mousa et Ilias Suvanov.

L'équipe remercie Ousmane Dione, vice-président régional, pour ses orientations stratégiques, et Stefan G. Koeberle, Nadir Mohammed, Fadia M. Saadah, Ahmadou Moustapha Ndiaye, Safaa El Tayeb El-Kogali, Claire Kfourri, Djibrilla Adamou Issa, Maria Sarraf, Clelia Rontoyanni et Abdoulaye Sy pour leurs observations utiles.

L'équipe remercie vivement Chang-Tai Hsieh (*Phyllis and Irwin Winkelried Distinguished Service Professor of Economics* à la *Booth School of Business* de l'Université de Chicago), ainsi que Aart Kraay et Daniel Lederman, nos collègues du Groupe de la Banque mondiale, pour leurs conseils techniques.

L'équipe a bénéficié des analyses essentielles, de l'appui et des contributions d'un large groupe de collègues de l'équipe Macroéconomie, commerce et investissement pour la région MENA, de la Banque mondiale, dirigée par Eric Le Borgne, à savoir Zeljko Bogetic, Sara Alnashar, Fatma Elashmawy, Dima Krayem, Nur Nasser Eddin, Ramy Ibrahim Farag Oraby, Alief Aulia Rezza, Sarah Sammy Farid Sammy, Zeina Alsharkas, Mohammad Al Akkaoui, Luan Zhao, Khaled Alhmoud, Cyril Desponts, Ashwaq Natiq Maseeh, Yasmine Osman, Diderot Guy Estaing Sandjong Tomi, Majid Kazemi, Massimiliano Cali, Javier Diaz Cassou, Daniel Prinz et Muhammad Khudadad Chattha. L'équipe remercie également Naotaka Sugawara, Nikita Perevalov et Paolo Agnolucci, nos collègues de l'équipe Perspectives économiques mondiales, tout comme Alan Fuchs, Aziz Atamanov et Laura Liliana Moreno Herrera, de l'équipe Pauvreté et équité, pour leurs observations et leurs contributions analytiques. L'équipe exprime par ailleurs sa gratitude à Harun Onder, Hoda Assem, Leila Baghdadi, Federico R. Bennett, Asif M. Islam et Ernest John Sergenti, nos collègues du bureau de l'économiste en chef de la Banque mondiale pour la région MENA, pour leurs observations.

Serene Jweied a fourni des conseils opportuns sur la formulation des messages aux derniers stades de production du présent rapport. Nous remercions James L. Rowe Jr d'avoir édité le manuscrit, Jihane El Khoury Roederer pour la conception de la page de couverture et Budy Wirasmo pour la mise en page. Notre gratitude s'adresse enfin aux unités Traduction, Imprimerie, Multimédias et Médias interactifs du département des Solutions institutionnelles globales (GCS) de la Banque mondiale pour leur accompagnement, ainsi qu'à Asma Saleh Al-Hanshali et à Heran Getachew Negatu pour leur appui administratif remarquable.

Sigles et abréviations

ARE	Émirats arabes unis	IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire	PDIP	Pays en développement importateurs de pétrole
AC	Année civile	IRN	République islamique d'Iran	PEM	Perspectives économiques mondiales
AIE	Agence internationale de l'énergie	IRQ	Irak	PEPD	Pays émergents et pays en développement
AP	Autorité palestinienne	JOR	Jordanie	PER	Perspectives économiques régionales
BCE	Banque centrale européenne	KWT	Koweït	PFR	Pays à faible revenu
BHR	Bahreïn	LAC	Amérique latine et Caraïbes	PIB	Produit intérieur brut
CCG	Conseil de coopération du Golfe	LBN	Liban	PPI	Plateforme de données sur la pauvreté et les inégalités
COVID-19	Maladie à Coronavirus 2019	LBP	Livre libanaise	PPP	Parité de pouvoir d'achat
CSSP	Centre de soins de santé primaires	LBY	Libye	PRE	Pays à revenu élevé
D	Droite	log	Logarithmique	PRITI	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure
DJI	Djibouti	MAR	Maroc	PRITS	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure
DZA	Algérie	MCS	Méthode de contrôle synthétique	PSE	Cisjordanie et Gaza
e	Estimation	Md	milliard	PTF	Productivité totale des facteurs
EA	Économies avancées	MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord	PWT	Penn World Tables
EAP	Asie de l'Est et Pacifique	MEU	Bulletin d'information économique de la région MENA	QAT	Qatar
ECA	Europe et Asie centrale	MMBtu	Millions d'unités thermiques britanniques	R&D	Recherche et développement
EGP	Livre égyptienne	MNACE	Bureau de l'économiste en chef pour la région MENA	S&P	Standard and Poor's Global Ratings
EGY	République arabe d'Égypte	Moy.	Moyenne	S.O.	Sans objet
EP	Entreprises publiques	MPO	Macro Poverty Outlook	SA	Asie du Sud
EUA	États-Unis d'Amérique	MSCI	Morgan Stanley Capital International	SAU	Arabie saoudite
Ex-	excepté	NA	Amérique du Nord	SFI	Statistiques financières internationales
Ex.	Exercice budgétaire	NEC	Nippon Electric Company	SSA	Afrique subsaharienne
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	np	Non présenté	SSCI	Social Sciences Citation Index
FCS	Pays fragile et touché par un conflit	NTL	Données issues d'images satellitaires nocturnes	SYR	République arabe syrienne
FLFP	Participation des femmes à la vie active	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques	T	Trimestre
FMI	Fonds monétaire international	OCHA	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires	TUN	Tunisie
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population	OMN	Oman	TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
FX	Devise	OMS	Organisation mondiale de la Santé	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
GdI	Gouvernement d'Israël	OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole	USD	Dollar des États-Unis
GED UCDP	Ensemble de données géoréférencées sur les événements d'UCDP	OPEP+	OPEP et autres pays producteurs de pétrole	USI	Unité de soins intensifs
GNL	Gaz naturel liquéfié	p	Prévision	WCI	Indice mondial des conteneurs
ICS	Indice de citation scientifique	p.p.	Points de pourcentage	WDR	Rapport sur le développement dans le monde
IED	Investissements étrangers directs	PDEP	Pays en développement exportateurs de pétrole	y/y	En glissement annuel
indiceh	Indice Hirsch			YEM	République du Yémen
IPC	Indice des prix à la consommation				

Avant-propos

L'Édition d'octobre 2024 du Bulletin d'information économique de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord paraît à un moment critique pour la région. Le conflit persistant au Moyen-Orient provoque de profondes souffrances, ses terribles ravages s'étendant aux vies humaines, aux sociétés et aux économies. Ses répercussions vont bien au-delà des zones directement touchées. Lors d'un conflit, rien ne peut être construit, ou si peu, mais beaucoup est à perdre. La Banque mondiale sait que la paix est un préalable essentiel au développement.

Les coûts d'un conflit dépassent ce que les indicateurs économiques habituels peuvent mesurer, car s'il provoque certainement des pertes économiques immédiates, il entrave aussi le développement à long terme. Il cause des pertes de capital humain, déplace les populations et détruit les logements, les infrastructures et les industries. Ses répercussions économiques sont profondes. Selon le rapport, le revenu par habitant des pays de la région MENA touchés par un conflit, mesuré sept ans après le début du conflit, aurait été en moyenne de 45 % plus élevé en l'absence de conflit. Alors que nous envisageons l'avenir, il importe tout d'abord de reconnaître que la paix et la stabilité sont le socle indispensable d'un avenir durable.

Pour réaliser le potentiel de la région, nous devons changer de paradigme et ne plus considérer le développement simplement comme un défi pour la région MENA, mais aussi comme l'occasion de mobiliser des ressources humaines considérables au profit de la croissance et de la prospérité de la région — et du monde en général. Le moment est venu de saisir ces opportunités.

Le rapport examine des domaines d'intervention importants devant permettre de promouvoir une croissance inclusive et la prospérité. Une meilleure affectation des compétences sur le marché du travail, l'exploitation de la position géographique stratégique de la région et la promotion de l'innovation sont autant d'ingrédients essentiels pour y parvenir. Éliminer les disparités entre les hommes et les femmes en matière d'emploi, revoir l'empreinte des secteurs public et privé et faciliter les transferts de technologie dans le cadre des échanges commerciaux peuvent également contribuer à pousser la région vers l'avant.

Les pays peuvent mieux affecter leurs ressources humaines sur le marché du travail et exploiter leur position stratégique pour promouvoir l'innovation et soutenir la croissance. Le rapport est clair : les niveaux de vie ont pâti de la mauvaise répartition des compétences. Le secteur public accapare peut-être trop de talents au détriment du secteur privé. La réaffectation des ressources humaines du secteur public vers le secteur privé engendrerait un gain de productivité globale considérable pouvant atteindre 46 %.

Autre facteur fondamental, l'inclusion des femmes est un impératif pour la prospérité économique. Le taux de participation des femmes à la population active est actuellement de 19 % dans la région. Selon les estimations du rapport, éliminer les disparités dans l'emploi des femmes et des hommes pourrait accroître le PIB par habitant de 51 % dans une économie moyenne de la MENA. Des réformes et des mesures visant l'autonomisation économique des femmes pourraient porter des fruits rapidement. L'Arabie saoudite a entrepris des réformes qui ont éliminé divers obstacles à l'entrée des femmes sur le marché du travail et amélioré les conditions de leur participation à la vie active. En conséquence, le taux d'activité des femmes est passé de 22 % à 35 % en quelques années. La Jordanie a lancé le premier programme complet de la région destiné à apporter des solutions globales à des questions telles que la sécurité des transports, les services de garde d'enfants et l'offre de formations de manière à ouvrir de nouveaux débouchés économiques aux femmes.

Nombre de pays de la région montrent déjà la voie à travers des réformes, des investissements et des initiatives entrepris avec succès. Pour sa part, le Groupe de la Banque mondiale mettra pleinement ses connaissances, son assistance technique, ses financements et ses partenariats à contribution pour accompagner ces transformations qui permettront de bâtir l'avenir meilleur auquel aspire la région.

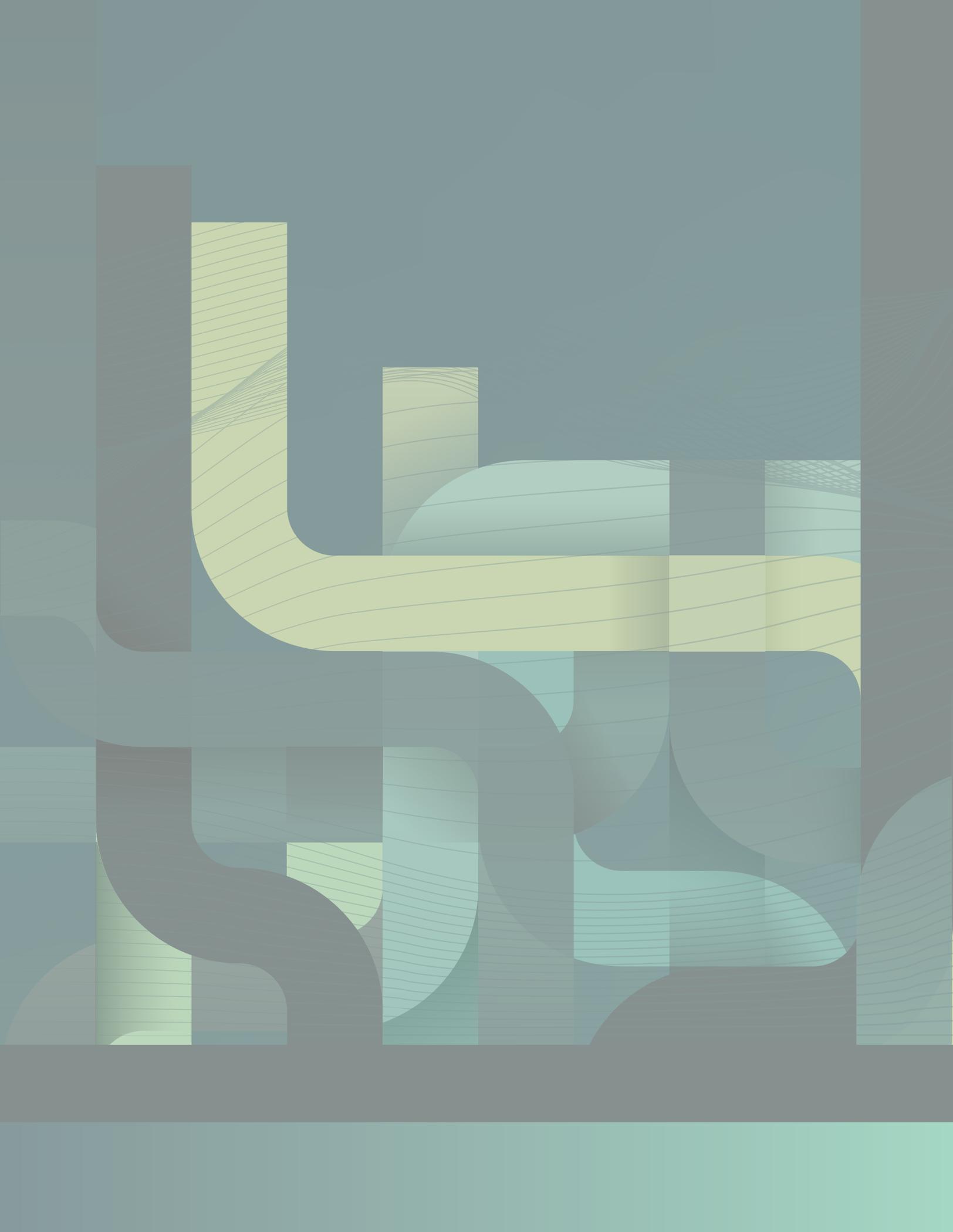
Nous nous trouvons à un moment charnière. La région et le monde sont en butte à de nombreux défis complexes. Ces problèmes ne connaissent pas de frontière et nous relient les uns aux autres. Nous devons repenser les approches et intensifier nos efforts collectifs si nous voulons répondre à nos besoins — et à nos aspirations — en bâtissant un avenir digne de tous les habitants de la région MENA.

Ousmane Dione

Vice-président

Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

Banque mondiale



CHAPITRE 1. ABRÉGÉ

Les économies de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) ne parviennent pas à rattraper leur retard sur le reste du monde. Le revenu moyen par habitant de cette région n'a augmenté que de 62 % au cours des 50 dernières années. À titre de comparaison, sur la même période, il a quadruplé dans les pays émergents et pays en développement (PEPD) et doublé dans les économies avancées. Seuls quelques pays en développement de la région MENA ont réussi à ne pas s'écarter encore plus des niveaux de vie des pays les plus riches (ce que les économistes appellent le niveau de référence), et ceux où des conflits ont éclaté ont avancé rapidement, mais dans la mauvaise direction. Pour atteindre ne serait-ce que la moitié du niveau de PIB par habitant de l'économie de référence actuelle, la région devrait croître en moyenne de 3,8 % par an en termes de PIB par habitant au cours des trois prochaines décennies. Bien que les performances actuelles en matière de croissance soient bien inférieures à ce taux — et que la région soit mise à rude épreuve par la fragilité, les conflits et l'incertitude — un avenir plus prospère est possible pour la région MENA.

Ce numéro du Bulletin d'information économique de la région MENA parle de la croissance aussi bien à court terme qu'à long terme. Il commence par un résumé des dernières tendances économiques régionales, y compris un point sur les répercussions que le conflit dont Gaza est l'épicentre entraîne sur la région en particulier et sur l'économie mondiale en général. Le rapport analyse ensuite les facteurs qui déterminent le potentiel de croissance à long terme de la région MENA en accordant une attention particulière aux conséquences persistantes du conflit. Les résultats sont clairs : la paix est une condition préalable pour rattraper le retard par rapport à l'économie de référence, car les conflits peuvent réduire à néant des décennies de progrès et retarder le développement économique de plusieurs générations. La bonne nouvelle est que la région peut considérablement stimuler la croissance en répartissant mieux les talents sur le marché du travail, en tirant parti de sa position stratégique et en encourageant l'innovation. Le fait de réduire les disparités entre les hommes et les femmes en matière d'emploi, de redéfinir l'empreinte du secteur public et de faciliter les transferts de technologie grâce aux échanges commerciaux en s'appuyant sur des données de meilleure qualité et plus transparentes peut aider la région à faire un bond en avant. Les fenêtres d'opportunité restent ouvertes pour la région MENA.

Une croissance fragile

En 2024, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel devrait être de 2,2 % dans la région MENA, en légère hausse par rapport au taux de 1,8 % obtenu en 2023. Ce regain masque des disparités importantes au sein de la région. Il est tiré par les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) où il est prévu que la croissance passe de 0,5 % en 2023 à 1,9 % en 2024. La croissance devrait décélérer dans l'ensemble des pays en développement de la région MENA. Dans les pays en développement importateurs de pétrole, elle va ralentir, passant de 3,2 % en 2023 à 2,1 % en 2024, car les incidences du conflit en cours se font sentir directement sur certains pays et exacerbent les vulnérabilités qui existent déjà dans d'autres. La croissance du PIB réel des pays en développement exportateurs de pétrole va reculer, de 3,2 % en 2023 à 2,7 % en 2024.

Au cours de l'année écoulée, les prévisions de croissance pour 2024 du PIB réel de la région MENA ont été considérablement révisées à la baisse, surtout dans les situations de fragilité et de conflit. Ces révisions à la baisse résultent en partie de la prolongation des réductions de la production pétrolière décidée par l'OPEP+ et de l'incertitude grandissante que laisse planer le conflit dont Gaza est l'épicentre. La dispersion des prévisions du secteur privé, qui est un indicateur d'incertitude, s'est accrue de 13 % dans la MENA depuis octobre 2023. Cette situation contraste fortement avec la tendance baissière observée dans d'autres PEPD et dans des pays à revenu élevé. En septembre 2024, l'incertitude dans la région MENA était près de deux fois plus grande que dans les autres PEPD.

Les conséquences économiques du conflit centré sur Gaza

Dans un contexte marqué par l'aggravation de la crise humanitaire, l'économie gazaouie est quasiment à l'arrêt, avec une contraction effarante de 86 % au deuxième trimestre 2024. En Cisjordanie, l'économie s'est aussi contractée de 23 % au deuxième trimestre 2024, en grande partie du fait des restrictions plus sévères de la circulation, de la baisse de la consommation et d'une grave crise budgétaire. En raison de l'augmentation des prélèvements effectués par Israël sur les transferts des recettes douanières et de la diminution des recettes fiscales, l'Autorité palestinienne est confrontée à un déficit de financement qui devrait s'établir à 1,86 milliard de dollars en 2024 selon des sources officielles, soit plus du double du déficit enregistré en 2023.

Dans les pays voisins, le conflit a ralenti l'activité économique, par exemple en diminuant les recettes touristiques (à titre d'illustration, les arrivées de touristes ont baissé de 6,6 % en Jordanie jusqu'en août 2024, en valeur annualisée) et les recettes budgétaires (par exemple, une baisse de 62 % des recettes du canal de Suez en République arabe d'Égypte au premier semestre 2024, comparativement au second semestre 2023). Au moment où le présent numéro du Bulletin d'information économique de la région MENA était envoyé à l'impression, l'escalade du conflit au Liban alourdissait davantage le bilan humain et économique. L'ampleur exacte des conséquences de cette escalade sur le Liban et la région dépendra de l'évolution du conflit.

À l'échelle mondiale, les marchés énergétiques et les marchés des capitaux se sont jusqu'à présent montrés résilients. Malgré quelques fluctuations à court terme en début de cycle, les prix au comptant et les contrats à terme du pétrole ont très fortement baissé depuis octobre 2023, dans un contexte d'offre robuste et d'atonie inquiétante de la demande. Les perturbations du transport maritime, en particulier via le canal de Suez, ont induit un rallongement des délais de transport et l'accroissement des cours au comptant, les taux de fret ayant été multipliés par quatre ou cinq jusqu'en août 2024 par rapport à leur valeur en novembre 2023. Cependant, considérant la faiblesse de la demande mondiale, l'augmentation de la taille des flottes et la rigidité contractuelle des prix, la hausse des frais d'expédition n'a pas été répercutée sur les consommateurs jusqu'à présent.

L'ombre des conflits dans la région MENA

Le conflit dont Gaza est l'épicentre reflète une tendance plus générale de montée de la violence dans la région. Depuis les années 1990, les épisodes de conflit sont devenus plus de deux fois plus nombreux, tandis que la part de la MENA dans les décès liés à des conflits à l'échelle mondiale a été multipliée par six.

Le coût des conflits dépasse ce que les indicateurs économiques classiques peuvent mesurer. Or, les conflits entraînent certainement des pertes économiques immédiates et peuvent compromettre durablement le développement. À cause notamment des pertes de capital humain, des déplacements forcés, de la destruction des infrastructures physiques, et de diverses formes de désorganisation économique, y compris les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Une analyse fondée sur la méthode de contrôle synthétique présentée dans ce rapport montre que le revenu par habitant des pays de la région MENA touchés par un conflit aurait pu être en moyenne 45 % plus élevé s'il n'y avait pas eu de conflit, mesuré sept ans après le début de celui-ci. Cette perte représente 35 années de progrès dans la région.

Perspectives d'une région plus prospère

Malgré les défis auxquels elle est confrontée actuellement, la région recèle un important potentiel inexploité. Les pays peuvent mieux affecter leurs talents sur le marché du travail et tirer parti de leur situation géographique stratégique pour stimuler l'innovation et doper la croissance.

La mauvaise répartition des talents, tant au sein de la population active qu'en dehors de celle-ci, et entre le secteur public et le secteur privé, a déteint sur la qualité de vie dans la région. Au cours des 50 dernières années, le niveau de scolarisation dans la région MENA a augmenté rapidement, en particulier pour les femmes, mais les taux de participation des femmes à la vie active stagnent. La réduction des disparités entre les hommes et les femmes en matière d'emploi dans la région MENA pourrait se traduire par une hausse de 51 % du revenu par habitant dans un pays type de la région MENA.

En outre, l'emploi dans le secteur public dans la région MENA évince les emplois du secteur privé, surtout au profit des femmes. Lorsque les femmes participent effectivement au marché du travail, elles sont plus susceptibles de travailler dans le secteur public. La proportion des femmes employées dans le secteur public dans la région MENA (37 %) est la plus importante au monde, près du double de celle de l'Europe et de l'Asie centrale, la deuxième plus importante.

En outre, le secteur public détourne peut-être trop de talents du secteur privé, sans que cela se traduise par de meilleurs biens et services publics. La réaffectation des talents vers le secteur privé pourrait se traduire par des gains très importants de productivité globale, allant de 5 % à 9 % en République islamique d'Iran, en Tunisie, en République arabe d'Égypte et en Jordanie, et à 45 % environ en Algérie et en Irak.

Les dividendes tirés des réformes pourraient se matérialiser rapidement. Depuis 2016 par exemple, l'Arabie saoudite a supprimé les obstacles empêchant les femmes de participer à toutes les professions, de conduire et d'accéder à un congé de maternité mieux aménagé. Ces évolutions ont été étayées par des programmes qui ont accru les possibilités d'emploi des femmes, par exemple les services d'aide à l'emploi, les offres de formation et les programmes de garde d'enfants, toutes choses qui ont créé un cadre réglementaire propice à l'entrée des femmes sur le marché du travail. Ces réformes ont probablement contribué à l'augmentation du taux d'activité des femmes, qui est passé de 22 % en 2016 à 35 % en 2023.

Enfin, pour favoriser d'autres gains de productivité, les pays de la région MENA peuvent tirer parti de leur situation géographique pour accéder à des connaissances et technologies de pointe grâce à des échanges commerciaux internationaux accrus. Les connaissances produites dans la région sont à la traîne sur le plan de l'impact comme sur celui de l'innovation. Avec ses retombées sous forme de technologies et de savoirs, le commerce international peut servir de levier pour stimuler la productivité globale. L'amélioration de la qualité et de la transparence des données dans la région peut permettre d'éliminer les obstacles à la diffusion des technologies et faciliter une circulation des idées plus importante et de meilleure qualité.

La région MENA a encore un long chemin à parcourir, mais elle recèle aussi de nombreuses possibilités.

CHAPITRE 2. PERSPECTIVES MACROÉCONOMIQUES

Principales conclusions

- L'économie mondiale se stabilise après plusieurs années de chocs négatifs, mais les perspectives restent médiocres, avec une croissance à 2,6 %, le même taux que l'année dernière.
- L'inflation mondiale est redescendue des niveaux records observés en 2022, mais le processus de déflation a globalement été plus lent que prévu.
- Les prix du pétrole ont fluctué tout au long de l'année 2024 en raison de fortes tensions géopolitiques ; au 1^{er} octobre, ils devraient être légèrement inférieurs en 2024 à leur niveau de 2023.
- La région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) devrait connaître une croissance de 2,2 % en 2024. Les perspectives demeurent néanmoins sombres, avec des différences marquées au sein de la région. Si les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) affichent une croissance rapide, quoique plus lente que prévu, les pays en développement de la région MENA connaissent une décélération, tandis que les pays en situation de fragilité ou de conflit font face, quant à eux, à une contraction économique qui ne cesse de s'aggraver.
- En 2024, la croissance des pays du CCG devrait être de 1,9 %, celle des pays en développement exportateurs de pétrole de 2,7 % et celle des pays en développement importateurs de pétrole de 2,1 %.
- Une grande incertitude règne de plus en plus dans la région, les perspectives menaçant de s'assombrir davantage en raison du conflit au Moyen-Orient concentré à Gaza, de son intensification et de ses répercussions négatives sur les pays voisins. Ces répercussions sont examinées dans le chapitre III du présent rapport.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE MONDIAL

Croissance économique mondiale : l'économie mondiale se stabilise, quoique les perspectives restent moroses

L'économie mondiale est en voie de stabilisation après avoir essuyé une série de chocs négatifs sur plusieurs années. Selon les prévisions de juin 2024 de la Banque mondiale, la croissance devrait se maintenir à 2,6 % cette année. Ce taux rend compte de la faible croissance de l'investissement, due à des politiques monétaires restrictives et à la faible progression de la consommation, qui diminue à mesure que l'épargne accumulée pendant la pandémie s'érode et que les dépenses publiques reculent (Banque mondiale, 2024a).

La Banque mondiale a revu légèrement à la hausse ses prévisions pour 2024 concernant la croissance mondiale, qui sont passées de 2,4 % en janvier à 2,6 % en juin (Banque mondiale, 2024a, 2024b). Ce rythme légèrement plus soutenu de la croissance économique mondiale s'explique principalement par l'expansion persistante de l'économie américaine (voir figure 2.1).

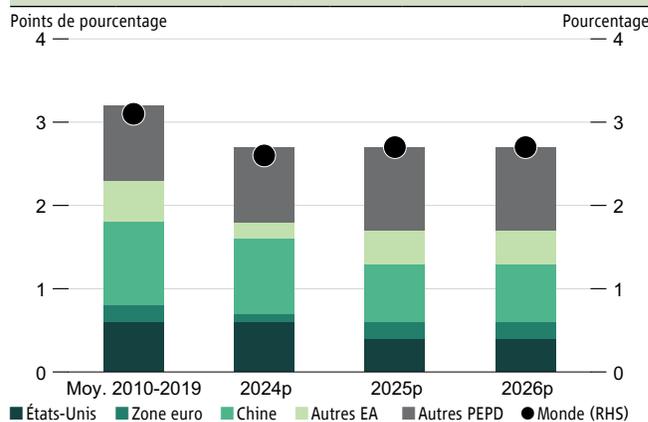
En 2025, la croissance mondiale devrait se relever un peu pour atteindre 2,7 %, à la suite d'un assouplissement prudent des politiques monétaires — qui favorise l'activité économique tant dans les économies avancées que dans les pays émergents et pays en développement (PEPD) — et d'une légère amélioration du commerce et de l'investissement.

Néanmoins, durant la période de prévision (2024-2026), la croissance devrait être d'un demi-point de pourcentage inférieure à la moyenne enregistrée entre 2010 et 2019 (voir figure 2.1)¹. Les économies avancées comme les PEPD devraient connaître, pendant cette période, un rythme de croissance beaucoup plus lent que celui de la décennie prépandémique, tout en affichant des profils de croissance divergents.

La croissance dans les économies avancées devrait être de 1,5 % en 2024, comme en 2023, trahissant la faible activité économique dans la zone euro et au Japon, qui sera compensée par une croissance résiliente de l'économie américaine. La croissance dans les économies avancées devrait s'accélérer pour atteindre 1,7 % en 2025 et 1,8 % en 2026 — à la faveur d'un rebond dans la zone euro et au Japon, en même temps qu'un ralentissement de la croissance américaine.

La croissance dans les PEPD devrait retomber à 4 % en 2024, contre 4,2 % en 2023, et se situer autour de 4 % en 2025-2026. Cette décélération s'explique par la conjoncture dans certaines grandes économies, en particulier le ralentissement de la croissance en Chine et la croissance modérée dans les pays exportateurs de produits de base due à la faible demande mondiale. La croissance en Chine devrait ralentir, passant de 5,2 % en 2023 à 4,8 % en 2024, puis à 4,1 % en 2025 et enfin à 4 % en 2026, conséquence de la morosité des investissements et de la crise prolongée du secteur de l'immobilier. Les PEPD, à l'exclusion de la Chine, devraient afficher une croissance de 3,5 % en 2024 et se hisser autour de 3,9 % en 2025-2026, en légère hausse par rapport aux 3,4 % de 2023 (voir figure 2.1). Toutefois, des défis majeurs persistent dans les économies vulnérables, en particulier dans les pays à faible revenu et ceux confrontés à des niveaux élevés de conflit et de violence, où les perspectives de croissance se sont détériorées depuis janvier 2024.

Figure 2.1. Contributions à la croissance mondiale.



Source : Banque mondiale. *Perspectives économiques mondiales*, juin 2024.

Note : p = prévision ; EA = économies avancées ; PEPD = pays émergents et pays en développement. Les agrégats du PIB sont calculés en utilisant les pondérations du PIB réel en dollars américains aux prix moyens de 2010 à 2019, ainsi que les taux de change du marché.

Inflation et taux d'intérêt dans le monde : l'inflation s'atténue tandis que la déflation se poursuit plus lentement que prévu

L'inflation mondiale a diminué par rapport aux niveaux records observés en 2022. Au quatrième trimestre 2023, l'inflation mondiale se situait à 4,1 %, en baisse par rapport au pic de 9 % atteint au troisième trimestre 2022 (voir figure 2.2, panneau A). L'inflation reste cependant supérieure à la cible dans la plupart des économies avancées, ainsi que dans 25 % environ des PEPD ayant des cibles à cet égard. Dans les économies avancées, la déflation des prix des biens de consommation semble s'être stabilisée, l'inflation demeurant, pour sa part, élevée pour les services aux consommateurs. Aux États-Unis, la vigueur de l'activité économique et l'augmentation rapide des frais de logement ont contribué à une hausse persistante des prix des services et, plus généralement, à l'inflation sous-jacente² au cours des derniers mois. Dans les PEPD, bien que l'inflation globale ait continué de baisser, l'inflation sous-jacente reste élevée en raison des prix des services, notamment du logement — rappelant la situation dans les économies avancées (Banque mondiale, 2024a).

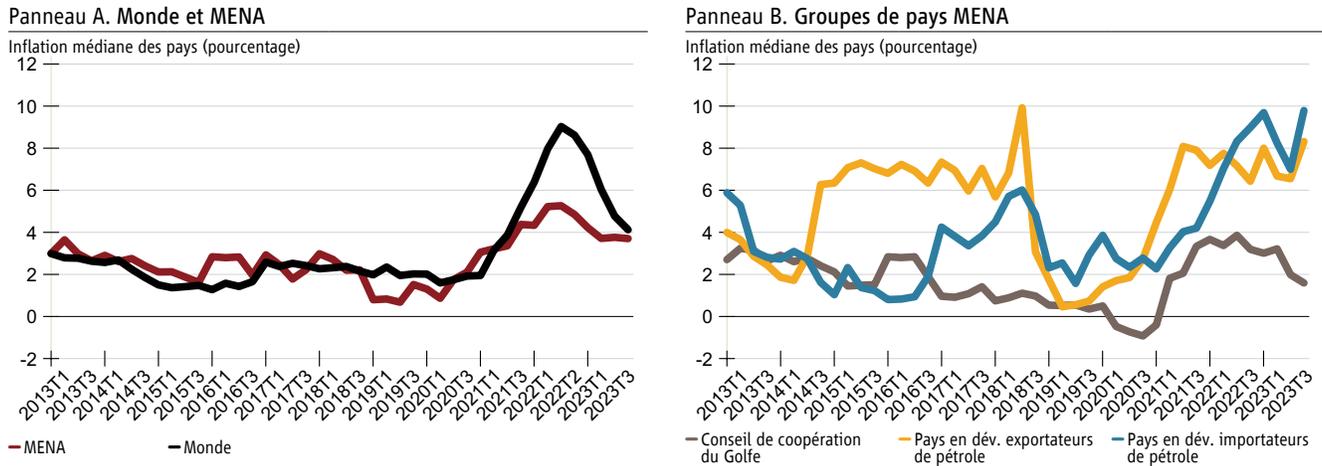
Selon les prévisions de juin 2024 de la Banque mondiale, l'inflation mondiale devrait descendre à 3,5 % en 2024, puis à 2,9 % en 2025, avant de se stabiliser à 2,8 % d'ici à la fin de 2026 — un scénario globalement conforme aux objectifs des banques centrales. Or l'inflation a diminué à un rythme plus lent que prévu initialement au niveau mondial. Aussi bien les économies avancées que les PEPD devront probablement adopter des mesures

¹ Par comparaison avec les niveaux pré-pandémiques, la croissance s'est particulièrement affaiblie dans les pays ayant enregistré de forts taux d'inflation (Banque mondiale, 2024a).

² L'inflation sous-jacente exclut de l'indice des prix à la consommation les prix des denrées alimentaires et des carburants qui sont volatils.

d'assouplissement prudentes, en maintenant les taux au-dessus des niveaux pré-pandémiques. Dans les économies avancées, les taux devraient rester plus de deux fois supérieurs à leur moyenne de 2000-2019 au cours des prochaines années (Banque mondiale, 2024a). Les grandes économies, et notamment la Banque centrale européenne et la Réserve fédérale américaine (la Fed), s'emploient à l'heure actuelle à assouplir prudemment leurs taux d'intérêt³.

Figure 2.2. Inflation.

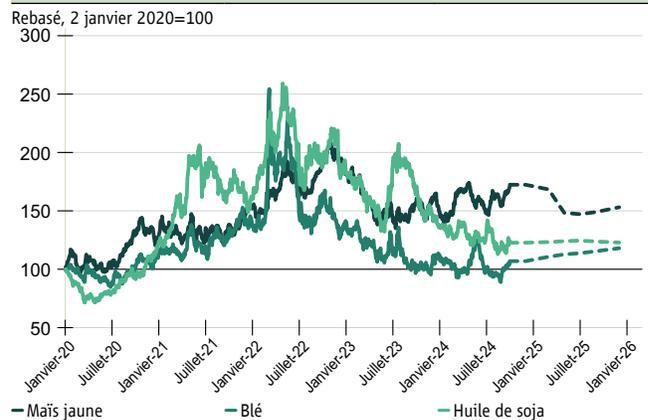


Source : Calculs des services de la Banque mondiale, à partir des *Statistiques financières internationales* du Fonds monétaire international.
 Note : MENA = Moyen-Orient et Afrique du Nord (Algérie, Bahreïn, République arabe d'Égypte, République islamique d'Iran, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Tunisie, Cisjordanie et Gaza). Conseil de coopération du Golfe = Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar et Arabie saoudite. Pays en développement exportateurs de pétrole = Algérie, République islamique d'Iran, Irak, Libye. Pays en développement importateurs de pétrole = République arabe d'Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie, Cisjordanie et Gaza. Tous les groupes comprennent les mêmes pays pour chaque période. De 2013T1 à 2023T3, Monde comprend 132 pays, dont 15 pays de la région MENA. Pour 2023T4, Monde comprend 128 pays, dont 14 pays de la région MENA.

Inflation des prix alimentaires : les prix des produits agricoles de base diminuent, mais resteront supérieurs aux niveaux d'avant la pandémie jusqu'en 2025

Les prix des produits agricoles de base sont aussi tombés des niveaux élevés de 2022. Les prix du maïs jaune américain, du blé américain et de l'huile de soja américaine n'ont cessé de baisser au premier semestre de 2023. Leur volatilité s'est accentuée en juillet-août 2023, puis s'est atténuée au quatrième trimestre 2023 et en 2024 (voir figure 2.3). Bien que l'inflation des prix à la consommation des denrées alimentaires ait diminué, on estime que l'insécurité alimentaire aiguë a doublé dans le monde depuis 2019 (Banque mondiale, 2024a). Au 1^{er} octobre 2024, les contrats à terme montraient que les prix de tous les produits agricoles de base devraient rester supérieurs aux niveaux pré-pandémiques jusqu'en 2025 (voir figure 2.3). Seul le prix du blé américain a connu, entre juillet et août 2024, un bref retour aux niveaux d'avant la pandémie avant d'augmenter à nouveau pour dépasser les niveaux pré-pandémiques.

Figure 2.3. Indice des prix mondiaux des principaux produits agricoles de base entre janvier 2020 et septembre 2024.



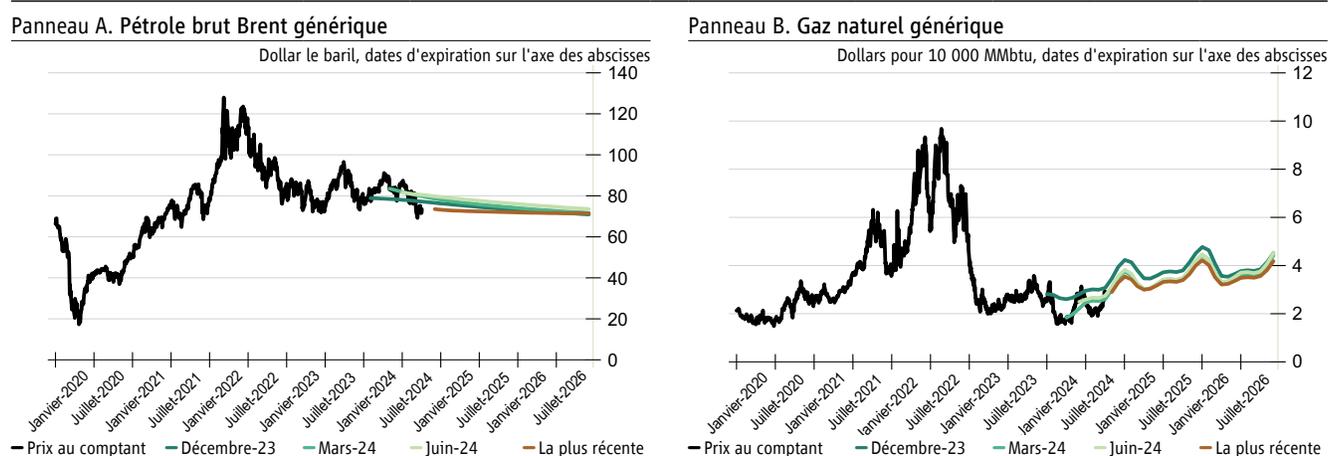
Source : Calculs des services de la Banque mondiale, sur la base des données de Bloomberg L.P.
 Note : Les produits de base faisant l'objet de contrats sont le maïs jaune américain, le blé américain et l'huile de soja américaine. Les lignes pleines représentent le prix au comptant de chaque produit jusqu'au 1^{er} octobre 2024 ; les lignes en pointillés représentent les prix à terme au 1^{er} octobre 2024. La ligne noire horizontale représente une base de 100 au 2 janvier 2020.

³ Le 18 septembre 2024, la Fed a abaissé son taux directeur des fonds fédéraux de 50 points de base, les ramenant à une fourchette de 4,75 % et 5 %. À la même date, la Banque centrale européenne (BCE) a abaissé le taux de la facilité de dépôt de 25 points de base pour le porter à 3,5 %, assouplissant ainsi quelque peu sa politique monétaire.

Production de pétrole et demande mondiale : fluctuations des prix du pétrole jusqu'à la fin de 2024

En 2024, les prix moyens du pétrole devraient être légèrement inférieurs à ceux de 2023. Au 1^{er} octobre, le prix moyen estimé du pétrole pour l'année civile 2024 (sur la base des prix au comptant et à terme) était de 81 dollars le baril, légèrement en baisse par rapport à la moyenne de 2023 (83 dollars), et très nettement en baisse par rapport à la moyenne de 2022 (100 dollars)⁴. Les prix du pétrole ont fluctué en 2024, enregistrant une forte hausse en avril, à 88 dollars, en raison de la montée des tensions au Moyen-Orient ; mais ils sont retombés à nouveau (voir figure 2.4, panneau A). Le 1^{er} octobre 2024, le prix du pétrole était de 73,6 dollars le baril. Au 1^{er} octobre 2024, les prix à terme du pétrole étaient à moyen terme généralement inférieurs à ceux de décembre 2023, mars 2024 et juin 2024, les contrats arrivant à échéance à fin 2026 se négociant à 71,5 dollars le baril (voir figure 2.4, panneau A).

Figure 2.4. Prix au comptant et à terme des hydrocarbures.



Source : Calculs des services de la Banque mondiale à partir des données de Bloomberg, L.P.

Note : MMBtu = million d'unités thermiques britanniques. Les lignes noires représentent le prix quotidien de clôture au comptant du pétrole brut Brent générique (panneau A) et du gaz naturel générique (panneau B) jusqu'au 1^{er} octobre 2024. Les lignes de couleur indiquent les prix de clôture à terme du pétrole brut Brent générique (panneau A) et du gaz naturel générique (panneau B) aux dates indiquées, les prix à terme les plus récents datant du 1^{er} octobre 2024. La dernière donnée concernant les contrats à terme est pour décembre 2026.

Les prix du gaz naturel ont chuté au premier trimestre 2024, par rapport au trimestre précédent (voir figure 2.4, panneau B). Après avoir atteint en mars 2024 son niveau le plus bas en près de 30 ans, le prix du gaz naturel américain a rebondi en mai 2024, atteignant 2,4 dollars pour 10 000 MMBtu (million d'unités thermiques britanniques), en partie grâce à l'augmentation des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL). Au 1^{er} octobre 2024, il s'élevait à 2,9 dollars pour 10 000 MMBtu. Les contrats à terme sur le gaz naturel pour 2024 laissent apparaître des tendances plus modérées qu'en 2023, avec des prix à moyen terme généralement inférieurs à ceux projetés par les contrats à terme de 2023. Les prix des métaux, à l'exclusion des métaux précieux, devraient rester stables en 2024-2025, tout en demeurant supérieurs aux niveaux d'avant la pandémie. Cette situation tient à l'augmentation de la demande liée aux investissements dans les énergies propres et à l'activité industrielle mondiale, tempérée par le recul de l'activité immobilière en Chine (Banque mondiale, 2024a).

⁴ Le prix estimé du pétrole pour l'année civile 2024 repose sur les calculs des services de la Banque mondiale, à partir des données de Bloomberg L.P. Le prix moyen en 2024 est estimé en utilisant le prix au comptant le dernier jour de négoce de chaque mois entre janvier et septembre 2024, ainsi que les contrats à terme au 30 août 2024, pour la période d'octobre 2024 jusqu'à la fin de l'année (soit un total de 12 points de données pour 2024). Le cours moyen des prix de référence du pétrole brut Brent 2022 et 2023 provient des données de la Banque mondiale sur les prix des produits de base.

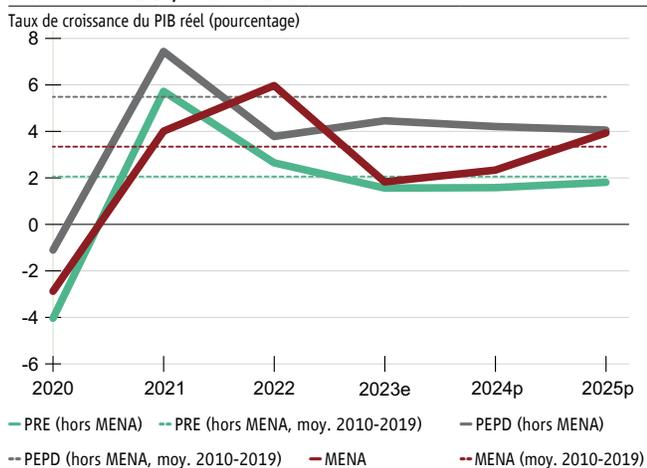
PERSPECTIVES DE CROISSANCE ET TENDANCES MACROÉCONOMIQUES DANS LA RÉGION MENA

Perspectives de croissance : croissance modérée en 2024 et grandes disparités au sein de la région

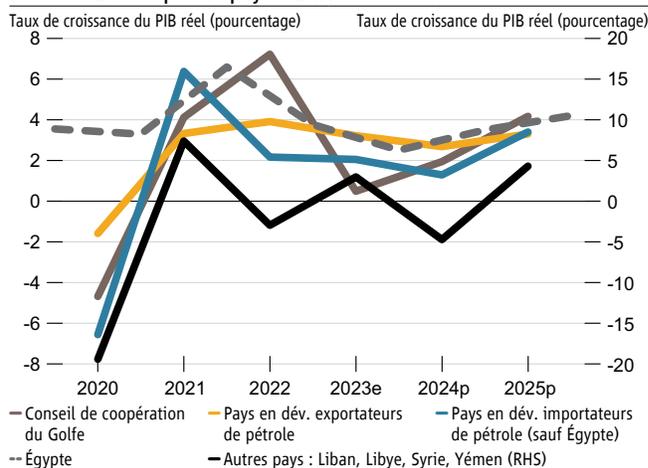
Comme le reste du monde, la région MENA est passée depuis 2020 par une série de chocs violents : pandémie de COVID-19, invasion de l'Ukraine par la Russie, forte inflation, durcissement des conditions financières et catastrophes naturelles.

Figure 2.5. Croissance du PIB réel depuis 2020.

Panneau A. MENA, PRE et PEPD



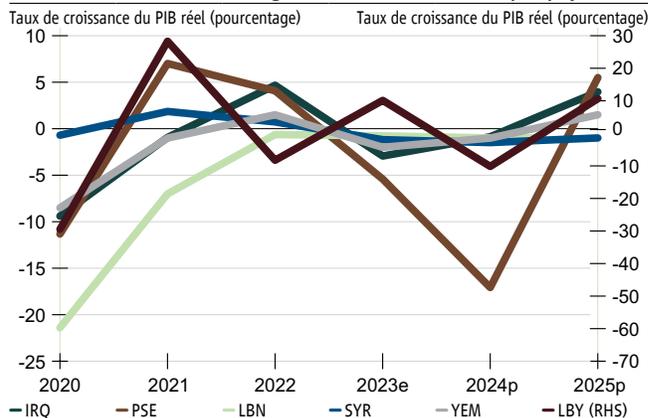
Panneau B. Groupes de pays MENA



La pandémie de COVID-19 a entraîné un net ralentissement économique en 2020, tant dans les pays à revenu élevé et les PEPD que dans la région MENA (voir figure 2.5, panneau A). Cette dernière a connu en 2021 une reprise de la croissance plus timide que dans les pays à revenu élevé et les PEPD, surtout dans les pays exportateurs de pétrole de la région — qu'il s'agisse des pays à revenu élevé du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar) que des pays en développement exportateurs de pétrole (Algérie, République islamique d'Irak et Iraq) (voir figure 2.5, panneau B).

En 2022, la MENA a affiché une croissance extrêmement rapide, à la suite de la flambée des cours du pétrole consécutive à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, dépassant ainsi la croissance économique des pays à revenu élevé et des autres PEPD (voir figure 2.5, panneau A). La hausse des prix du pétrole a stimulé la croissance des économies exportatrices de la région, mais a entraîné un ralentissement dans les pays en développement importateurs de pétrole (Djibouti, République arabe d'Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Cisjordanie et Gaza) (voir figure 2.5, panneau B) — des profils de croissance divergents baptisés « conte des deux MENA » dans les éditions précédentes du *Bulletin d'information économique de la région MENA*.

Panneau C. Situations de fragilité ou de conflit (SFC), par pays



Sources : Calculs des services de la Banque mondiale à partir du *Macro Poverty Outlook (MPO)* de la Banque mondiale, octobre 2024.

Note : e=estimations et p=prévisions. MENA = Moyen-Orient et Afrique du Nord. PEPD (hors MENA) = pays émergents et pays en développement, hormis pays MENA. Conseil de coopération du Golfe = Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar. Pays en développement exportateurs de pétrole = Algérie, République islamique d'Irak, République arabe syrienne et République du Yémen. LBN = Liban. LBY = Libye. SYR = République arabe syrienne. YEM = République du Yémen. IRQ = Irak. PSE = Cisjordanie et Gaza. Panneau B. Les données pour la République arabe d'Égypte correspondent à ses exercices budgétaires (qui vont du 1^{er} juillet au 30 juin). Panneau C. FCS = situations de fragilité ou de conflit = Irak, Libye, Liban, République arabe syrienne, République du Yémen, Cisjordanie et Gaza. La moyenne des autres pays pour 2025p inclut la Libye, la République arabe syrienne et la République du Yémen. Les taux de croissance du PIB réel de l'Irak correspondent aux estimations de la Banque mondiale à prix constants du marché. Pour les années entre 2023 et 2025, les taux de croissance du PIB réel de l'Irak à prix constants du marché étaient identiques aux taux de croissance du PIB réel à prix constants des facteurs. Avant 2023, les deux séries pour l'Irak (prix constants du marché et prix constants des facteurs) différaient légèrement. Données au 2 octobre 2024.

En 2023, les réductions successives de la production pétrolière par les membres de l'OPEP+⁵ — dont trois séries de coupes importantes en avril, juin et novembre — combinées à des prix du pétrole relativement bas, ont mis fin à la dichotomie observée dans la région. Malgré les efforts déployés par l'OPEP+ pour stabiliser les prix, en 2023, les prix moyens du pétrole ont chuté à 83 dollars le baril, contre 100 dollars en 2022, portant un coup aux recettes des pays exportateurs de pétrole. Le recul de la demande mondiale, causé par le ralentissement de la croissance en Chine, a exercé une pression à la baisse sur les prix du pétrole, une tendance qui devrait se poursuivre et pourrait diluer l'effet des coupes de production de l'OPEP+ (Banque mondiale, 2024c). La croissance du PIB réel dans les pays du CCG est tombée à 0,5 % en 2023, contre 7,2 % en 2022. La croissance dans les pays en développement importateurs de pétrole, hormis la République arabe d'Égypte, est restée quasiment inchangée, passant de 2,2 % en 2022 à 2 % en 2023 ; elle a en revanche faibli dans les pays en développement exportateurs de pétrole, passant de 3,9 % en 2022 à 3,2 % en 2023 (voir figure 2.5, panneau B).

Depuis le déclenchement du conflit au Moyen Orient centré sur Gaza au début du mois d'octobre 2023, de fortes tensions géopolitiques et une grande incertitude pèsent sur la région MENA, assombrissant ses perspectives de croissance. La région a renoué avec une croissance morose, poursuivant une tendance observée tout au long de la décennie qui a précédé la pandémie et les différents chocs subis depuis 2020 (Belhaj et al., 2022 ; Gatti et al., 2023a ; Gatti et al., 2024). Les perspectives pour 2024 restent peu optimistes, avec d'importantes disparités au sein de la région. L'activité économique dans la région MENA (à l'exclusion de la Libye, du Liban, de la République arabe syrienne et de la République du Yémen) devrait progresser légèrement pour atteindre 2,2 % en 2024, après un repli à 1,8 % en 2023. La croissance dans la région en 2024 reste cependant inférieure d'un point de pourcentage à la moyenne pré-pandémique enregistrée entre 2010 et 2019 (voir figure 2.5, panneau A).

La reprise en 2024 est essentiellement impulsée par les pays du CCG, qui devraient afficher une croissance de 1,9 % en 2024, contre 0,5 % en 2023 (voir figure 2.5, panneau B). La croissance dans ces pays est cependant plus lente que prévu du fait de la prolongation des coupes de production du pétrole⁶. La croissance devrait ralentir dans les pays en développement exportateurs de pétrole, passant de 3,2 % en 2023 à 2,7 % en 2024 ; il devrait en être de même dans les pays en développement importateurs de pétrole (hormis la République arabe d'Égypte), qui passeront de 2 % en 2023 à 1,3 % en 2024. En effet, le conflit en cours touche directement certains pays, tout en exacerbant les vulnérabilités qui existaient déjà dans d'autres.

En ce qui concerne les pays en développement importateurs de pétrole, la croissance du PIB réel devrait décélérer dans tous ces pays, sauf en Tunisie où une augmentation de 1,2 % est prévue en 2024, contre 0 % en 2023. Ce regain résulte d'une légère reprise du secteur agricole dans le pays, qui continue de souffrir des effets de la sécheresse faisant suite à quatre années de précipitations en dessous de la moyenne. Pour sa part, le Maroc devrait voir le taux de croissance de son PIB réel dévisser, de 3,4 % en 2023 à 2,9 % en 2024 en raison de la contraction du secteur agricole due à une longue sécheresse. La croissance en République arabe d'Égypte devrait également marquer le pas, passant de 3,8 % au cours de l'exercice 23 à 2,5 % à l'exercice 24, en raison d'une activité manufacturière atone, des restrictions aux importations, d'une diminution des opérations d'extraction de gaz et de la réduction du trafic à travers le canal de Suez (Banque mondiale, 2024a). Les perspectives pour la Libye, le Liban, la République arabe syrienne et la République du Yémen restent très incertaines, même si ces pays en proie à des conflits devraient subir un nouveau repli économique en 2024⁷.

En 2025, la région MENA devrait enregistrer un taux de croissance de 3,8 %. La croissance des pays du CCG devrait se renforcer pour atteindre 4,2 % en 2025, contre 1,9 % en 2024, à la faveur de l'élimination progressive des réductions volontaires de la production pétrolière à partir de décembre 2024. Dans les pays en développement exportateurs de pétrole, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 3,3 % en 2025, contre 2,7 % en 2024. Il est en outre prévu que la croissance des pays en développement importateurs de pétrole (hormis la République arabe d'Égypte) se renforce, passant de 1,3 % en 2024 à 3,4 % en 2025 ; quant à la République arabe d'Égypte, son taux de croissance devrait grimper à 3,5 % pour l'exercice 25, contre 2,5 % l'exercice précédent.

⁵ L'OPEP est l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Algérie, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Guinée équatoriale, Gabon, Irak, Koweït, Libye, Nigéria, République du Congo, République islamique d'Iran et Venezuela). L'OPEP+ comprend certains autres pays producteurs de pétrole ayant signé un accord avec l'OPEP, le plus important étant la Russie.

⁶ En juin 2024, les réductions de la production pétrolières convenues entre membres de l'OPEP+ ont été prolongées d'un an, jusqu'à fin 2025. Le 5 septembre 2024, huit membres de l'OPEP+ (Arabie saoudite, Russie, Irak, Émirats arabes unis, Koweït, Kazakhstan, Algérie et Oman) sont convenus de prolonger leurs coupes volontaires supplémentaires de 2,2 millions de barils par jour jusqu'à la fin du mois de novembre 2024. Ces réductions seront progressivement abandonnées sur une base mensuelle à partir du 1^{er} décembre 2024.

⁷ Les prévisions de croissance du Liban, présentées au Tableau 2.2, datent d'avant la récente grosse escalade du conflit dans le pays, en septembre 2024.

Le conflit au Moyen-Orient, centré sur Gaza, menace gravement de compromettre les perspectives de la région. Les prévisions de croissance actuelles pour 2024 et 2025 (tableau 2.2) reposent sur l'hypothèse que le conflit ne s'aggravera pas. Toutefois, s'il venait à s'aggraver, les effets négatifs potentiels toucheraient aussi bien la région que le monde. L'exacerbation des tensions géopolitiques pourrait nuire aux économies des pays voisins, dont les perspectives de croissance seraient compromises par la montée de l'incertitude, la baisse de la confiance des entreprises et des consommateurs, le déclin du tourisme, la fuite des capitaux et le durcissement des conditions financières. Le chapitre III du présent rapport examine les répercussions du conflit en cours sur Gaza et la Cisjordanie ainsi que sur la région.

Tableau 2.1. Prévisions concernant le PIB réel pour 2024 par numéro du Bulletin d'information économique de la région MENA.

	Octobre 2023	Avril 2024	Octobre 2024
MENA	3,5	2,7	2,2
Pays exportateurs de pétrole	3,5	2,8	2,2
Conseil de coopération du Golfe	3,6	2,8	1,9
Pays en dév. exportateurs de pétrole	3,4	2,8	2,7
Pays en dév. importateurs de pétrole	3,4	2,5	2,1

Source : Banque mondiale, *Macro Poverty Outlook*.

Note : CCG = Conseil de coopération du Golfe (Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Émirats arabes unis). Pays en développement exportateurs de pétrole = Algérie, Irak, République islamique d'Iran. Pays en développement importateurs de pétrole = Cisjordanie et Gaza, Djibouti, Jordanie, Maroc, République arabe d'Égypte, Tunisie. Les données pour la République arabe d'Égypte correspondent à ses exercices budgétaires (qui vont du 1^{er} juillet au 30 juin). Données au 2 octobre 2024.

Les révisions à la baisse des prévisions de croissance de la région MENA en 2024 par les économistes de la Banque mondiale témoignent des turbulences que traverse actuellement la région (voir tableau 2.1). La croissance prévue en 2024 a été revue à la baisse — de 0,5 point de pourcentage depuis le Bulletin d'information économique de la région MENA d'avril 2024 (Gatti et al., 2024), et de 1,3 point de pourcentage depuis l'édition du Bulletin d'octobre 2023 (Gatti et al., 2023a). Cette dégradation résulte de la prolongation des coupes de production de l'OPEP+, d'une part, et de l'incertitude grandissante engendrée par le conflit au Moyen-Orient, d'autre part.

PIB réel par habitant : petite amélioration du niveau de vie dans un climat de grande incertitude

Plus que la croissance du PIB réel, c'est la croissance du PIB réel par habitant qui reflète sans doute plus fidèlement l'évolution du niveau de vie. En 2024, la croissance démographique dans la région devrait s'établir à 1,3 % en moyenne, sans réel changement par rapport aux 1,4 % de l'année dernière. La croissance démographique des pays en développement de la MENA dépassera de peu celle des pays du CCG en 2024. Ainsi, elle devrait s'établir en moyenne à 1,3 % à la fois dans les pays en développement exportateurs de pétrole et importateurs de pétrole, et à 1,2 % dans les pays du CCG. Par conséquent, Le PIB par habitant de la région MENA devrait croître d'un modeste 0,9 % en 2024, ce qui constitue une amélioration par rapport au 0,5 % de 2023. Ce regain est presque exclusivement imputable au CCG, dont la croissance du PIB réel par habitant devrait augmenter de 0,7 % en 2024, après une contraction de 1 % en 2023 (tableau 2.2). Bahreïn et les Émirats arabes unis devraient se placer en tête avec une croissance du PIB réel par habitant en 2024 respectivement de 2,6 % et 2,5 %, grâce à une croissance solide dans le secteur non pétrolier.

D'ici à la fin de 2024, 10 des 15 pays de la région MENA (hormis la Libye, le Liban, la République arabe syrienne et la République du Yémen) devraient avoir retrouvé leurs niveaux de croissance du PIB réel par habitant de 2019. L'Irak, la Tunisie, la Cisjordanie et Gaza, le Koweït et le Qatar resteront pour leur part en deçà. Quant à la Libye, au Liban, à la République arabe syrienne et à la République du Yémen, en situation de conflit, ces pays sont les moins susceptibles de retrouver les niveaux pré-pandémiques de leur PIB par habitant (voir figure 2.6, panneau A). La Cisjordanie et Gaza, en particulier, devraient afficher un taux de croissance du PIB réel par habitant inférieur de plus de 30 % au taux de 2019 (voir figure 2.6, panneau B).

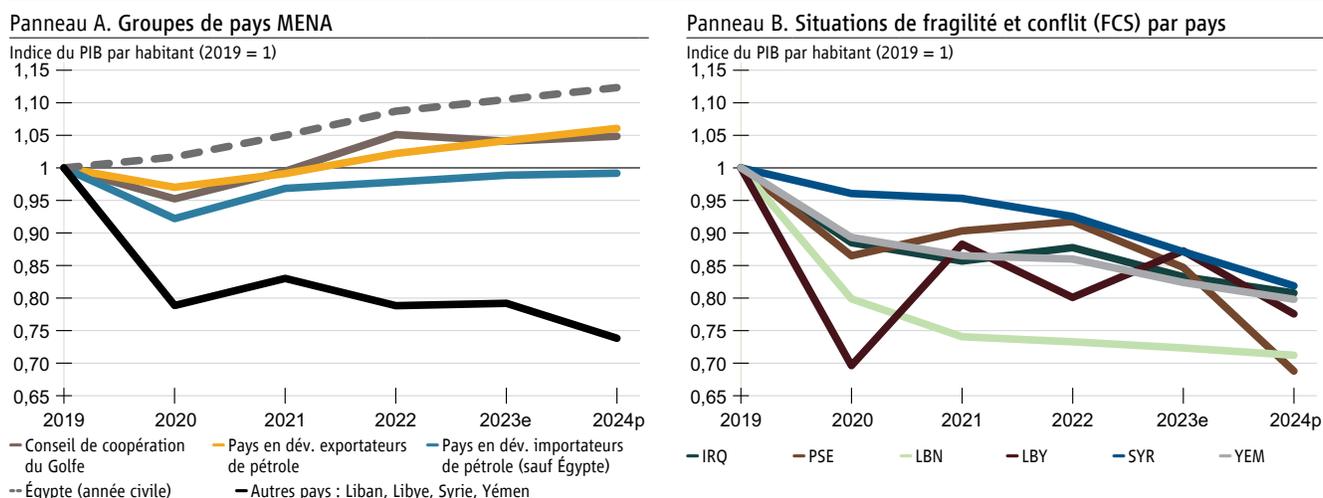
Tableau 2.2. Croissance réelle et projetée du PIB réel, croissance du PIB réel par habitant, solde des transactions courantes et solde budgétaire dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, par pays, 2022-2025.

	Croissance du PIB réel					Croissance du PIB réel par habitant					Solde des transactions courantes					Solde budgétaire				
	(en pourcentage)					(en pourcentage)					(en pourcentage du PIB)					(en pourcentage du PIB)				
	2022	2023e	2024p	2025p	2025p	2022	2023e	2024p	2025p	2025p	2022	2023e	2024p	2025p	2025p	2022	2023e	2024p	2025p	
Région MENA	5,8	1,8	2,2	3,8	3,8	4,4	0,5	0,9	2,5	2,5	10,5	5,3	2,9	3,1	3,1	3	-1,4	-2	-2,5	
Pays à revenu intermédiaire	4,4	3,2	2,4	3,4	3,4	3	1,8	1,1	2,1	2,1	3,6	1,8	-1,7	-2,1	-2,1	-1,5	-3,8	-4,6	-5,6	
Pays exportateurs de pétrole	6	1,4	2,2	3,9	3,9	4,6	0,1	0,9	2,6	2,6	14	6,8	4,4	4,4	4,4	5,1	-0,6	-1,5	-1,8	
Conseil de coopération du Golfe	7,2	0,5	1,9	4,2	4,2	5,7	-1	0,7	2,9	2,9	15,7	8,1	6,6	7,4	7,4	6,3	0,5	0,2	0,1	
Qatar	4,2	1,2	2	2,7	2,7	-4,5	-3,1	2,3	1,2	1,2	26,8	17,1	14,5	14,1	14,1	10,4	5,6	4,2	4,6	
Émirats arabes unis	7,9	3,2	3,3	4,1	4,1	7	2,4	2,5	3,4	3,4	11,7	9,2	7,5	7,4	7,4	10,8	5,1	4,9	4,7	
Bahreïn	6	3	3,5	3,3	3,3	5,3	2,1	2,6	2,4	2,4	14,6	5,9	7,3	6,7	6,7	-5,4	-10,4	-9,1	-9,4	
Koweït	6,3	-3,6	-1	2,5	2,5	5,8	-4,5	-1,9	1,7	1,7	32,4	26,2	21,6	20,2	20,2	12,5	-4,8	-5,8	-8,1	
Arabie Saoudite	7,5	-0,8	1,6	4,9	4,9	6,1	-2,2	0,2	3,5	3,5	13,7	4	3	4,8	4,8	2,5	-2	-2	-1,8	
Oman	9,6	1,3	0,7	2,7	2,7	8,2	-0,2	-0,7	1,3	1,3	5,1	1,4	1,7	2,7	2,7	10,1	6,6	4,5	3,8	
Pays en dev. exportateurs de pétrole	3,9	3,2	2,7	3,3	3,3	2,6	1,9	1,4	2	2	9,8	4,1	0	-1,3	-1,3	2	-2,7	-4,8	5,5	
Iran, Rép. islamique	3,8	5	3,7	2,9	2,9	3	4,3	2,9	2,2	2,2	3,4	2	1,2	1	1	-2,8	-3,4	-2,1	-2,5	
Algérie	3,6	4,1	3,1	3,8	3,8	1,9	2,5	1,6	2,4	2,4	8,6	2,3	-1,2	-3,1	-3,1	-3	-5,2	-9,8	-9,9	
Irak	4,7	-2,9	-0,9	4	4	2,4	-5,1	-3	1,7	1,7	21,2	9,7	-1,4	-4,1	-4,1	14,1	0,9	-5,3	-7,4	
Pays en dev. importateurs de pétrole	5	3,2	2,1	3,5	3,5	3,6	1,8	0,7	2,1	2,1	-4,2	-1,7	-4,3	-3,5	-3,5	-5,9	-5,6	-4,3	-5,8	
Égypte, Rép. arabe	6,6	3,8	2,5	3,5	3,5	4,9	2,2	0,9	1,9	1,9	-3,5	-1,2	-5,3	-3,9	-3,9	-6,2	-6	-3,6	-7	
Tunisie	2,7	0	1,2	2,2	2,2	1,9	-0,8	0,3	1,4	1,4	-8,7	-2,6	-2,3	-2	-2	-6,7	-6,8	-6	-4,3	
Jordanie	2,6	2,7	2,4	2,6	2,6	1,4	2,2	1,9	2,1	2,1	-7,8	-3,7	-4,8	-4,6	-4,6	-5,6	-5,1	-5,3	-5	
Maroc	1,5	3,4	2,9	3,9	3,9	0,5	2,4	1,9	2,9	2,9	-3,6	-0,6	-1	-1,3	-1,3	-5,4	-4,4	-4,2	-3,8	
Djibouti	3,7	6,7	5,9	5,3	5,3	2,3	5,2	4,5	3,9	3,9	17,9	15,6	14,4	13,5	13,5	0,2	0,2	-0,5	0,6	
Cisjordanie et Gaza	4,1	-5,4	-17,1	5,5	5,5	1,6	-7,6	-18,8	3,2	3,2	-10,6	-16,6	-18,1	-17,9	-17,9	-1,8	-3,9	-12	-8,7	
Autres pays																				
Libye	-8,3	10,2	-10,1	10,7	10,7	-9,3	8,9	-11,1	9,5	9,5	21,2	3	-21,8	-5,7	-5,7	2,7	-0,1	-5,7	1,9	
Liban	-0,6	-0,8	-1	np	np	-1,1	-1,3	-1,5	np	np	-34,6	-28,1	-20	np	np	-2,9	0,5	0,2	np	
République arabe syrienne	0,7	-1,2	-1,5	-1	-1	-2,9	-5,9	-6	-4,6	-4,6	np	np	np	np	np	-4,6	-4,3	-4,1	-3,8	
République du Yémen	1,5	-2	-1	1,5	1,5	-0,6	-4,2	-3,2	-0,7	-0,7	-17,7	-20,3	-25	-25,7	-25,7	-2,7	-6,1	-3,5	-4	

Source : Calculs des services de la Banque mondiale à partir du *Macro Poverty Outlook* de la Banque mondiale, octobre 2024.

Note : e = estimation, p = prévision, np = non présenté. Les pays de chaque catégorie sont classés par ordre décroissant de PIB par habitant en 2023 (dollars constants en parité de pouvoir d'achat de 2021). Les valeurs sont arrondies à la première décimale. Les données pour la République arabe d'Égypte correspondent à ses exercices budgétaires (qui vont du 1^{er} juillet au 30 juin). Autres pays = Liban, Libye, République arabe syrienne et République du Yémen, qui ne sont pas pris en compte dans les moyennes régionales et sous-régionales en raison de l'incertitude qui entoure leurs chiffres. Les pays MENA à revenu intermédiaire comprennent la République islamique d'Irak, l'Algérie, l'Irak, la République arabe d'Égypte, la Tunisie, la Jordanie, le Maroc, la Cisjordanie et Gaza, et Djibouti. Les prévisions macroéconomiques pour l'Irak présentées dans ce tableau sont basées sur les estimations du PIB réel à prix constants de la Banque mondiale. Pour les années allant de 2023 à 2025, les taux de croissance du PIB réel et du PIB réel par habitant de l'Irak à prix constants du marché sont identiques à ceux des prix constants de ceux des prix constants des facteurs. Les prix constants du marché et les prix constants des facteurs pour les taux de croissance du PIB réel et du PIB réel par habitant diffèrent légèrement pour l'année 2022. Le solde courant et le solde budgétaire de l'Irak (en pourcentage du PIB) à prix constants du marché diffèrent légèrement de ceux à prix constants des facteurs. Les taux de croissance moyens pondérés du PIB réel aux niveaux régional et sous-régional sont calculés en utilisant le PIB réel de l'exercice précédent comme élément de pondération. Les taux de croissance moyens pondérés du PIB réel par habitant aux niveaux régional et sous-régional sont déterminés à partir du PIB réel par habitant pour chaque catégorie, qui sert à calculer les taux de croissance annuels. Les moyennes régionales et sous-régionales du solde des transactions courantes et du solde budgétaire sont calculées en utilisant les niveaux du PIB nominal de l'exercice en cours comme élément de pondération. Données mises à jour au 2 octobre 2024.

Figure 2.6. Indice du PIB réel par habitant, niveaux de 2019 à 2024.



Source : Calculs des services de la Banque mondiale à partir du *Macro Poverty Outlook* (MPO), octobre 2024.

Note : e=estimation et p=prévisions. MENA = Moyen-Orient et Afrique du Nord (Algérie, Bahreïn, Djibouti, République arabe d'Égypte, République islamique d'Irak, Jordanie, Koweït, Maroc, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Tunisie, Émirats arabes unis, Cisjordanie et Gaza). Conseil de coopération du Golfe = Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar. Pays en développement exportateurs de pétrole = Algérie, République islamique d'Irak et Irak. Pays en développement importateurs de pétrole, hormis la République arabe d'Égypte : Djibouti, Jordanie, Maroc, Tunisie, Cisjordanie et Gaza. Autres pays = Libye, Liban, République arabe syrienne et République du Yémen. LBN = Liban. LBY = Libye. SYR = République arabe syrienne. YEM = République du Yémen. IRQ = Irak. PSE = Cisjordanie et Gaza. Panneau A. Les estimations du PIB réel pour la République arabe d'Égypte correspondent aux années civiles. Panneau B. Situations de fragilité ou de conflit (FCS) = Irak, Libye, Liban, République arabe syrienne, République du Yémen, Cisjordanie et Gaza. Les niveaux du PIB réel par habitant rebasés aux niveaux régional et sous-régional ont été calculés comme la somme du PIB réel pour chaque catégorie de groupe divisée par la somme de sa population. Toutes les valeurs sont rebasées à 2019 (avec 2019=1). Données mises à jour au 2 octobre 2024.

Pauvreté dans la région MENA : une augmentation inquiétante dans la région

La croissance économique doit être inclusive si l'on entend qu'elle permette une amélioration généralisée du niveau de vie, y compris des populations pauvres et vulnérables. Pour ce faire, les couches les plus pauvres de la population doivent tout au moins jouir de conditions égales à celles de l'ensemble de la population (Ravallion, 2004).

Depuis 1990, la Banque mondiale suit l'évolution de la pauvreté en s'appuyant sur un seuil international de référence, actuellement fixé à 2,15 dollars par jour et par habitant en parités de pouvoir d'achat (PPA) de 2017⁸. Outre ce seuil de pauvreté international, la Banque mondiale utilise deux autres indicateurs, fixés à 3,65 et 6,85 dollars (en PPA de 2017), qui correspondent aux seuils de pauvreté nationaux des pays à revenu intermédiaire des tranches inférieure (PRITI) et supérieure (PRITS), respectivement ; ils permettent de mesurer et de surveiller la pauvreté dans ces pays à revenu plus élevé, où l'extrême pauvreté est moins répandue. Peu de pays réalisent chaque année des estimations de la pauvreté fondées sur des données d'enquêtes. Pour évaluer la pauvreté à l'échelle régionale et mondiale, les estimations des enquêtes doivent être harmonisées sur une année de référence et agrégées⁹. Une règle essentielle pour la présentation des estimations régionales pour une année donnée est que les résultats doivent couvrir 50 % de la population de la région.

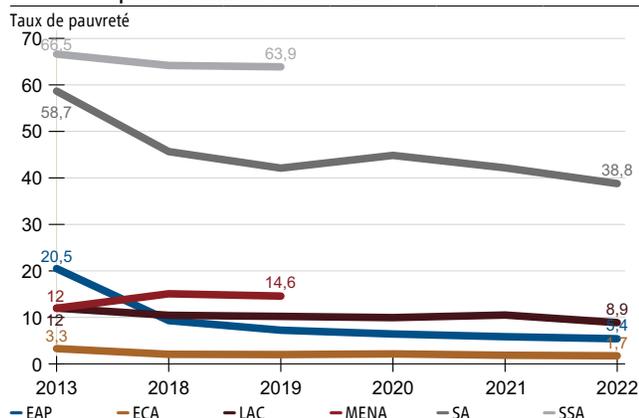
La Banque mondiale présente actuellement les taux de pauvreté pour l'année de référence 2022. Comme le montre la figure 2.7, les estimations les plus récentes pour la région MENA datent de 2019, la couverture de la population ayant depuis lors été insuffisante. Malgré les difficultés liées aux données et au manque d'uniformité dans la comparabilité des enquêtes dans le temps, les tendances récentes révèlent une hausse inquiétante de la pauvreté dans la région MENA et ce, même avant la pandémie de COVID-19. La région MENA est la seule où la pauvreté a augmenté tant pour le seuil de la tranche inférieure que pour celui de la tranche supérieure (voir figure 2.7). Au seuil de 3,65 dollars (PPA de 2017), le taux de pauvreté est passé de 12 % à 14,6 % entre les années de référence 2013 et 2019, tandis qu'au seuil de 6,85 dollars (PPA de 2017), il est passé de 44,3 % à 45,4 %.

⁸ Le seuil de pauvreté international correspond à la médiane des seuils de pauvreté nationaux harmonisés des pays à faible revenu.

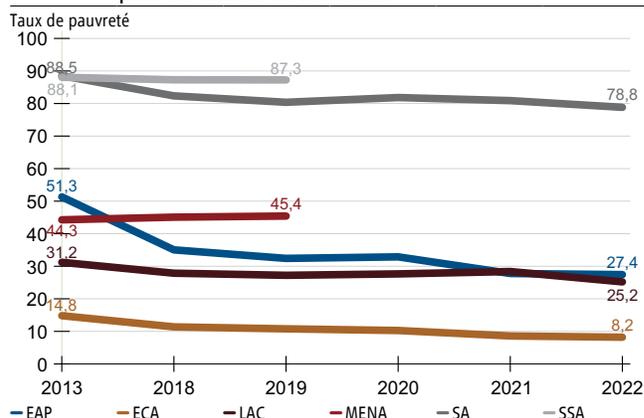
⁹ Pour les pays qui ne disposent pas d'agrégats de bien-être pour une année de référence spécifique, mais qui ont des agrégats antérieurs, l'agrégat le plus récent est extrapolé à partir des taux de croissance de la comptabilité nationale, qu'il s'agisse du PIB réel par habitant ou des dépenses de consommation finale réelle des ménages par habitant.

Figure 2.7. Estimations régionales de la pauvreté.

Panneau A. Pauvreté au seuil de 3,65 dollars (en PPA de 2017) pour les années de référence



Panneau B. Pauvreté au seuil de 6,85 dollars (en PPA de 2017) pour les années de référence

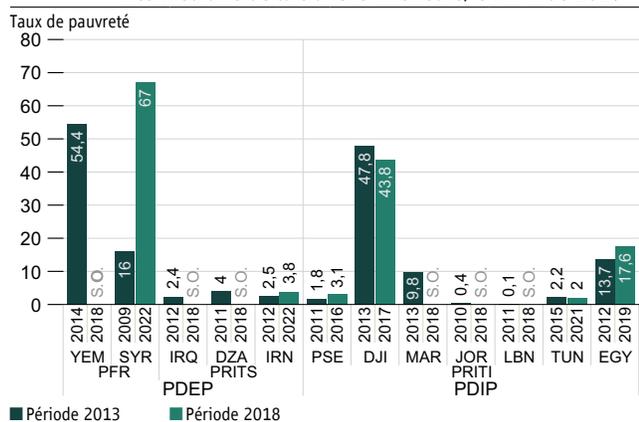


Source : Banque mondiale (2024), *Poverty and Inequality Platform* (version 20240627_2017_01_02_PROD), consulté le 23 septembre 2024.

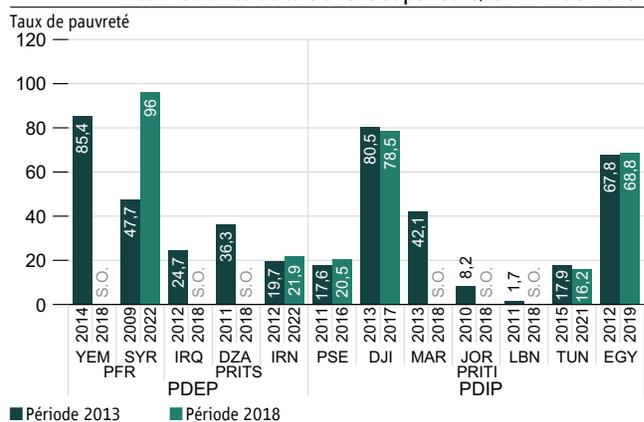
Note : EAP = Asie de l'Est et Pacifique. ECA = Europe et Asie centrale. LAC = Amérique latine et Caraïbes. MENA = Moyen-Orient et Afrique du Nord. SA = Asie du Sud. SSA = Afrique subsaharienne. Le graphique illustre l'évolution du taux proportionnel de pauvreté (ratio population pauvre/population) au seuil de 3,65 dollars par jour (PRIT) et au seuil de 6,85 dollars par jour (PRITS), exprimés en PPA de 2017 pour les années de référence. Le taux proportionnel de pauvreté à 3,65 dollars par jour représente le pourcentage de la population vivant avec moins de 3,65 dollars par jour en PPA de 2017 (panneau A), tandis que le taux proportionnel de pauvreté à 6,85 dollars par jour représente le pourcentage de la population vivant avec moins de 6,85 dollars par jour en PPA de 2017 (panneau B).

Figure 2.8. Pauvreté dans la région MENA.

Panneau A. Pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté de 3,65 dollars/jour (seuil pour les revenus intermédiaire de la tranche inférieure) en PPA de 2017



Panneau B. Pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté de 6,85 dollars/jour (seuil pour les revenus intermédiaires de la tranche supérieure) en PPA de 2017



Source : Banque mondiale (2024), *Poverty and Inequality Platform* (version 20240627_2017_01_02_PROD), consulté le 23 septembre 2024.

Note : nd = non disponible. YEM = République du Yémen. SYR = République arabe syrienne. IRQ = Irak. DZA = Algérie. IRN = République arabe d'Iran. PSE = Cisjordanie et Gaza. DJI = Djibouti. MAR = Maroc. JOR = Jordanie. LBN = Liban. TUN = Tunisie. EGY = République arabe d'Égypte. PDEP = pays en développement exportateurs de pétrole (Algérie, République islamique d'Iran, Irak, République arabe syrienne). PDIP = pays en développement importateurs de pétrole (Djibouti, République arabe d'Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie, Cisjordanie et Gaza). PRITS = pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (Algérie, République arabe d'Iran, Irak). PRITI = pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (Djibouti, République arabe d'Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie, Cisjordanie et Gaza). PFR = pays à faible revenu (République arabe syrienne et République du Yémen). Les pays apparaissent dans l'ordre croissant du PIB par habitant en 2023 (dollars constants en PPA de 2021) au sein des catégories de revenu et des groupes de pays auxquels ils appartiennent.

Parmi les pays de la région MENA pour lesquels des données d'enquête sont disponibles pour 2019 ou autour de cette date (Djibouti, République arabe d'Égypte, République islamique d'Iran, République arabe syrienne, Tunisie, Cisjordanie et Gaza), tous affichaient des estimations de la pauvreté à la hausse, tant pour le seuil inférieur que pour le seuil supérieur — à l'exception de la Tunisie et de Djibouti, qui présentaient une légère baisse aux deux seuils de pauvreté (voir figure 2.8). En République arabe d'Égypte, la pauvreté au niveau du seuil inférieur est passée de 13,7 % en 2012 à 17,6 % en 2019 — du fait notamment de la dévaluation de la livre égyptienne, de la hausse de l'inflation et de l'érosion des revenus réels. En République arabe syrienne, la guerre civile de 2011 a entraîné une extrême aggravation de la pauvreté au seuil inférieur, qui est passée de 16 % en 2009 à 67 % en 2022. En Cisjordanie et Gaza, la pauvreté avait augmenté avant même le conflit actuel, passant pour le seuil inférieur de 1,8 % en 2011 à 3,1 % en 2016, et de 17,6 % à 20,5 % pour le seuil supérieur au cours de la même période. En République islamique d'Iran aussi, la pauvreté s'est accrue, touchant les deux groupes ; le taux de pauvreté au seuil supérieur est passé de 19,7 % en 2012 à 21,9 % en 2022.

Encadré 2.1. Insuffisance des données sur la pauvreté dans la région MENA.

La pauvreté est mesurée à partir des données sur la consommation ou le revenu des ménages par habitant, issues d'enquêtes représentatives à l'échelle nationale. Bien que l'accès aux micro-données se soit élargi, peu d'enquêtes sur les budgets des ménages sont disponibles dans la région MENA. La non-actualité et le non-partage des données ajoutent encore au problème d'indisponibilité (Atamanov et al. 2020 ; Ekhaton-Mobayode et Hoogveen, 2021).

Pour illustrer ce problème de données, le tableau B2.1 présente les niveaux de disponibilité et d'accessibilité des enquêtes sur les budgets des ménages réalisées dans la région MENA entre 2013 et 2022 environ. Outre qu'il indique l'année des enquêtes menées vers 2013 et 2022, le tableau met aussi en exergue l'accessibilité des données.

Treize pays de la région (Algérie, Djibouti, République arabe d'Égypte, République islamique d'Iran, Irak, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, République arabe syrienne, Tunisie, Cisjordanie et Gaza, République du Yémen) ont réalisé des enquêtes vers 2013 et tous, à l'exception de la Libye, en ont partagé les données avec la Banque mondiale. Mais la capacité de la Banque mondiale à mesurer la pauvreté après la pandémie de COVID-19 est fortement entravée.

Sur les treize pays de la région MENA, neuf ont réalisé des enquêtes sur les budgets des ménages après 2020, soit après la pandémie. Mais l'accès aux micro-données varie d'un pays à l'autre. S'il est vrai qu'il existe une collaboration productive avec les agences de la statistique homologues en République arabe d'Égypte, en Libye et au Maroc, les micro-données disponibles nécessaires pour calculer les taux de pauvreté des dernières années ne sont pas ouvertes au public pour les besoins de recherche ou de politiques publiques. Les données de l'Irak, du Liban et de la Cisjordanie et Gaza sont accessibles à la Banque mondiale et seront utilisées pour les calculs de la pauvreté régionale lors de la prochaine mise à jour de la plateforme de la pauvreté et des inégalités (*Poverty and Inequality Platform*) de mars/avril 2025¹⁰. Aucune enquête sur les budgets des ménages n'a été réalisée après la COVID-19 en Algérie, en Djibouti et en République du Yémen.

Tableau B2.1. Enquêtes sur les budgets des ménages (périodes 2013 et 2022) disponibles/accessibles pour la Banque mondiale.

	Période 2013	Période 2022
Algérie	2011	
Djibouti	2013	2017
Rép. arabe d'Égypte	2012	2021
Rép. islamique d'Iran	2013	2022
Irak	2012	2023
Jordanie	2010	2022
Liban	2011	2022
Libye	2007	2022
Maroc	2013	2022
Rép. arabe syrienne	2009	2022
Tunisie	2015	2021
Cisjordanie et Gaza	2011	2023
Rép. du Yémen	2014	

Source : Compilation des services de la Banque mondiale.

Note : La couleur verte indique que les données sont accessibles à la Banque mondiale. La couleur jaune indique que les données sont accessibles à la Banque mondiale, mais n'ont pas encore été incluses dans l'estimation des taux de pauvreté. La couleur rouge indique que l'enquête a été réalisée, mais que les données ne sont pas accessibles.

¹⁰ Pour inclure les données dans le calcul du niveau de pauvreté international dans la région MENA, la Banque mondiale s'efforce de toujours utiliser les agrégats de consommation officiels, qui servent au suivi des taux de pauvreté nationaux. Les données les plus récentes concernant l'Irak, le Liban, la Cisjordanie et Gaza devraient être intégrées au début de l'année 2025.

On sait peu de choses sur l'évolution de la pauvreté pendant et après la pandémie de COVID-19, en raison du manque d'enquêtes sur les budgets des ménages après 2020, comme indiqué dans l'encadré 2.1. Néanmoins, Hoogeveen et Lopez-Acevedo (2021) ont utilisé des enquêtes téléphoniques pour montrer que les répercussions de la COVID-19 ont été inégales dans la région, touchant souvent de façon disproportionnée les populations pauvres et vulnérables. Selon les simulations de Mahler et Lakner (2022), le taux de pauvreté au seuil de 2,15 dollars (en PPA de 2017) pourrait avoir grimpé de 0,3 à 0,4 point de pourcentage en 2020 du fait de la COVID-19. Le taux de pauvreté au seuil de 3,65 dollars (en PPA de 2017) pourrait avoir augmenté de 0,1 à 0,8 point de pourcentage, et celui au seuil de 6,85 dollars (en PPA de 2017) de 2,2 à 2,3 points de pourcentage. Il est indiqué dans l'édition 2024 de *Poverty, Prosperity and Planet Report* que l'extrême pauvreté dans la région MENA devrait continuer de croître jusqu'en 2030, du fait essentiellement des perspectives de croissance très incertaines de la République arabe syrienne et de la République du Yémen (Banque mondiale, 2024f)¹¹.

Solde des transactions courantes et solde budgétaire : les hydrocarbures déterminent les soldes des pays exportateurs de pétrole, tandis que les pays en développement importateurs de pétrole subissent un double déficit

Le solde courant et le solde budgétaire des pays du CCG devraient être fortement influencés par les prix du pétrole et les niveaux de production en 2024. Malgré les efforts de diversification en cours, les recettes générées par les hydrocarbures restent déterminantes pour les perspectives du CCG à l'échelle régionale (Banque mondiale, 2024c)¹². La prolongation jusqu'en fin 2025 des réductions de la production pétrolière décidées par l'OPEP+, conjuguée à des prix du pétrole relativement bas en 2024 par rapport à 2022, devrait entraîner des soldes courant et budgétaire nettement inférieurs aux niveaux élevés de 2022 pour la plupart des pays exportateurs de pétrole de la région MENA (tant les pays du CCG que les pays en développement exportateurs de pétrole).

S'agissant du CCG, il est prévu que l'excédent des comptes courants se réduise, passant de 8,1 % du PIB en 2023 à 6,6 % en 2024¹³. Si tous les pays du CCG ont maintenu sans faillir leur excédent courant pendant ces deux années, la plupart d'entre eux devraient néanmoins enregistrer une baisse en 2024. En Arabie saoudite, l'excédent du compte courant devrait se réduire à 3 % en 2024, contre 4 % du PIB en 2023 en raison de la volatilité grandissante des exportations pétrolières. L'excédent courant des Émirats arabes unis devrait lui aussi baisser à 7,5 % en 2024, contre 9,2 % du PIB en 2023, malgré les efforts de diversification incessants. Au Qatar, l'excédent courant devrait lui aussi reculer, mais rester robuste à 14,5 % du PIB en 2024, grâce à un secteur touristique en expansion.

Les excédents budgétaires des pays du CCG devraient se réduire pour atteindre 0,2 % du PIB en 2024, contre 0,5 % en 2023, et 6,3 % en 2022 (voir tableau 2.2). Les perspectives des différents pays seront contrastées en 2024 : Bahreïn, le Koweït et l'Arabie saoudite devraient accuser un déficit budgétaire, tandis qu'Oman, le Qatar et les Émirats arabes unis resteront excédentaires. Le déficit de l'Arabie saoudite devrait se maintenir à 2 % du PIB, conséquence de la baisse des recettes pétrolières et de la politique budgétaire expansionniste. Le déficit du Koweït, prévu à 5,8 % du PIB, est dû à la hausse des dépenses — notamment celles dédiées aux salaires, aux subventions et aux aides — sur fond de faible diversification de l'économie. Le déficit de Bahreïn devrait diminuer légèrement pour atteindre 9,1 % du PIB en 2024, grâce au renforcement des recettes non pétrolières et à l'assainissement budgétaire. Le Qatar et les Émirats arabes unis devraient quant à eux maintenir leur excédent budgétaire, établi respectivement à 4,2 % du PIB et à 4,9 % du PIB. L'excédent du Qatar sera soutenu par des revenus gaziers stables garantis par des contrats à long terme, tandis que celui des Émirats arabes unis bénéficiera de l'accroissement des revenus non pétroliers.

11 La région MENA est la seule où l'éradication de l'extrême pauvreté (2,15 dollars par jour en PPA de 2017) s'est inversée. Les taux de pauvreté ont augmenté après 2014 en raison de facteurs tels que l'inflation, l'intensification des fragilités et des conflits, la création limitée d'emplois, et les chocs comme la pandémie (Banque mondiale, 2024f).

12 Malgré les efforts visant à diversifier les recettes non pétrolières via des taxes et des redevances, ces entrées ne suffisent pas à compenser la baisse des revenus du pétrole. Les pays du CCG poursuivent néanmoins l'élargissement du régime fiscal. Par exemple, Bahreïn a augmenté sa taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à 10 % en 2022, l'Arabie saoudite a maintenu sa TVA à 15 %, et les Émirats arabes unis ont introduit un impôt fédéral sur les sociétés de 9 % en juillet 2023 (Banque mondiale, 2024c).

13 Le solde des transactions courantes est la somme du revenu net en provenance de l'étranger, des transferts nets et de la balance commerciale.

La balance courante des pays en développement exportateurs de pétrole devrait tomber à 0 % du PIB en 2024, contre un excédent de 4,1 % en 2023 et de 9,8 % en 2022 (voir tableau 2.2). Comme pour les pays du CCG, cette baisse reflète la baisse des recettes des hydrocarbures. Le solde budgétaire des pays en développement exportateurs de pétrole de la région devrait lui aussi se détériorer, leur déficit passant de 2,7 % en 2023 à 4,8 % en 2024. Tant l'Algérie que l'Irak devraient voir leur déficit budgétaire se creuser en 2024 en raison de la hausse de leurs dépenses publiques¹⁴.

En 2024, la quasi-totalité des pays en développement importateurs de pétrole de la région MENA présentent un solde courant déficitaire ; on s'attend à ce que le déficit monte à 4,3 % du PIB, en forte hausse par rapport au déficit de 1,7 % enregistré en 2023. Djibouti est la seule exception de ce groupe, avec un excédent courant projeté à 14,4 % en 2024 grâce à l'accroissement des importations de l'Éthiopie passant par Djibouti. Tous les autres pays importateurs de pétrole de la région MENA — République arabe d'Égypte, Tunisie, Jordanie, Maroc, Cisjordanie et Gaza — devraient afficher des déficits courants cette année. En particulier, le déficit courant de la République arabe d'Égypte devrait se creuser et atteindre 5,3 % du PIB pour l'exercice 24, contre 1,2 % lors de l'exercice 23. L'augmentation du déficit s'explique en grande partie par l'alourdissement du déficit commercial, conséquence de la baisse des exportations de pétrole couplée à l'accroissement des importations de produits non pétroliers et par la diminution des recettes en raison de la réduction du trafic par le canal de Suez. Le déficit courant du Maroc devrait lui aussi se creuser en 2024 et atteindre 1 % du PIB, contre 0,6 % en 2023 — le meilleur résultat enregistré depuis 2007. Cette détérioration attendue s'explique principalement par une forte hausse des importations de céréales, dont la production nationale a diminué pour cause de sécheresse.

Tous les pays en développement importateurs de pétrole devraient présenter un déficit budgétaire en 2024. Le groupe devrait afficher un déficit budgétaire de 4,3 % du PIB en 2024, mieux que les 5,6 % de 2023. Le déficit budgétaire de la République arabe d'Égypte devrait passer de 6 % à l'exercice 23 à 3,6 % au cours de l'exercice 24. Cette amélioration est principalement due à l'inscription dans les recettes budgétaires de la moitié des retombées nouvelles provenant du projet de Ras Al-Hikma, soit l'équivalent en livres égyptiennes d'un montant de 12 milliards de dollars¹⁵. Cet accroissement exceptionnel des recettes est venu contrebalancer l'é étroitesse de l'espace budgétaire causé par le paiement de taux d'intérêts élevés et la faiblesse des recettes fiscales intérieures, qui trahissent les difficultés persistantes de la consommation et de l'activité économique et grèvent particulièrement les recettes de la taxe sur la valeur ajoutée. Le déficit budgétaire du Maroc devrait aussi s'améliorer quelque peu, passant de 4,4 % du PIB en 2023 à 4,2 % en 2024, alors que le pays poursuit son assainissement budgétaire, principalement par la mobilisation de recettes fiscales et non fiscales et l'élimination progressive des subventions du gaz butane (Banque mondiale, 2024e).

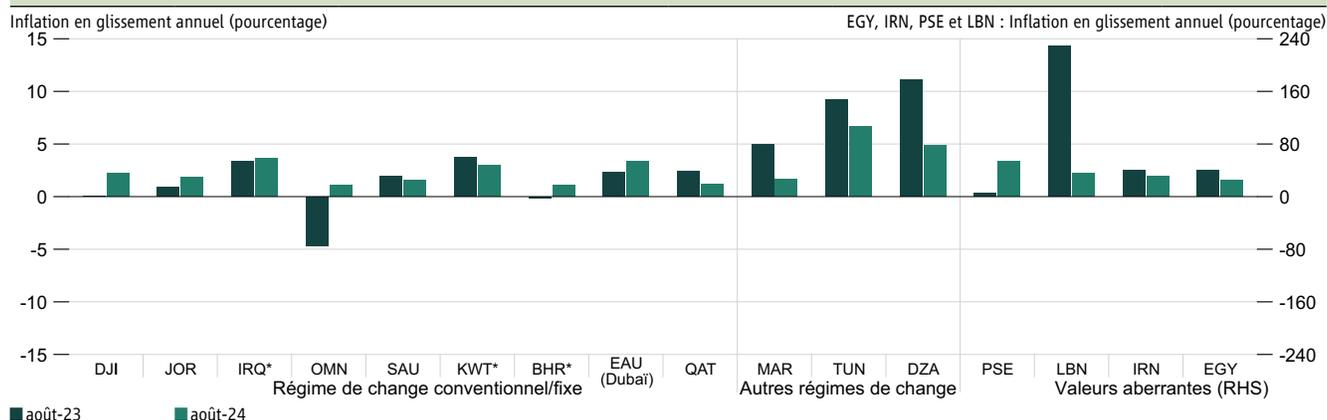
Inflation dans la région MENA : l'inflation faiblit globalement, même si elle reste élevée dans certains pays

L'inflation est en baisse dans la région MENA, suivant la tendance mondiale de modération des prix. En 2023, l'inflation dans la région est tombée à 3,6 %, contre 5 % en 2022 ; elle devrait continuer de baisser pour atteindre 2,2 % en 2024 (voir tableau 2.3).

D'importantes disparités existent toutefois au sein de la région MENA. L'inflation a été habilement contenue dans les pays du CCG grâce aux régimes de change fixe ; elle s'est en revanche envolée dans les pays en développement exportateurs de pétrole — en particulier la République islamique d'Iran — ainsi que dans certains pays en développement importateurs de pétrole — notamment la République arabe d'Égypte, le Liban, la Cisjordanie et Gaza (voir figure 2.9).

¹⁴ Les projections du déficit budgétaire (en pourcentage du PIB) de l'Irak présentées au tableau 2.2 sont basées sur les estimations du PIB réel en prix constants du marché effectuées par la Banque mondiale. Pour l'année 2024, le compte budgétaire de l'Irak accuse un déficit de 5,3 % du PIB sur la base des prix constants du marché, un niveau comparable aux estimations fondées sur le PIB réel aux prix constants des facteurs (soit un déficit de 5,6 % du PIB en 2024).

¹⁵ Il s'agit d'un accord relatif à un projet immobilier entre la République arabe d'Égypte et les Émirats arabes unis, d'un montant de 24 milliards de dollars à titre d'investissement direct étranger durant l'exercice 23-24. Le projet se situe dans la région côtière de *Ras Al-Hikma* et vise à stimuler le tourisme et la croissance économique grâce à la construction de stations balnéaires luxueuses, d'unités résidentielles et de centres commerciaux.

Figure 2.9. Inflation dans la région MENA, par groupes de pays/régimes de change (inflation en glissement annuel, août 2024 à août 2023).

Sources : Calculs des services de la Banque mondiale sur la base des données de *Haver Analytics* et des instituts nationaux de statistique.

Note : DJI = Djibouti. JOR = Jordanie. IRQ = Irak. OMN = Oman. SAU = Arabie Saoudite. KWT = Koweït. BHR = Bahreïn. UAE = Émirats arabes unis. QAT = Qatar. MAR = Maroc. TUN = Tunisie. DZA = Algérie. PSE = Cisjordanie et Gaza. LBN = Liban. IRN = République islamique d'Iran. EGY = République arabe d'Égypte. Indices des prix à la consommation (IPC) publiés par les instituts nationaux de la statistique, au 2 octobre 2024. La figure montre l'inflation globale en glissement annuel d'août 2023 à août 2024 pour les pays dont les données sont disponibles. Les pays marqués d'un astérisque disposent des données les plus récentes en date de juillet 2024 qui sont comparées à celles de juillet 2023. Les pays apparaissent dans l'ordre croissant du PIB par habitant en 2023 (dollars constants en PPA de 2021) au sein des groupes/régimes monétaires dont ils relèvent. La République arabe d'Égypte, la République islamique d'Iran, le Liban, la Cisjordanie et Gaza sont affichés sur l'axe Y secondaire. Dubaï sert d'indicateur supplétif pour les Émirats arabes unis, en l'absence de données mensuelles sur l'IPC pour l'ensemble du pays ces derniers mois.

Tableau 2.3. Inflation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, par économie, 2022-2025.

	Inflation (pourcentage)			
	2022	2023e	2024p	2025p
MENA	5	3,6	2,2	2,7
CCG	3,8	2	1,7	2
Qatar	5	3,1	1,3	1,9
Émirats arabes unis	4,8	1,6	2,2	2,1
Bahreïn	3,6	0,1	1,3	1,5
Koweït	4	3,6	3,1	2,7
Arabie saoudite	2,5	2,3	2,1	2,3
Oman	2,5	0,9	1	1,4
Pays en développement exportateurs de pétrole	9,3	9,3	4	4,9
Iran, Rép. islamique	46,5	52,3	31,9	30
Algérie	9,3	9,3	4	4,9
Irak	5	4,4	3,7	3,3
Pays en développement importateurs de pétrole	5,9	6	5	2,6
Égypte, Rép. arabe	8,5	24,1	33,6	17,2
Tunisie	8,3	9,3	7	6
Jordanie	4,2	2,1	2	2,2
Maroc	6,6	6,1	1,5	2,7
Djibouti	5,1	1,4	3	1,8
Cisjordanie et Gaza	3,7	5,9	35,8	2,5
Autres pays				
Libye	4,6	2,3	2,5	2,4
Liban	171,2	221,3	45,7	NP
Rép. arabe syrienne	63,7	92,5	37,7	11,3
Rép. du Yémen	29,5	0,9	16,3	20,7

Source : Banque mondiale, *Macro Poverty Outlook*, octobre 2024.

Note : e=estimation, p = prévision, np = non présenté. Les chiffres régionaux et sous-régionaux sont basés sur la médiane des pays de chaque groupe. Les valeurs sont arrondies à la première décimale. Les données pour la République arabe d'Égypte correspondent à ses exercices budgétaires (qui vont du 1^{er} juillet au 30 juin). Dans le tableau, les pays de chaque groupe sont classés par ordre décroissant du PIB par habitant en 2023 (dollars constants en PPA de 2021). Données mises à jour au 2 octobre 2024.

Dans les pays du CCG, l'inflation devrait baisser à 1,7 % en 2024, contre 2 % en 2023 et 3,8 % en 2022 (voir tableau 2.3). En 2023, les pressions inflationnistes ont été gérées efficacement grâce à des politiques monétaires proactives s'inscrivant dans la logique de resserrement monétaire de la Fed. En 2024, l'inflation au Koweït est tombée à 3,1 % sous l'effet d'ajustements de la politique monétaire. L'inflation a reculé au Qatar également, grâce à des subventions gouvernementales et à la baisse des prix des produits de base. Aux Émirats arabes unis, en revanche, l'inflation est montée à 2,2 % en 2024, du fait de la hausse des coûts du logement et des services publics. Les banques centrales des pays du CCG ont réduit leurs taux directeurs en septembre 2024, après la baisse du taux de référence des fonds fédéraux décidée par la Réserve fédérale américaine. L'inflation a fléchi dans tous les pays en développement exportateurs de pétrole ; elle reste toutefois élevée en République islamique d'Iran, à 31,9 % pour l'exercice 24, contre 52,3 % lors de l'exercice 23.

Dans les pays en développement importateurs de pétrole, l'inflation a diminué, passant d'une moyenne de 6 % en 2023 à 5 % en 2024. Partant de niveaux élevés, l'inflation en République arabe d'Égypte a tendance à baisser. Au 2 août 2024, l'inflation s'y établissait à 25,6 %, après une moyenne d'environ 33,6 % pour l'exercice 24 et 24,1 % durant l'exercice 23¹⁶. Cette atténuation de l'inflation fait suite à la décision de la Banque centrale de l'Égypte, en mars 2024, d'autoriser la dévaluation de la monnaie nationale par rapport au dollar, uniformisant ainsi le taux de change, et de relever ses taux directeurs de 600 points de base (100 points de base équivalant à 1 point de pourcentage) pour mieux ancrer les anticipations d'inflation. En Tunisie, l'inflation a ralenti passant, de 9,3 % en 2023 à 7 % en 2024. L'inflation des prix des denrées alimentaires y reste cependant élevée, ce qui s'explique notamment par une réduction de la production agricole due à la sécheresse, et par une baisse des importations — conséquence du durcissement des conditions financières extérieures (Banque mondiale, 2024d). Au Maroc, l'inflation a très fortement décéléré, passant de 6,1 % en 2023 à 1,5 % en 2024, contribuant ainsi à la décision de la banque Al-Maghrib de baisser les taux directeurs en juin 2024. En Cisjordanie et Gaza, l'inflation a explosé, passant à 53,2 % en août 2024, contre 4,9 % en août 2023 (voir figure 2.9), en raison de facteurs sous-jacents distincts à Gaza et en Cisjordanie. À Gaza, le choc économique tient principalement en une perturbation du côté de l'offre, résultant de très fortes restrictions de la circulation des biens et de l'accès à la bande de Gaza. Cette asymétrie de l'offre et de la demande a provoqué une envolée spectaculaire de l'inflation, qui a atteint près de 250 % en août 2024. En revanche, c'est la demande qui est à la base de la crise en Cisjordanie. Ici, le principal facteur déclencheur a été la baisse importante des revenus aussi bien dans le secteur public (à cause de la crise budgétaire) que dans le secteur privé (en raison du resserrement des restrictions de la circulation et de l'accès au marché du travail israélien par les navetteurs palestiniens) ; en conséquence, l'inflation en Cisjordanie est restée relativement stable dès le milieu de 2024. L'inflation au Liban, bien que toujours élevée, est retombée à 35 % en août 2024, contre 229,8 % en août 2023. Cette baisse s'explique en grande partie par le fait que l'inflation avait atteint des niveaux vertigineux — culminant en avril 2023, après que la Banque centrale avait décidé, pour la première fois depuis 1997, de renoncer au taux de change officiel et de dévaluer sa monnaie, fixant le change à 15 000 livres libanaises pour un dollar américain.

Révision des prévisions : détérioration généralisée de la croissance, les déclins les plus importants étant observés dans les pays en situation de fragilité et de conflit

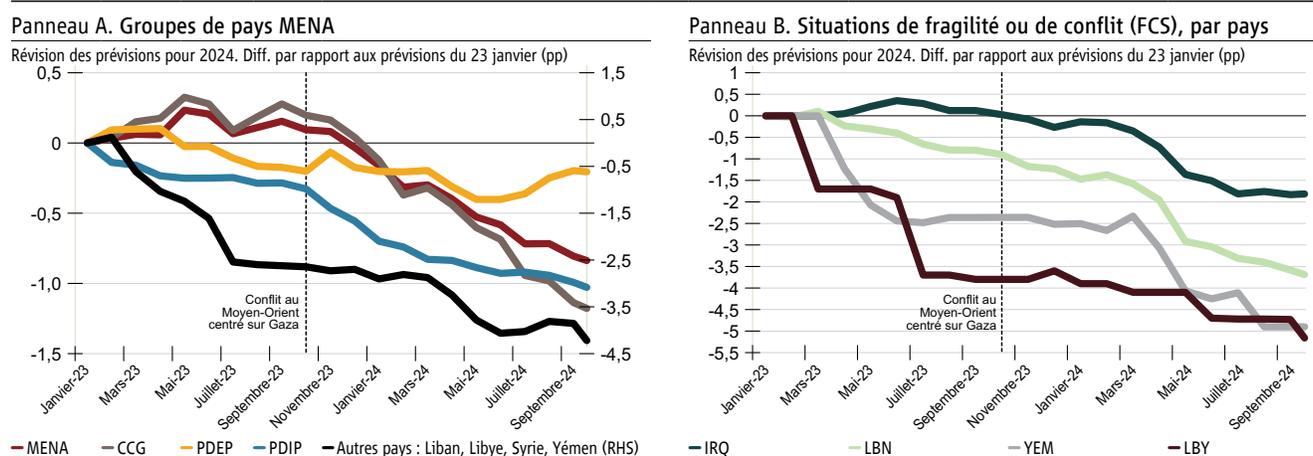
En 2023, la prévision de croissance en 2024 pour la région MENA (hormis Liban, Libye, République arabe syrienne et République du Yémen) a d'abord été révisée à la hausse de 0,2 point de pourcentage en mai, à la suite de l'annonce en avril des premières réductions de production pétrolière de l'OPEP+. Cette révision dénotait l'accélération attendue de la croissance dans les économies exportatrices de pétrole, avec une hausse de la prévision pour les pays du CCG de 0,3 point de pourcentage (voir figure 2.10, panneau A). Mais ces prévisions ont été revues à la baisse après l'annonce de fortes coupes de production supplémentaires en juin et en novembre. Les prévisionnistes du secteur privé ont ajusté leurs attentes, ayant d'abord pensé que ces réductions seraient de courte durée.

¹⁶ En République arabe d'Égypte, l'exercice budgétaire débute le 1^{er} juillet et s'achève le 30 juin. L'exercice 23 commence le 1^{er} juillet 2022 et finit le 30 juin 2023.

Avant même l'éclatement du conflit au Moyen-Orient centré sur Gaza, les prévisions de croissance pour les pays en développement importateurs de pétrole avaient été révisées en septembre 2023, avec une baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à janvier 2023 (voir figure 2.10, panneau A). Ces révisions faisaient suite à une faible activité économique, expliquée en partie par les effets d'entraînement du durcissement des conditions financières.

Après le début du conflit au Moyen-Orient, le 7 octobre 2023, les prévisions du secteur privé ont été considérablement revues à la baisse pour tous les groupes de pays de la région. En décembre 2023, les prévisions du secteur privé pour la région MENA s'étaient nettement dégradées, mais demeuraient alignées sur les projections de janvier 2023¹⁷. Les prévisions de croissance pour la région en octobre 2024 sont de 0,9 point de pourcentage inférieures aux prévisions de janvier 2023 (voir figure 2.10, panneau A). Ces nouvelles révisions à la baisse sont partiellement attribuables à la prolongation des réductions supplémentaires de la production pétrolière et à la réévaluation des effets du conflit au Moyen-Orient dont Gaza est l'épicentre.

Figure 2.10. Révisions des prévisions du secteur privé pour la croissance du PIB réel en 2024 depuis janvier 2023.



Source : Calculs des services de la Banque mondiale sur la base des données de consensus de *Focus Economics*. Prévisions de janvier 2023 à octobre 2024.

Note : Le graphique illustre la différence entre les prévisions de taux de croissance du PIB pour 2024, établies au fil du temps, et celles fixées en janvier 2023. CCG = Conseil de coopération du Golfe (Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Émirats arabes unis). Pays en développement exportateurs de pétrole = Algérie, République islamique d'Irak et Irak. Pays en développement importateurs de pétrole = République arabe d'Égypte, Djibouti, Jordanie, Maroc et Tunisie. MENA = Moyen-Orient et Afrique du Nord, qui représente les pays des trois groupes. Autres pays = Libye, Liban et République du Yémen. FCS = situations de fragilité ou de conflit, notamment l'Irak, la Libye, le Liban et la République du Yémen. LBN = Liban. LIBY = Libye. YEM = République du Yémen. IRQ = Irak. Les prévisions de *Focus Economics* ne couvrent pas les données de la Cisjordanie et Gaza ni la croissance du PIB réel de la République arabe syrienne. Les données de la République arabe d'Égypte pour 2024 sont des estimations ajustées de l'exercice budgétaire, extrapolées de l'exercice budgétaire à l'année civile. Ces prévisions représentent la moyenne des exercices 24 et 25. L'exercice 24 de la République arabe d'Égypte va du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024. La croissance moyenne de la région MENA et des autres groupes est une moyenne pondérée, calculée en utilisant les niveaux de PIB de l'exercice précédent comme élément de pondération.

Le Liban, la Libye et la République du Yémen, en situation de conflit, sont les pays pour lesquels les prévisions du secteur privé se sont le plus gravement détériorées depuis le déclenchement du conflit à Gaza. En octobre 2024, elles sont en baisse de 4,5 points de pourcentage par rapport à janvier 2023 (voir figure 2.10, panneau A). Parmi les pays en situation de fragilité ou de conflit, c'est la Libye et la République du Yémen qui affichent la dégradation la plus marquée, les prévisions d'octobre 2024 y étant respectivement d'environ 5,5 points de pourcentage et 4,9 points de pourcentage inférieures aux prévisions de janvier 2023 (voir figure 2.10, panneau B). Ces reculs marqués trahissent le caractère très volatil et incertain des perspectives pour ces pays en 2024¹⁸.

Dans les situations de conflit ou lors de catastrophes naturelles, les images nocturnes prises par satellite [*nighttime light satellite data* (NTL)] pourraient contribuer utilement au suivi de l'activité économique, car elles sont immédiates, granulaires, exhaustives et potentiellement plus fiables que les statistiques officielles. Ces données satellitaires sont disponibles quotidiennement et couvrent l'intégralité du territoire d'un pays. Le récent *Syria Economic Monitor* (Banque mondiale, 2024g) examine, par exemple, la contraction du PIB dans un contexte de conflit sur une période de dix ans à partir de 2010, en comparant d'une part les statistiques officielles et, d'autre part, les estimations du PIB fondées sur les données NTL. Alors que les statistiques officielles font état d'une contraction de 54 % entre 2010 et 2019, les données NTL indiquent une contraction plus forte, s'élevant à 84 %. Parallèlement,

¹⁷ Cela s'explique par une révision à la hausse initiale des prévisions de croissance de la région MENA pour 2024 de 0,2 point de pourcentage en septembre 2023 par rapport à janvier 2023, qui ont été rabaissées par la suite en décembre 2023.

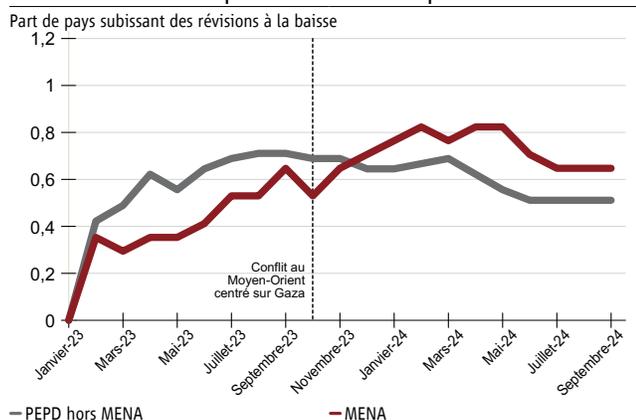
¹⁸ Les prévisions consensuelles de *Focus Economics* ne comprennent pas les prévisions de croissance du PIB réel de la Cisjordanie et Gaza ni de la République arabe syrienne.

l'analyse des données sur les torchères nocturnes révèle une production de pétrole et de gaz bien supérieure aux estimations officielles, ce qui semble indiquer l'existence d'une activité économique informelle et illicite dans le secteur de l'énergie, dont les statistiques officielles ne rendent pas compte.

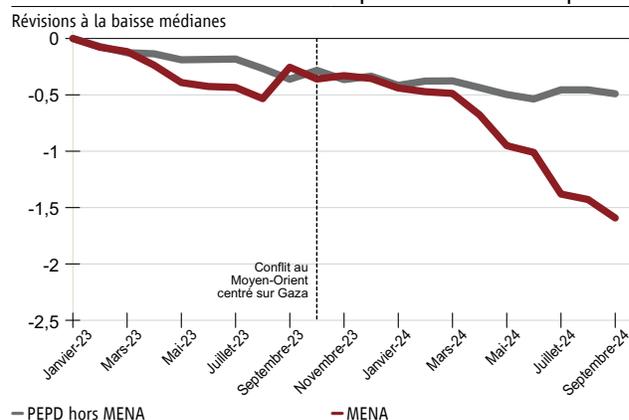
La divergence marquée dans les révisions à la baisse de la croissance du PIB réel en 2024 entre la région MENA et les autres PEPD souligne elle aussi les conditions particulièrement tumultueuses de la région. Entre janvier et septembre 2023, la proportion de pays de la région MENA dont les prévisions de croissance du PIB réel pour 2024 s'étaient détériorées par rapport à janvier 2023 est restée inférieure à celle des autres PEPD (voir figure 2.11, panneau A). Mais, après le déclenchement du conflit, les prévisions se sont dégradées pour un nombre croissant de pays de la région, et ce à un rythme systématiquement supérieur à celui des autres PEPD. En septembre 2024, les prévisions de croissance du PIB avaient été revues à la baisse pour 65 % des pays de la région, contre 51 % pour les autres PEPD depuis janvier 2023.

Figure 2.11. Part et ampleur des révisions à la baisse des prévisions de croissance du PIB réel pour 2024 du secteur privé, depuis janvier 2023, parmi les pays de la région MENA et pour les autres PEPD.

Panneau A. Part des révisions à la baisse des prévisions de croissance du PIB réel pour 2024 du secteur privé



Panneau B. Ampleur des révisions à la baisse des prévisions de croissance du PIB réel pour 2024 du secteur privé



Sources : Calculs des services de la Banque mondiale sur la base de *Consensus Economics* et *Focus Economics*.

Note : MENA = Moyen-Orient et Afrique du Nord (Algérie, Bahreïn, Djibouti, République arabe d'Égypte, République islamique d'Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Tunisie, Émirats arabes unis et République du Yémen). PEPD (hors MENA) = pays émergents et pays en développement, à l'exclusion des pays de la région MENA ; réunit 45 économies. Les prévisions de *Focus Economics* ne couvrent pas les données de la Cisjordanie et Gaza ni la croissance du PIB réel en République arabe syrienne. Les révisions à la baisse des prévisions de croissance du PIB réel du secteur privé se réfèrent aux prévisions de croissance du PIB réel pour 2024 établies entre janvier 2023 et septembre 2024. La part des révisions à la baisse a été calculée en attribuant une valeur de 1 à chaque mois où la prévision du taux de croissance du PIB pour 2024 était inférieure à celle de janvier 2023. Une valeur de 0 a été attribuée aux mois où la prévision du taux de croissance réel pour 2024 était égale ou supérieure à la prévision de janvier 2023. La moyenne de ces valeurs a été calculée pour chaque groupe et représentée graphiquement par une ligne de tendance au fil du temps. L'ampleur des révisions à la baisse des prévisions médianes de croissance du PIB représente la diminution médiane des taux de croissance pour les pays ayant subi des révisions à la baisse par rapport à leurs prévisions de janvier 2023.

La révision médiane à la baisse dans les pays de la région MENA est sensiblement plus importante que celle des autres PEPD (voir figure 2.10, panneau B). Plus précisément, en septembre 2024, l'économie médiane de la région MENA sujette à une révision à la baisse affichait une réduction de 1,6 point de pourcentage de sa prévision de croissance du PIB réel pour 2024 depuis janvier 2023, contre une baisse de 0,5 point de pourcentage pour l'économie médiane des PEPD également concernée par une révision à la baisse¹⁹.

Incertitude croissante dans la région MENA

Le conflit au Moyen-Orient centré sur Gaza a également amplifié l'incertitude qui entoure les prévisions de croissance du secteur privé, comme en témoignent les disparités grandissantes entre prévisionnistes du secteur privé (Gatti et al., 2024). La fourchette de plus en plus large des prévisions révèle un manque de consensus qui, en se prolongeant, confirme les incertitudes qui pèsent sur la région.

¹⁹ Les résultats sont qualitativement similaires lorsque l'on utilise la moyenne des révisions à la baisse observées dans chaque groupe, plutôt que les révisions à la baisse enregistrées par l'économie médiane de chaque groupe.

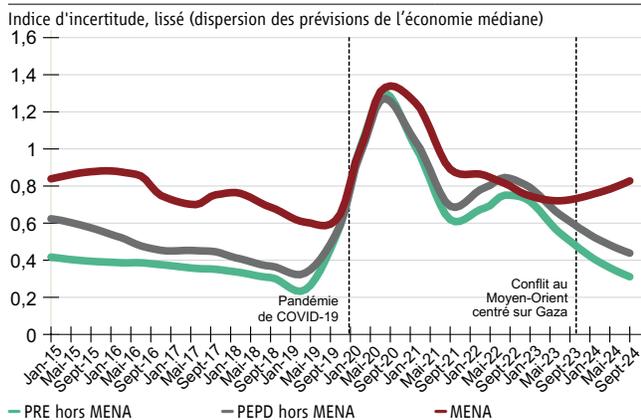
Gatti et al. (2024) ont introduit un indicateur de l'incertitude qui rend compte à chaque instant du degré de désaccord entre prévisionnistes. Les analystes recourent souvent à des prévisions consensuelles, qui représentent la moyenne des prévisions d'institutions, de banques et d'analystes divers. Mais cette dilution peut empêcher de percevoir clairement la disparité des prévisions de chacun, et donc masquer le degré de désaccord réel entre prévisionnistes du secteur privé. Le niveau d'incertitude autour des perspectives d'une économie peut être appréhendé en examinant la disparité des prévisions. Une grande disparité indique une grande incertitude et, dans une certaine mesure, une confiance amoindrie dans les prévisions.

Le niveau d'incertitude a systématiquement été plus élevé dans la région MENA que dans les autres PEPD et les pays à revenu élevé (voir figure 2.12, panneau A). À la suite du choc de la COVID-19, l'incertitude a atteint un pic planétaire, avant d'amorcer un mouvement à la baisse à la fin de 2021. L'incertitude dans les PEPD a brièvement surpassé celle de la région MENA après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022. Depuis le déclenchement du conflit en octobre 2023, l'incertitude a grimpé de 13 % et est demeurée élevée dans la MENA, tandis qu'elle reculait dans les autres PEPD (voir figure 2.12, panneau A).

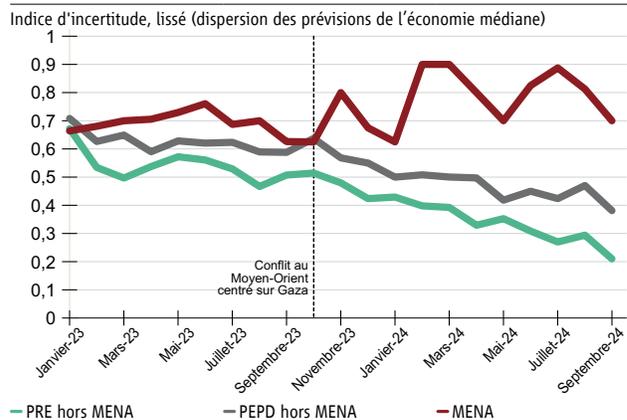
L'incertitude grandissante entourant les prévisions de croissance du PIB réel de la région MENA en 2024 contraste fortement avec la tendance inverse observée dans les autres PEPD et les pays à revenu élevé (figure 2.12, panneau B). Depuis septembre 2024, le degré d'incertitude concernant les prévisions à un an est désormais deux fois plus important dans la région MENA que dans les autres PEPD. En règle générale, à mesure que les prévisions se rapprochent de la date cible, l'incertitude tend à diminuer — un phénomène observé dans d'autres PEPD et les pays à revenu élevé (hors MENA). Toutefois, cette tendance ne se vérifie pas dans la région MENA, où les tensions géopolitiques persistantes continuent d'engendrer un climat d'incertitude quant aux perspectives de croissance de la région pour 2024.

Figure 2.12. La disparité des prévisions du secteur privé comme indicateur de l'incertitude.

Panneau A : Incertitude concernant les prévisions de croissance du PIB réel à un an



Panneau B : Incertitude concernant les prévisions de croissance du PIB réel en 2024



Sources : Calculs des services de la Banque mondiale sur la base de *Consensus Economics* et *Focus Economics*.

Note : MENA = Moyen-Orient et Afrique du Nord (Algérie, Bahreïn, République arabe d'Égypte, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Maroc, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Tunisie et Émirats arabes unis). Panneau A : La série temporelle illustre la disparité des prévisions de croissance du PIB réel à un an du pays médian au sein de chaque groupe. Cette disparité est représentée par l'intervalle interquartile des prévisionnistes, soit la différence entre la prévision du 75^e centile et celle du 25^e centile. La série temporelle mensuelle a été lissée à l'aide d'un modèle de régression local. Panneau B : La série temporelle montre la disparité des prévisions pour le PIB réel en 2024 du pays médian au sein de chaque groupe. La disparité est représentée par l'intervalle interquartile des prévisionnistes, c'est-à-dire la différence à chaque instant entre les prévisions du 75^e centile et du 25^e centile. La dernière observation date du mois de septembre 2024.

CHAPITRE 3. POINT DE LA SITUATION DU CONFLIT CENTRÉ SUR GAZA

Principales conclusions

- Dans un contexte marqué par l'aggravation de la crise humanitaire, l'économie de Gaza est quasiment à l'arrêt. Les activités militaires et les fermetures de routes ont entraîné de graves pénuries de nourriture, d'eau, de carburant et de matériel médical.
- La Cisjordanie est confrontée à une forte récession économique due à une faible demande et à la baisse des revenus et des emplois, qui sont des conséquences du durcissement des restrictions de la circulation et de l'accès au marché du travail, et qui traduisent l'incertitude quant au montant des transferts des recettes douanières. L'Autorité palestinienne continue de faire face à une crise budgétaire très grave, en dépit de l'augmentation attendue des apports des bailleurs de fonds.
- La région MENA connaît une incertitude grandissante. Dans les pays directement touchés comme le Liban, le conflit affiche déjà un lourd bilan humain et économique. Dans les autres pays alentour, le conflit a réduit l'activité économique, par exemple à travers les revenus du tourisme (baisse de 6,6 % du nombre de touristes arrivant en Jordanie tout au long du mois d'août 2024, en valeur annualisée) et les recettes budgétaires (baisse de 62 % des recettes tirées du canal de Suez par la République arabe d'Égypte au cours de la première moitié de 2024 par rapport à la deuxième moitié de 2023).
- Au moment où nous finalisons la présente édition du Bulletin d'information économique de la MENA, le conflit au Liban connaissait une forte escalade, marquée par un nombre croissant de victimes, des vagues importantes de déplacements forcés et une destruction généralisée des infrastructures. L'ampleur réelle des répercussions de ces regains de tension au Liban et dans la région dépendra de la tournure future du conflit.
- À l'échelle mondiale, les marchés de l'énergie et les marchés des capitaux se sont montrés résilients jusqu'à présent. Malgré quelques fluctuations à court terme en début de cycle, les cours au comptant et à terme du pétrole ont chuté depuis octobre 2023 dans un contexte marqué par une offre robuste et une atonie préoccupante de la demande. Les perturbations du transport maritime, en particulier via le canal de Suez, ont augmenté les délais d'expédition et les cours au comptant. Cependant, avec la faible demande mondiale, l'accroissement de la taille des flottes et la rigidité des prix contractuels, l'augmentation des coûts d'expédition n'a pas encore été répercutée sur les consommateurs.

Répercussions sur la Cisjordanie et Gaza

Onze mois après le début du conflit au Moyen-Orient, Gaza est le théâtre d'une crise humanitaire historique. On estime que 40 000 personnes ont perdu la vie et 30 000 autres ont été gravement blessées (Banque mondiale, 2024h)²⁰. Près de deux millions de personnes ont été déplacées ; environ 625 000 enfants d'âge scolaire ont perdu une année d'éducation ; la malnutrition est chronique, 15 % de la population vivant dans une situation de quasi-famine ; le système de santé a été pratiquement défait par la destruction des infrastructures et les arrêts de la fourniture des services. Les effets de tous ces chocs se feront longtemps sentir.

Les Territoires palestiniens sont au bord du gouffre économique, ayant connu la plus forte contraction économique de leur histoire, avec une baisse de 34 % du produit intérieur brut réel au deuxième trimestre 2024, d'après les données officielles. L'économie gazaouie s'est contractée de 86 % au deuxième trimestre 2024, le conflit ayant poussé la bande de Gaza au bord de l'effondrement. L'arrêt quasi complet de l'activité économique a fait dégringoler la contribution de Gaza à l'économie palestinienne totale, de 17 % en moyenne les années précédentes à moins de 5 %. Parallèlement, l'économie de la Cisjordanie s'est contractée de 23 % au deuxième trimestre 2024, les secteurs du commerce, des services, du bâtiment-travaux publics et de la production manufacturière ayant enregistré les plus fortes baisses.

²⁰ Rapport du suivi économique par la Banque mondiale (*World Bank Economic Monitoring Report*) des conséquences du conflit au Moyen-Orient sur l'économie palestinienne, consulté en septembre 2024 à l'adresse <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/c25061ab26d14d7acc0330d5a7b4d496-0280012024/original/PalestinianEconomicUpdate-Sept2024-FINAL.pdf>.

Le déficit de financement de l'Autorité palestinienne devrait atteindre 1,86 milliard de dollars en 2024²¹, soit plus du double du déficit de 2023, ce qui pourrait induire des risques élevés de défaillance systémique, surtout en ce qui concerne la prestation des services publics. La baisse naturelle des revenus causée par la contraction économique, accentuée par les faibles niveaux d'aide et principalement par la hausse des prélèvements mensuels effectués par Israël sur les transferts de recettes douanières depuis octobre 2023, a poussé l'Autorité palestinienne à réduire encore plus les salaires des fonctionnaires, les ramenant à 60 % en moyenne²². Il est inquiétant de constater que le déficit budgétaire continue d'être principalement résorbé au moyen d'emprunts contractés auprès de banques nationales et par l'accumulation d'arriérés dus au secteur privé, aux employés du secteur public et à la caisse de retraite. Sur une note positive, on s'attend à une augmentation des contributions des bailleurs de fonds.

L'activité militaire en cours et les fermetures de routes ont empêché les fournitures essentielles d'arriver à Gaza, avec pour corollaires une insécurité alimentaire généralisée et des pénuries d'eau, de carburant et de matériel médical, ainsi que l'effondrement de la prestation de services. La crise humanitaire a atteint un moment critique, avec des conséquences potentiellement durables. Les abris sont surpeuplés et les installations sanitaires insuffisantes à cause de l'ampleur des déplacements de populations. La mobilité réduite des travailleurs humanitaires freine les efforts déployés pour répondre à la crise²³. L'insécurité alimentaire à Gaza a pris des proportions alarmantes : près de deux millions de personnes sont menacées par de graves pénuries, et la bande de Gaza dans son ensemble est au bord de la famine. Dans leur quasi-totalité, les Gazaouis sont confrontés à de graves pénuries alimentaires. L'analyse de l'IPC²⁴ de juin 2024 indique que 15 % de la population (environ 350 000 personnes) vit dans des conditions proches d'une situation de famine, privée presque totalement de nourriture. En outre, un tiers de la population vit dans une situation d'état d'urgence, souffrant de déficits alimentaires et de taux de mortalité plus élevés. Ces conditions sont particulièrement graves dans les régions du nord, dans la ville de Gaza et dans les gouvernorats de Deir al-Bahla, de Khan Younis et de Rafah. Fait non moins inquiétant, 90 % des enfants de moins de deux ans et 95 % des femmes enceintes ou allaitantes de la bande de Gaza sont touchées par une pauvreté alimentaire extrême, c'est-à-dire qu'ils consomment au plus deux des cinq groupes d'aliments. Environ 95 % des ménages réduisent les repas et la taille des portions, deux ménages sur trois ne mangeant qu'un seul repas par jour.

Les déplacements internes massifs et répétés concernent environ 1,9 million de personnes, cherchant à se mettre à l'abri dans des zones géographiques de plus en plus petites. La destruction ou l'endommagement de la majorité des entreprises, conjugués au déplacement à la fois des propriétaires et des travailleurs, ont laissé l'essentiel des ménages sans la moindre source de revenus. Les activités économiques qui existent encore relèvent pour la plupart de l'informel, les produits de première nécessité étant écoulés à des prix exorbitants sur le marché noir. L'évacuation des blessés ou des malades a été partielle²⁵, et seul un petit nombre de travailleurs humanitaires ont pu entrer ou sortir. Alors que l'accès à la nourriture et à l'eau potable s'amointrit dans de nombreuses parties de Gaza, et que la violence et les déplacements de population perdurent, les risques associés sont élevés, particulièrement pour les groupes vulnérables. Avant octobre 2023, l'UNICEF estimait que plus de 500 000 enfants de Gaza avaient besoin d'un soutien psychologique et psychosocial. Le nombre d'orphelins est aussi en augmentation : en février 2024, l'UNICEF estimait qu'au moins 17 000 enfants de la bande de Gaza n'étaient pas accompagnés ou étaient séparés de leur famille immédiate depuis octobre 2023²⁶. L'exposition à des expériences traumatisantes et la détérioration du capital humain devraient entraîner des répercussions durables tout au long de la vie (Gatti et al., 2023b), et les conséquences psychologiques des hostilités peuvent également avoir de graves incidences sur la santé reproductive, notamment une hausse du nombre de fausses couches, de mortinaissances et de naissances prématurées induites par le stress²⁷.

Le système éducatif de Gaza s'est effondré et le système de santé a quasiment été démantelé par le conflit. À Gaza, environ 625 000 enfants d'âge scolaire ne sont plus scolarisés depuis octobre 2023, ce qui ajoute aux conséquences négatives à long terme du conflit (Corral et Gatti, 2020). Selon les premières estimations, près de 95 % des établissements d'enseignement de base et d'enseignement supérieur ont été soit endommagés, soit détruits pendant le conflit.

21 Ce chiffre indique le déficit budgétaire prévu tel que calculé par l'Autorité palestinienne. Plusieurs risques d'élargissement de ce déficit existent, les besoins pouvant avoisiner les 2 milliards de dollars, selon les estimations des services de la Banque mondiale.

22 Les « recettes douanières » sont des revenus collectés par Israël et transférés à l'AP après certains prélèvements. Il s'agit pour la plupart de TVA et de droits de douane, payables tous les mois aux termes du Protocole de Paris.

23 UNFPA, <https://www.unfpa.org/occupied-palestinian-territory>, consulté en ligne le 20 août 2024.

24 Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) ; www.ipcinfo.org.

25 UN OCHA, <https://www.unocha.org/publications/report/occupied-palestinian-territory/gaza-humanitarian-response-update-2-15-september-2024> ; consulté en ligne le 30 septembre 2024.

26 UNICEF, <https://www.unicef.org/press-releases/stories-loss-and-grief-least-17000-children-are-estimated-be-unaccompanied-or>.

27 Harvard School of Public Health, Probing links between trauma and reproductive health harms, 2023. <https://www.hsph.harvard.edu/news/hsph-in-the-news/probing-links-between-trauma-and-reproductive-health-harms>.

Le conflit a aussi gravement perturbé les services éducatifs en Cisjordanie, les écoles publiques réduisant l'enseignement en présentiel en raison de contraintes budgétaires et de problèmes de sécurité. Les méfaits du conflit sur le secteur de la santé sont à la fois directs, sous la forme de dommages causés aux infrastructures sanitaires, et indirects, par les pertes subies en raison des interruptions de la prestation de services. La destruction des infrastructures d'approvisionnement en eau et des panneaux solaires, couplée au manque d'électricité sur le réseau, de carburant pour les générateurs de secours et d'intrants essentiels, a poussé 80 % des centres de soins de santé primaires à l'arrêt. À la suite de l'effondrement du système de soins de santé, trois hôpitaux de campagne ont récemment été mis en place. Seuls 17 des 36 hôpitaux pouvant admettre des malades en hospitalisation sont partiellement opérationnels²⁸, ce qui représente 53 % de la capacité d'hospitalisation, de la capacité des services de soins intensifs et de la capacité d'accueil de la maternité avant la crise.

Si tous les Palestiniens habitant à Gaza vivent dans la pauvreté, les ménages de Cisjordanie subissent eux aussi les répercussions néfastes du conflit sur leur bien-être. La pauvreté multidimensionnelle à Gaza décrit particulièrement une situation de profonde détresse qui touche à la fois le bien-être et la santé mentale des populations et dont les effets devraient se faire sentir bien au-delà du court terme. Le grave ralentissement économique en Cisjordanie devrait avoir plus que doublé le taux de pauvreté à court terme calculé à la mi-2024 à 28 %, alors qu'il était d'environ 12 % en 2023 avant le conflit.

Effets du conflit sur la région MENA et sur l'économie mondiale

Onze mois après le début du conflit centré sur Gaza, la région MENA est confrontée à une incertitude croissante. Dans les pays directement touchés par la violence comme le Liban, le conflit affiche déjà un lourd bilan humain et économique. Dans les autres pays alentour, le conflit a ralenti l'activité économique, comme en témoigne la baisse du nombre de touristes dans la région et, dans le cas de la République arabe d'Égypte, la baisse des recettes tirées du canal de Suez. Les attaques contre des navires en mer Rouge risquent de rallonger les délais de transport et de gonfler les coûts, ce qui présente des risques de détérioration supplémentaires pour les économies de la région et dans le monde. De façon plus générale, la montée des tensions géopolitiques pourrait déstabiliser les marchés pétroliers et financiers et décourager les investissements étrangers. Toutes les incidences pour la région MENA dépendent de la durée, de l'escalade et de l'expansion géographique du conflit.

Même avant la toute dernière escalade du conflit en septembre 2024, l'économie exsangue du Liban pâtit déjà de l'instabilité régionale grandissante. Outre les pertes en vies humaines et les dommages et destructions des infrastructures, le coup le plus important est venu de la chute des recettes du tourisme qui a mis à mal ce qui était jusqu'alors un pilier de la croissance économique. Le déplacement de personnes quittant le sud du Liban a fait cesser toute activité économique dans la zone, ce qui n'a pas manqué de toucher les dépenses de consommation, un frein supplémentaire à la croissance. Les zones agricoles du Sud ont subi des dégâts très importants, les incendies et les contaminations étant généralisés. Ces premiers chocs ont induit une contraction de 0,8 % de l'économie libanaise déjà en 2023. À la lumière des données sur la baisse des dépenses de consommation et des recettes touristiques avant l'escalade, une autre contraction de 1 % avait été prévue pour 2024. Toutefois, au moment où nous finalisons cette édition du Bulletin d'information économique de la MENA, le conflit s'est particulièrement enflammé au Liban, faisant des victimes de plus en plus nombreuses et entraînant des déplacements à grande échelle et plus de destructions d'infrastructures. Si les répercussions réelles sur l'économie libanaise restent incertaines étant donné la rapidité et l'imprévisibilité des événements actuels, l'intensification en cours du conflit devrait assombrir davantage les prévisions économiques.

En tant qu'acteur régional de premier plan, la République arabe d'Égypte reste particulièrement exposée à des problèmes de balance des paiements, aggravés par des perturbations récurrentes du trafic maritime sur le canal de Suez. Le secteur du tourisme, en revanche, s'est montré résilient. Le canal de Suez, source indispensable de recettes pour le pays, a connu une forte baisse de ses revenus dans un contexte marqué par l'aggravation des risques sécuritaires en mer Rouge. Au cours de la période de six mois de janvier à juin 2024, les recettes générées par le canal de Suez ont diminué de 62 % par rapport à la deuxième moitié de 2023. Pour l'exercice 24-25, les recettes devraient avoisiner la moitié de leur niveau d'avant le conflit, passant de 8,8 milliards de dollars lors de l'exercice 22-23 à 4,8 milliards de dollars, soit une

²⁸ WHO, <https://www.who.int/news/item/12-09-2024-who-analysis-highlights-vast-unmet-rehabilitation-needs-in-gaza> ; consulté en ligne le 30 septembre 2024.

baisse qui représente 8 % des réserves prévues de la République arabe d'Égypte. En revanche, les recettes générées par le tourisme ont légèrement augmenté malgré les problèmes croissants de sécurité dans la région. Dans le même temps, l'incertitude liée au conflit grève lourdement les investissements de portefeuille, ce qui accroît les appréhensions des investisseurs dans toute la région.

Le conflit a entraîné une baisse du nombre de touristes en Jordanie, de l'ordre de 6,6 % par an entre octobre 2023 et août 2024. Ce repli tient en grande partie à une baisse en glissement annuel de 19,7 % des touristes d'un jour et de 4 % des visiteurs d'une nuit. Entre octobre 2023 et août 2024, la baisse du nombre de touristes a été principalement liée à une diminution du nombre de visiteurs européens, compensée par une certaine hausse du nombre d'arrivées en provenance des pays du Conseil de coopération du Golfe et d'autres régions arabes.

Les effets du conflit sur d'autres pays plus éloignés dans la région sont réduits jusqu'à présent, en raison surtout des relations commerciales limitées avec les zones les plus touchées par le conflit.

Dans l'ensemble, les répercussions du conflit sur les secteurs de l'énergie et de la finance ont jusqu'à présent été diluées dans la dynamique générale des marchés. Les prix au comptant du pétrole brut ont montré une certaine volatilité en début d'année, mais les prix à terme ont considérablement baissé depuis octobre 2023, dans un contexte marqué par une offre robuste et une demande mondiale à l'atonie inquiétante²⁹. Dans le même temps, les contrats de vente de gaz à court terme dans l'Union européenne ont brièvement augmenté au début du conflit, mais sont rapidement revenus à leurs niveaux d'avant le conflit et se négocient désormais à un cours inférieur (voir figure 3.1, panneaux A et B). Les marchés des capitaux se sont eux aussi remis rapidement des pressions initiales induites par la montée des tensions géopolitiques. Les marchés se maintiennent à des niveaux comparables à ceux d'avant le conflit ou ont considérablement progressé, dopés par une reprise des marchés mondiaux amorcée en décembre 2023 et dépassant les valeurs de référence précédentes. Pour les pays importateurs de pétrole tels que la Jordanie, et surtout le Maroc et la Tunisie, les marchés financiers ont fait preuve de résilience depuis le début du conflit, maintenant de solides résultats sans subir de revers importants (voir figure 3.1, panneaux C et D).

La perturbation du transport maritime, en particulier via le canal de Suez, a rallongé les délais d'expédition et augmenté les cours au comptant du transport maritime au niveau régional comme à l'échelle mondiale. Avant la déstabilisation de la sécurité régionale à la fin de 2023, le canal de Suez représentait environ un huitième du commerce maritime mondial et près de 30 % du trafic mondial de conteneurs. Mais avec les attaques de plus en plus nombreuses contre les navires commerciaux, les coûts d'expédition se sont envolés — globalement et davantage sur les itinéraires directement concernés par les hostilités. Cela se reflète dans l'augmentation de l'indice mondial des conteneurs (WCI)³⁰ — et plus encore dans l'augmentation du fret Shanghai-Gênes, dont les taux sont quatre à cinq fois plus élevés qu'à la fin de 2023 (figure 3.2, panneau B). Pour autant, malgré la faible demande mondiale, l'accroissement de la taille des flottes et la rigidité des prix contractuels, l'augmentation des coûts d'expédition n'a pas été répercutée sur les consommateurs jusqu'à présent³¹.

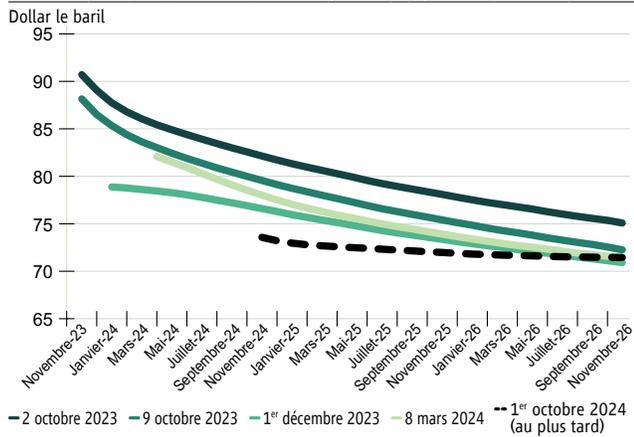
²⁹ Source : Rapport de L'IEA sur le marché du pétrole, juillet 2024 ; consulté en ligne en septembre 2024 à l'adresse <https://www.iea.org/reports/oil-market-report-july-2024>.

³⁰ Le WCI est un rapport hebdomadaire qui rend compte du prix d'un conteneur de 40 pieds dans la plupart des routes commerciales entre les États-Unis, l'Europe et l'Asie. C'est un jalon important dans le suivi des fluctuations des taux de fret et des coûts d'expédition mondiaux.

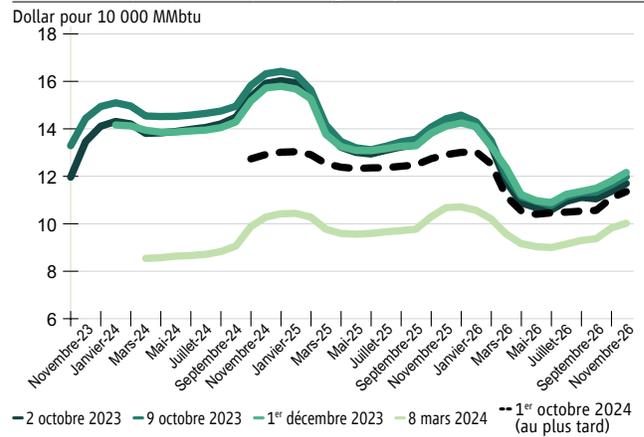
³¹ Voir, par exemple, Standard and Poor's (S&P) Global, août 2024, consulté en ligne à l'adresse <https://www.spglobal.com/marketintelligence/en/mi/research-analysis/shipping-delays-impact-global-supply-chains-and-exports-jul24.html#:~:text=Shipping%20delays%20also%20led%20to,monitored%20in%20the%20coming%20months>.

Figure 3.1. Marché de l'énergie et marchés des capitaux.

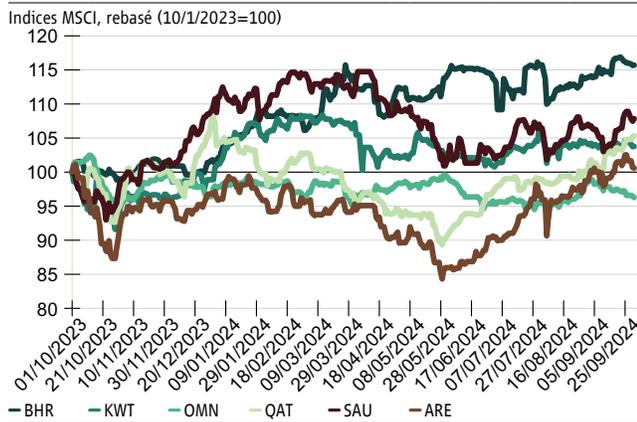
Panneau A. Contrats à terme sur le pétrole depuis le début du conflit



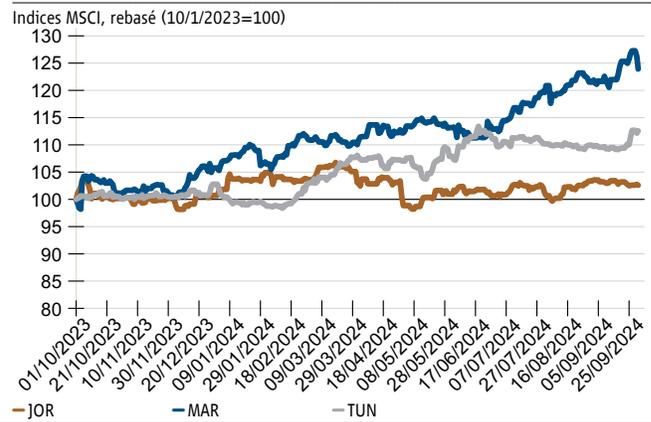
Panneau B. Contrats à terme sur le gaz depuis le début du conflit



Panneau C. Marchés financiers du CCG depuis le 1^{er} octobre 2023



Panneau D. Marchés financiers des pays en développement importateurs de pétrole depuis le 1^{er} octobre 2023

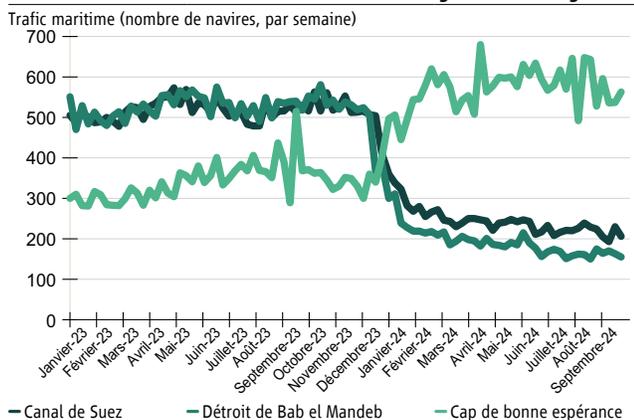


Source : Calculs des services de la Banque mondiale, à partir des données de Bloomberg L.P.

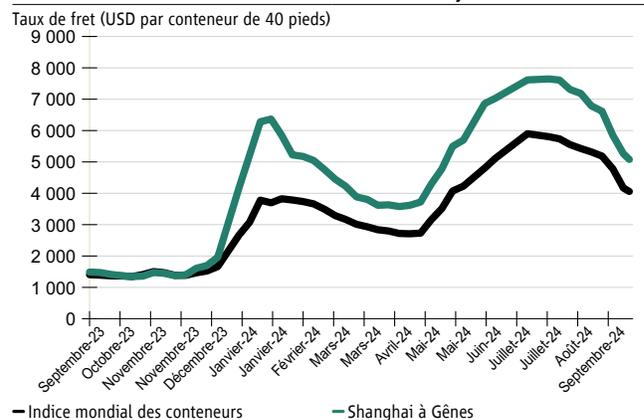
Note : Dans les panneaux A et B, les lignes indiquent les prix de clôture des contrats à terme par date indiquée, pour les contrats génériques sur le pétrole et les contrats gaziers européens, tandis que la ligne en pointillés indique la date la plus récente des contrats à terme (à savoir le 1^{er} octobre 2024). Les panneaux C et D montrent les indices MSCI Country Equity jusqu'au 1^{er} octobre 2024 et sont recalculés à partir du 1^{er} octobre 2023. Les indices sont pondérés en fonction de la capitalisation boursière et agrègent les performances des entreprises à grande et moyenne capitalisation, lesquelles représentent 85 % de chaque marché. Les indices sont libellés en dollars des États-Unis.

Figure 3.2. Perturbation du transport maritime.

Panneau A. Nombre de navires traversant certains goulots d'étranglement



Panneau B. Indice mondial des conteneurs de Drewry



Source : Fonds monétaire international, Portwatch, <https://en.macromicro.me/charts/44756/drewry-world-container-index>.

Note : Le panneau A montre le nombre hebdomadaire de navires jusqu'au 23 septembre 2024. Le panneau B montre le taux de fret quotidien jusqu'au 26 septembre 2024.

CHAPITRE 4. LE COÛT DES CONFLITS DANS LA RÉGION MENA

Principales conclusions

- Le conflit au Moyen-Orient dont Gaza constitue l'épicentre met en lumière une tendance plus générale à l'escalade de la violence dans la région MENA, où le nombre d'épisodes de conflit a plus que doublé et où la proportion des décès a été multipliée par six depuis les années 1990.
- Au cours des quatre dernières années, la région MENA a enregistré une proportion plus élevée de pays engagés dans des conflits que n'importe quelle autre région — 12 pays sur 19 étant impliqués dans des épisodes de conflit armé, contre 8 pays sur 19 en moyenne au cours des quatre années de 1990 à 1994.
- Entre 1990 et 2022, les pays de la région MENA ont généralement enregistré des taux d'engagement dans des conflits plus élevés que ceux des pays émergents et pays en développement (PEPD) comparables, les pays à revenu intermédiaire affichant des taux deux fois plus élevés et les pays à revenu élevé des taux quatre fois plus importants. Le taux d'engagement dans des conflits mesure pour un pays le passage d'une situation de paix à une situation de conflit, ou le nombre d'épisodes de conflit sur des années consécutives.
- Le coût d'un conflit transcende toute analyse économique, les pertes en vies humaines et les perturbations sociales étant incommensurables. Néanmoins, les conflits entraînent des pertes économiques immédiates et peuvent induire des effets néfastes à long terme sur le développement économique.
- Les conflits ont fait en sorte d'éloigner les paramètres des pays de la région MENA de ceux du pays le plus avancé sur le plan économique (appelé l'économie de référence). Des estimations contrefactuelles indiquent que le revenu par habitant dans les pays de la région MENA qui ont connu des épisodes de conflit, mesuré sept ans après le début du conflit, aurait pu être plus élevé de 45 % en moyenne.
- La destruction du capital physique, les pertes de capital humain, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la désorganisation économique, la hausse des coûts de financement et la baisse des investissements contribuent aux dommages économiques causés par les conflits.
- La paix est un préalable à un développement économique durable, car des conflits persistants peuvent réduire à néant des décennies de progrès et freiner les pays dans leur marche vers un développement durable.

Une forte augmentation de la fréquence et de l'ampleur des conflits dans la région MENA

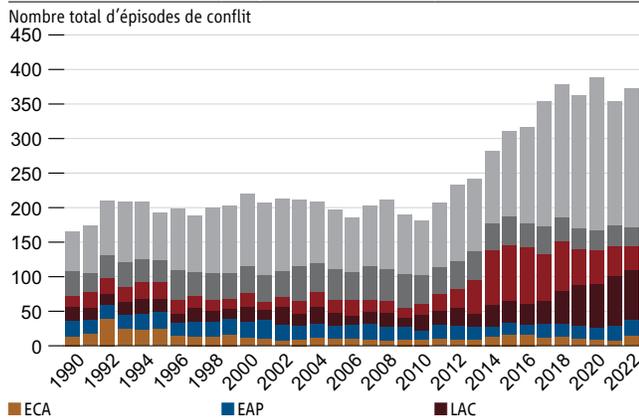
Le conflit catastrophique au Moyen-Orient dont Gaza constitue l'épicentre compromet profondément l'économie et le capital humain de la région. Il met en évidence une tendance plus générale à l'escalade de la violence au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, qui n'a cessé de s'intensifier ces dernières décennies.

Depuis le début des années 2010, la fréquence et la gravité des conflits armés sont beaucoup plus élevées que dans les années 1990. Plus précisément, le nombre moyen d'épisodes de conflit par an dans la région MENA a plus que doublé, passant de 20 situations de conflit dans les années 1990 à 52 épisodes de conflit depuis 2010 (figure 4.1, panneau A)³². Les répercussions sur la vie humaine sont dramatiques. Entre 2010 et 2022, les décès liés aux conflits dans la région MENA représentaient 38 % de ce type de décès dans le monde, soit six fois plus que dans les années 1990 (figure 4.1, panneau B). Entre 2012 et 2016, la région MENA comptait 66 % des décès liés aux conflits dans le monde.

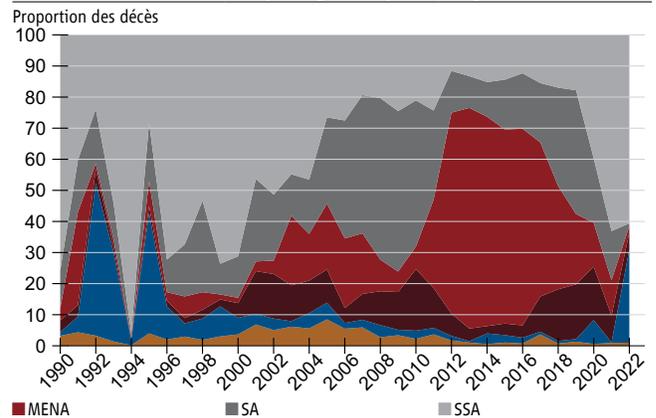
³² D'après les données du Programme de données sur les conflits d'Uppsala (UCDP), un pays est en conflit s'il enregistre au moins 25 décès liés à un conflit en une année. Tous les types de conflit sont considérés : conflits étatiques, conflits non étatiques et conflits unilatéraux. Les données de l'UCDP reposent sur des incidents de violence mortelle, appelés événements, au cours desquels un acteur organisé use de force armée contre un autre acteur organisé ou des civils, entraînant au moins un décès direct (Sundberg and Melander, 2013 ; Davies et al., 2024).

Figure 4.1. Conflits et pertes en vies humaines depuis 1990, par région.

Panneau A. Nombre total d'épisodes de conflit



Panneau B. Nombre de décès par région en pourcentage du total mondial

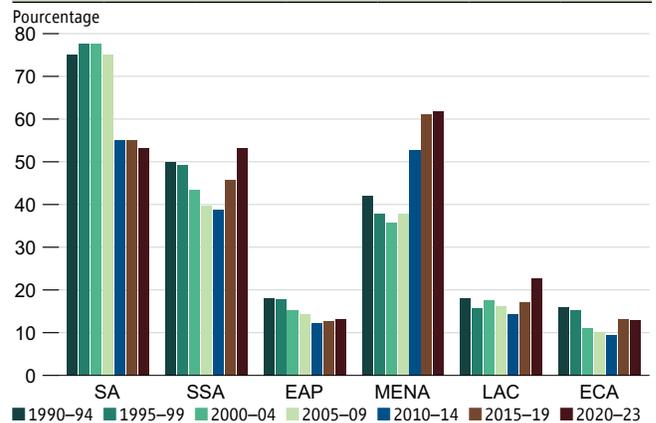


Source : Ensemble de données géoréférencées sur les événements (UCDP) du Programme de données sur les conflits d'Uppsala et calculs des services de la Banque mondiale.
 Note : ECA = Europe et Asie centrale. EAP = Asie de l'Est et Pacifique. LAC = Amérique latine et Caraïbes. MENA = Moyen-Orient et Afrique du Nord. SA = Asie du Sud. SSA = Afrique subsaharienne. Panneau A. Selon l'UCDP, un pays est en conflit s'il enregistre au moins 25 décès liés au conflit en une année. Si une dyade (composée de deux parties opposées ou d'une partie tuant des civils non armés) a franchi le seuil de 25 morts en une seule année, mais a généré des événements au cours des années précédentes ou suivantes, tous les événements rattachés à la dyade sont inclus, y compris ceux des années où le seuil n'a pas été franchi. Tous les types de conflits sont inclus, à savoir les conflits étatiques, les conflits non étatiques et les conflits unilatéraux. Panneau B. Les données du GED de l'UCDP fournissent trois estimations des décès pour chaque événement, en l'occurrence les estimations basses, les estimations élevées et les estimations optimales. Le nombre de décès repose sur la meilleure estimation de décès répertoriée dans les documents sources, qui est l'estimation la plus fiable. L'échantillon des deux groupes comprend 119 pays.

Depuis 1990, un nombre croissant de pays de la région est touché par des conflits en cours (figure 4.2), en particulier depuis le début des années 2010. Au cours des quatre dernières années, 12 pays sur 19 de la région MENA ont été impliqués dans des épisodes de conflit armé, contre une moyenne de 8 pays sur 19 au cours des quatre années de 1990 à 1994. La région MENA compte une plus grande proportion de pays en proie à des conflits que toute autre région, y compris l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne, qui connaissent aussi des niveaux de conflit importants.

L'entrée dans un conflit, c'est-à-dire l'année au cours de laquelle le conflit commence ou le nombre de conflits augmente dans un pays, est un autre indicateur qui montre que la région MENA est l'une des régions les plus gravement touchées par les conflits dans le monde. Entre 1990 et 2022, les pays de la région MENA ont généralement enregistré des taux d'engagement dans des conflits plus élevés que les PEPD dont les économies se trouvent à un niveau comparable. Cette situation est particulièrement évidente dans les pays à revenu intermédiaire et à revenu élevé de la région MENA, où les taux d'entrée dans des conflits sont systématiquement plus élevés que ceux des autres PEPD comparables (voir figure 4.3, panneaux B et C). Les pays à faible revenu de la région MENA présentent en moyenne des taux d'engagement dans des conflits similaires à ceux des autres PEPD à faible revenu (voir figure 4.3, panneau A). En revanche, ces taux dans les pays à revenu intermédiaire de la région MENA sont en moyenne deux fois plus élevés que dans les autres PEPD à revenu intermédiaire, et quatre fois plus élevés dans les pays à revenu élevé de la région MENA par rapport aux autres PEPD à revenu élevé. Le taux d'entrée dans un conflit pour un pays donné rend compte du passage de l'absence d'épisodes de conflit au cours d'une année à un ou plusieurs épisodes de conflit l'année suivante, ainsi que de la hausse du nombre d'épisodes de conflit d'une année à l'autre.

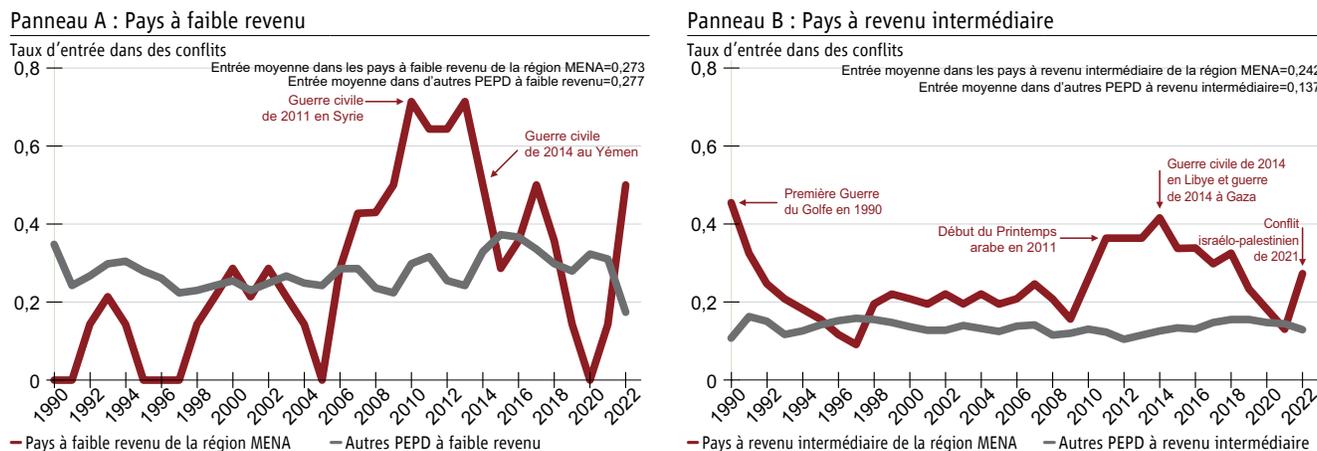
Figure 4.2. Part des pays en proie à un conflit par région, depuis 1990.



Source : Ensemble de données géoréférencées sur les événements (UCDP) du Programme de données sur les conflits d'Uppsala ; et les calculs des services de la Banque mondiale.
 Note : ECA = Europe et Asie centrale. EAP = Asie de l'Est et Pacifique. LAC = Amérique latine et Caraïbes. MENA = Moyen-Orient et Afrique du Nord. SA = Asie du Sud. SSA = Afrique subsaharienne. Selon les données de l'UCDP, un pays est en conflit s'il enregistre au moins 25 décès liés au conflit par an. Si une dyade (composée de deux parties opposées ou d'une partie tuant des civils non armés) a franchi le seuil de 25 décès en une seule année, mais a généré des événements au cours des années précédentes ou suivantes, tous les événements rattachés à la dyade sont inclus, y compris ceux des années où le seuil n'a pas été franchi. Tous les types de conflits sont inclus, à savoir les conflits étatiques, les conflits non étatiques et les conflits unilatéraux. L'échantillon comprend 213 pays. Les régions sont classées par ordre croissant du PIB par habitant de 1990 (en parité de pouvoir d'achat constant de 2021).

Les pics présentés dans la figure 4.3 pour la région MENA correspondent à des conflits régionaux majeurs, tels que la guerre du Golfe de 1990, qui a donné lieu à six épisodes de conflit distincts en Irak cette année-là et l'escalade de la guerre civile en République arabe syrienne, au cours de laquelle le nombre d'épisodes de conflit dans le pays est monté en flèche, passant de cinq épisodes actifs en 2011 à 45 épisodes actifs en 2014. Les guerres civiles en Libye et au Yémen, ainsi qu'un conflit à Gaza ont également débuté en 2014. En 2021, la République arabe syrienne, la République du Yémen, l'Irak et la Cisjordanie et Gaza étaient tous plongés dans des conflits actifs, le conflit israélo-palestinien cette année-là marquant une nouvelle escalade dans les troubles qui sévissent de longue date dans la région.

Figure 4.3. Incidence de l'entrée dans des conflits dans la région MENA par groupe de revenu.



Source : Ensemble de données géoréférencées sur les événements (UCDP) du Programme de données sur les conflits d'Uppsala ; et les calculs des services de la Banque mondiale.

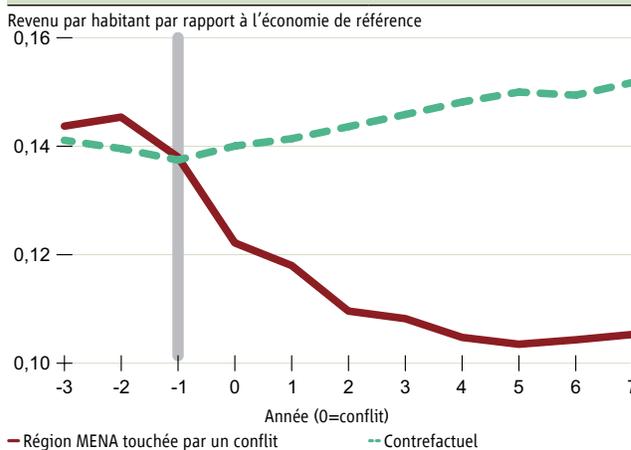
Note : MENA = Moyen-Orient et Afrique du Nord, PEPP = pays émergents et pays en développement. Les pays de la région MENA sont exclus des autres PEPP. Les pays à faible revenu de la région MENA comprennent la République arabe syrienne et la République du Yémen. Les pays à revenu intermédiaire de la région MENA sont Djibouti, l'Algérie, la République arabe d'Égypte, la République islamique d'Iran, l'Irak, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, la Cisjordanie et Gaza, et la Tunisie. Les pays à revenu élevé de la région MENA sont les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar et l'Arabie saoudite. La variable « entrée » est égale à 1 si, pour une paire pays-année donnée, le pays n'est pas en conflit, mais entre en conflit l'année suivante, ou si le pays est en conflit au moment de l'année de référence et enregistre une augmentation du nombre de conflits l'année suivante. Selon les données de l'UCDP, un pays est en conflit s'il enregistre au moins 25 décès liés au conflit par an. Tous les types de conflits sont inclus, à savoir les conflits étatiques, les conflits non étatiques et les conflits unilatéraux. Les séries chronologiques sont lissées à l'aide de la moyenne mobile avec une largeur de bande de 0,15.

Les répercussions des conflits sur les pays touchés

Les pertes en vies humaines et les perturbations sociales sont fondamentalement non quantifiables, et leurs répercussions sur les communautés et les économies sont profondes et durables. Ces effets vont au-delà de toute mesure économique, les souffrances et les conséquences dévastatrices sur la vie humaine échappant à toute tentative de quantification.

Néanmoins, les conflits occasionnent aussi des pertes économiques immédiates et peuvent avoir des conséquences néfastes à long terme sur le développement économique. Dans la région MENA, les conflits ont contribué à éloigner encore plus les pays de la région MENA de l'économie de référence en matière de développement économique, c'est-à-dire le pays dont l'économie est la plus avancée et dont les pays en développement cherchent à se rapprocher en ce qui concerne des objectifs économiques tels que le revenu par habitant, la consommation par habitant, l'emploi et la productivité³³. Des estimations contrefactuelles portent à croire que le revenu par habitant par rapport à l'économie de référence dans les pays de la région MENA qui ont connu des épisodes de conflit aurait pu être en moyenne 45 % plus élevé dans un scénario hypothétique où il n'y aurait pas eu de conflit³⁴. S'intéressant à cinq épisodes de conflits majeurs survenus en Algérie, en Irak, en Cisjordanie et Gaza, de même qu'en République arabe syrienne et en République du Yémen, l'analyse montre qu'après un conflit, le revenu par habitant (par rapport à l'économie de référence) connaît une forte baisse comparativement à la période avant le conflit. Les estimations fondées sur ces cinq épisodes montrent que le revenu par habitant a baissé en moyenne de 12 % par rapport à l'économie de référence dans l'année qui a suivi le début du conflit. Les effets s'intensifient avec le temps et persistent, culminant avec une baisse de 24 % sept ans après le début du conflit par rapport à l'année ayant précédé le début du conflit (figure 4.4)³⁵.

Figure 4.4. Estimations contrefactuelles du revenu par habitant par rapport à l'économie de référence pour les pays MENA en conflit.



Source : Fonds monétaire international, *Ensemble de données sur les investissements et le stock de (ICSD)* ; *Penn World Table 10.01* ; Ensemble de données géoréférencées sur les événements (UCDP) du Programme de données sur les conflits d'Uppsala ; Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde (WDI)* et calculs des services de la Banque mondiale.

Note : MENA = Moyen-Orient et Afrique du Nord. Pour indiquer ce que serait le niveau de vie dans un pays en conflit s'il n'y avait pas de conflit, les économistes construisent un groupe de pays très similaires au pays en conflit avant la crise pour que, pris ensemble, leurs niveaux de vie puissent raisonnablement représenter ce qui se serait passé dans le pays en conflit. La région MENA est la moyenne de l'impact d'un conflit sur certains pays (Algérie, Irak, Cisjordanie et Gaza, République arabe syrienne et République du Yémen), tandis que l'évaluation contrefactuelle pour la région MENA est la moyenne de l'impact contrefactuel de chaque pays concerné par un conflit. Le PIB agrégé de chaque pays est obtenu en appliquant les taux de croissance des comptes nationaux au niveau du PIB calculé en parité de pouvoir d'achat de 2017. Plus précisément, le taux de croissance du PIB réel aux prix constants nationaux de 2017 est appliqué au niveau du PIB réel du côté de la demande en PPA chaînée de 2017. Le revenu par habitant est ensuite obtenu en divisant le PIB agrégé par la population. La variable « conflit » est une variable muette prenant des valeurs égales à 1 lorsqu'un pays dépasse le 75^e centile de décès par million d'habitants (33) dans la répartition mondiale (estimation optimale dans l'UCDP). Dans la figure, 0 représente le début du conflit. Les pondérations attribuées aux pays du groupe témoin sont utilisées pour créer les contrefactuels. Les pondérations et variables observables utilisées pour calculer les pondérations sont précisées dans les notes de la figure 4.5.

Selon des estimations contrefactuelles propres à chaque pays, le revenu par habitant de la République arabe syrienne par rapport à l'économie de référence aurait pu être presque deux fois supérieur au niveau réel enregistré sept ans après le début de la guerre civile syrienne en 2011. Pour la République du Yémen, selon les estimations, à la fin de la période analysée, le revenu par habitant par rapport à l'économie de référence aurait pu être trois fois supérieur, n'eût été la crise yéménite qui a éclaté en 2011. En Algérie, s'il n'y avait pas eu de guerre civile en 1992, le revenu par habitant aurait été supérieur de 17 % et il aurait été de 27 % plus élevé en Irak s'il n'y avait pas eu de guerre en 2003 (figure 4.5). Pour la Cisjordanie et Gaza, le revenu par habitant par rapport à l'économie de référence aurait été supérieur de 15 % s'il n'y avait pas eu de conflit en 2001. Compte tenu des destructions très importantes causées par le conflit en cours au Moyen-Orient, donc Gaza constitue l'épicentre, les pertes économiques risquent d'être beaucoup plus graves.

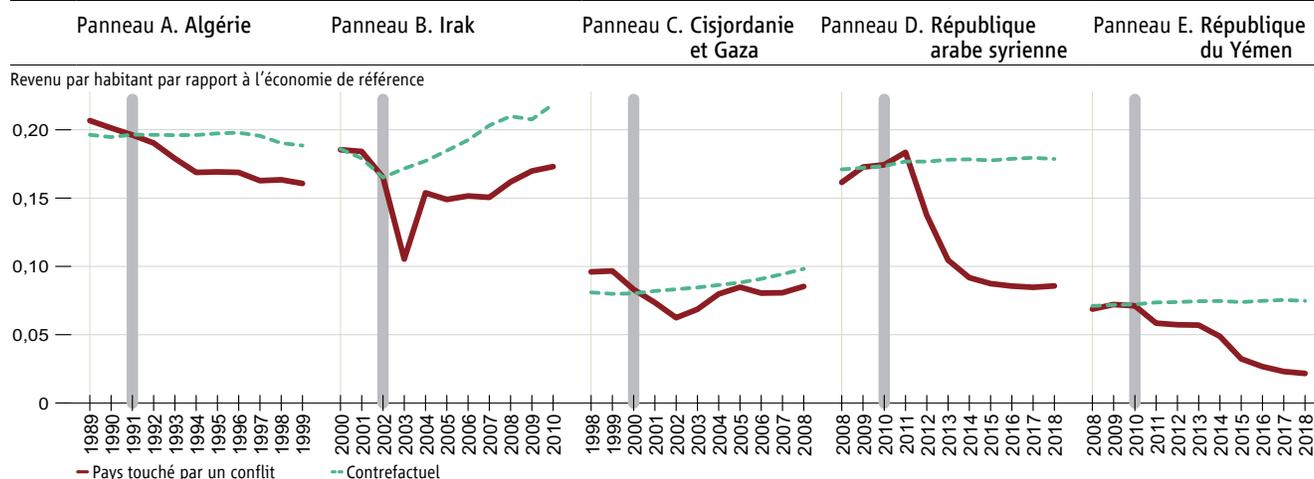
Il est particulièrement difficile d'évaluer ce qu'auraient été les niveaux de vie dans les pays de la région MENA en proie à des conflits s'ils n'avaient pas connu ces conflits. Pour déterminer ces niveaux de vie « hypothétiques », il faut un exercice contrefactuel qui utilise une méthode de contrôle synthétique mise au point par Abadie et Gardeazabal (2003). Cette approche réunit un groupe de pays (appelés pays témoins synthétiques) assez similaires au pays en conflit avant la crise. Elle détermine ensuite un niveau de vie contrefactuel pour le pays en conflit sur la base de la moyenne pondérée des niveaux de vie dans les pays témoins qui n'ont pas connu de conflit pendant la période considérée. Les similitudes sont établies à partir d'un ensemble de caractéristiques observables avant le conflit, telles que les taux de croissance du PIB pour les trois années précédant le conflit, et le PIB par habitant, l'ouverture commerciale, les ratios d'investissement et l'exposition initiale aux détériorations des termes de l'échange dans l'année précédant le conflit. L'encadré 4.1 décrit de façon détaillée la méthodologie utilisée pour estimer les niveaux de vie dans la région MENA en l'absence de conflits.

³³ Dans cette analyse, les États-Unis sont considérés comme l'économie de référence.

³⁴ L'estimation contrefactuelle de 45 % est la même, qu'on utilise le revenu par habitant ou le revenu par habitant par rapport à l'économie de référence.

³⁵ Dans le même ordre d'idées, les *Perspectives économiques régionales* d'avril 2024 du FMI indiquent que la région MENA porte des marques plus importantes et plus durables liées au déclenchement de conflits que le reste du monde (FMI, 2024). Plus précisément, dans toute économie mondiale, le début d'un conflit très intense entraîne une baisse d'environ 2,5 % du PIB réel par habitant pendant les premières années, mais cet effet s'estompe après cinq ans. Cependant, les pays du Moyen-Orient et de l'Asie centrale enregistrent tous une baisse similaire de 2 % de la production par habitant au cours de la première année, mais les effets s'amplifient avec le temps, entraînant un recul de plus de 13 % du PIB par habitant neuf ans après le choc initial (FMI, 2024).

Figure 4.5. Estimations contrefactuelles du revenu par habitant par rapport à la référence autour de certains conflits.



Source : Fonds monétaire international, *Ensemble de données sur les investissements et le stock de capital* (ICSD). Penn World Table 10.01. Ensemble de données géoréférencées sur les événements (UCDP) du Programme de données sur les conflits d'Uppsala. Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde* (WDI) et calculs des services de la Banque mondiale.

Note : Pour indiquer ce que serait le niveau de vie dans un pays en conflit s'il n'y avait pas de conflit, les économistes construisent un groupe de pays très similaires au pays en conflit avant la crise pour que, pris ensemble, leurs niveaux de vie puissent raisonnablement représenter ce qui se serait passé dans le pays en conflit. Ces groupes témoin dits synthétiques sont basés sur une moyenne pondérée de cinq variables. Voir l'encadré 4,1.

Dans les panneaux A et E, les pondérations sont choisies pour correspondre aux cinq variables suivantes : 1) les taux de croissance trois ans avant le conflit ; 2 à 5) au cours de l'année précédant le conflit, le revenu par habitant par rapport à la référence ; l'ouverture commerciale ; l'exposition aux détériorations des termes de l'échange ; et la part de l'investissement dans le PIB. Compte tenu de la disponibilité des données, le panneau B exclut l'exposition aux détériorations des termes de l'échange, le panneau C exclut l'exposition aux détériorations des termes de l'échange et la part de l'investissement dans le PIB, et le panneau D exclut la part de l'investissement dans le PIB. Pour l'Algérie, les principaux pays du groupe témoin synthétique sont : le Cameroun (0,33), la Thaïlande (0,13), les États-Unis (0,09), la Jordanie (0,06), la Chine (0,03) et la Malaisie (0,03). Pour l'Irak, les pays du groupe témoin synthétique sont les suivants : Eswatini (0,43), Argentine (0,36), Guinée-Bissau (0,19) et Tadjikistan (0,02). Pour la Cisjordanie et Gaza, les principaux pays du groupe témoin synthétique sont : le Cambodge (0,42), le Venezuela (0,17), Moldova (0,07) et le Mozambique (0,05). Pour la République arabe syrienne, les principaux pays du groupe témoin synthétique sont : le Bangladesh (0,17), le Burundi (0,06), le Niger (0,02), l'Ouganda (0,02) et le Mozambique (0,02). Pour la République du Yémen, les principaux pays du groupe témoin synthétique sont les suivants : Guinée (0,27), Burundi (0,23), Mozambique (0,12), Haïti (0,06) et Guinée-Bissau (0,02).

Encadré 4.1. Méthodologie utilisée pour construire des scénarios contrefactuels faisant abstraction des conflits.

Pour déterminer l'effet d'un conflit sur le niveau de vie d'un pays (PIB par habitant), il est nécessaire de créer un scénario hypothétique. En d'autres termes, se demander quel aurait été le PIB par habitant d'un pays s'il n'y avait pas eu de conflit. Les économistes tentent de répondre à cette question en définissant un groupe de pays (appelé groupe témoin synthétique) très similaires au pays en conflit avant la crise, dont les niveaux de vie, pris ensemble, pourraient raisonnablement représenter ce qu'il serait advenu dans le pays en conflit, n'eût été les combats.

Le Programme de données sur les conflits d'Uppsala permet de répertorier les principaux épisodes de conflit survenus depuis les années 1990 dans les pays de la région MENA. Les épisodes de conflit retenus sont énumérés dans le tableau B4.1.1. Les scénarios contrefactuels pour les pays sélectionnés sont élaborés à l'aide de la méthode de contrôle synthétique, qui nécessite la création d'un groupe témoin synthétique pour chaque pays touché par un conflit (appelé pays traité) dans notre échantillon de pays sélectionnés. Le groupe témoin synthétique est constitué d'une moyenne pondérée des pays témoins synthétiques, c'est-à-dire des pays qui n'ont pas été le théâtre de conflits majeurs au cours de la période couverte par l'analyse. Tout pays traité au cours d'une année quelconque pendant la période d'analyse est exclu de l'échantillon des pays témoins retenus.

La méthode de contrôle synthétique repose sur le postulat qu'un groupe témoin synthétique — qui correspond au pays traité sur la base d'éléments observables au cours de la période précédant le début du conflit — peut donner des résultats proches de ce qui se serait passé dans le pays touché par le conflit s'il n'y avait pas eu de conflit. Les variables utilisées pour établir les pondérations pour les pays du groupe témoin synthétique sont : le taux de croissance au cours des trois années précédant le déclenchement du conflit ; et, pour l'année précédant le conflit, le niveau du produit intérieur brut par habitant par rapport à l'économie de référence, le niveau d'ouverture commerciale de l'économie, la variation d'une année sur l'autre de l'indice des termes de l'échange des marchandises nets (rapport entre l'indice des prix à l'exportation et l'indice des prix à l'importation), tout comme la part de l'investissement rapportée au PIB.

(suite à la page suivante)

Encadré 4.1 suite

Ensuite, le résultat contrefactuel recherché (revenu par habitant) est calculé comme une moyenne pondérée du revenu par habitant dans les pays témoins. La différence entre la moyenne pondérée du revenu par habitant du groupe témoin synthétique et celle du pays en conflit peut être interprétée comme l'effet du conflit sur le pays. L'hypothèse sous-jacente est que, en l'absence de conflit, le pays traité et le groupe témoin synthétique auraient enregistré des résultats analogues. En d'autres termes, les disparités entre le pays traité et le groupe témoin synthétique peuvent être imputées au conflit.

L'analyse est réalisée en deux étapes. Premièrement, des estimations contrefactuelles sont produites pour les pays sélectionnés dans le tableau B4.1.1. Ensuite, pour chaque pays étudié, le groupe témoin synthétique est sélectionné sur la base de la correspondance de l'ensemble des éléments observables énumérés plus haut sur une même période. Pour estimer les effets globaux pour la région MENA, la date de début du conflit (pour tous les événements liés au conflit) est fixée à zéro, ce qui permet d'examiner l'effet moyen d'un conflit trois années avant son déclenchement et jusqu'à sept années après.

La méthode a d'abord été développée par Abadie et Gardeazabal (2003), puis approfondie dans Abadie, Diamond et Hainmueller (2010, 2015). Des approches similaires ont aussi été utilisées par le FMI (2019) pour examiner les effets des conflits en Afrique subsaharienne et par la Banque mondiale (2020a) pour étudier les effets régionaux du conflit en République arabe syrienne. L'une des limites de cette approche est qu'elle ne tient pas compte des chocs spécifiques à la région qui peuvent avoir touché les pays de la région MENA en proie à un conflit, mais pas les pays du groupe témoin synthétique. Par conséquent, les effets observés dans la région MENA pourraient être influencés par des chocs spécifiques à la région que n'aurait pas subis le groupe témoin synthétique.

Tableau B4.1.1. Quelques épisodes de conflit inclus dans l'analyse.

Pays	Année de début	Description de l'événement
Algérie	1992	Janvier 1992, guerre civile algérienne.
Irak	2003	Mars 2003, guerre en Irak.
Cisjordanie et Gaza	2001	Septembre 2001, deuxième Intifada.
République arabe syrienne	2011	Mars 2011, guerre civile syrienne.
République du Yémen	2011	Janvier 2011, début de la révolution yéménite.

Notes : Ces épisodes de conflit sont recensés en fonction de la gravité du conflit ces années-là. Pour chaque paire pays-année, le conflit a généré des décès liés aux guerres, en pourcentage de la population, au-dessus du 75^e centile de la population mondiale (33 décès par million d'habitants). L'Algérie constitue la seule exception, car elle a été classée dans le 50^e centile de la distribution mondiale en 1992 (utilisée comme début du conflit) et a atteint le 75^e centile de la distribution mondiale en 1994. En République du Yémen, le soulèvement qui a débuté en janvier 2011 a dégénéré en une guerre civile en 2014.

Les conflits se soldent par des pertes de capital humain, l'accroissement de l'insécurité alimentaire, la perturbation des chaînes d'approvisionnement et la baisse des investissements

Les répercussions négatives des conflits sur les économies régionales sont nombreuses. Il s'agit notamment de la destruction du capital physique, la perturbation des chaînes d'approvisionnement et la désorganisation économique. Les conflits entraînent également une hausse des coûts de financement et la baisse des niveaux d'investissement. Ils entraînent en outre une érosion profonde du capital humain et peuvent induire une augmentation de l'insécurité alimentaire, accroissant ainsi le risque de famine.

Dans la région MENA, les niveaux élevés de risque-pays vont au-delà de l'escalade de la violence et de la montée de l'instabilité politique. Le panneau A de la figure 4.6 montre la moyenne de l'indice de risque-pays entre janvier 2015 et mai 2024 pour chaque pays de la région MENA par rapport à l'économie de référence. Cet indice du risque-pays couvre non seulement le risque politique (y compris les conflits internes et externes), mais aussi le risque financier et économique en fonction d'indicateurs tels que le solde budgétaire de l'administration centrale, le compte courant et la dette³⁶.

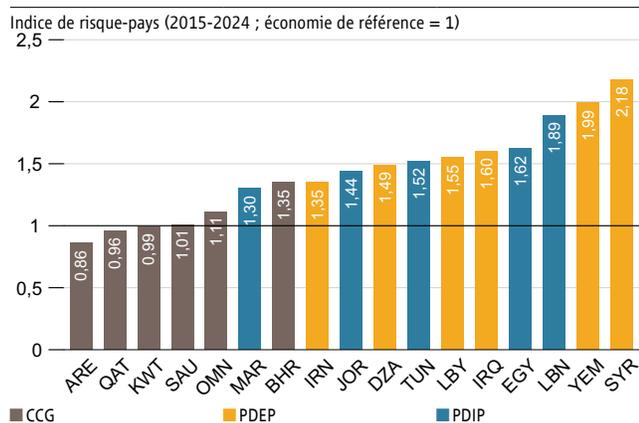
³⁶ Le risque composite est calculé comme la somme du risque politique (100 points maximum), du risque financier (50 points maximum) et du risque économique (50 points maximum). Le total des points des trois indices est multiplié par 0,5 pour obtenir les pondérations aux fins d'inclusion dans l'évaluation du risque composite que présentent les pays.

La figure montre que les pays du CCG, à l'exception de Bahreïn, affichent un niveau de risque composite relatif analogue ou inférieur à celui de l'économie de référence. En revanche, les autres pays de la région MENA présentent un risque composite relatif supérieur d'au moins 30 % à celui de l'économie de référence. Le Liban, la République du Yémen et la République arabe syrienne comptent parmi les pays les plus risqués dans le monde ; en effet, leur niveau de risque composite relatif est supérieur de plus de 80 % à celui de l'économie de référence. Le principal facteur est le risque politique, qui est élevé.

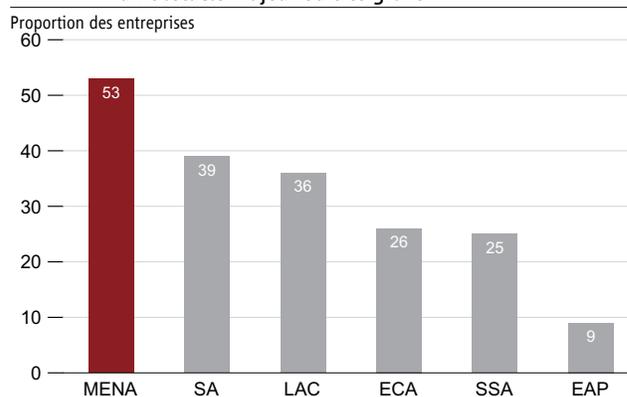
Au-delà des effets dévastateurs des conflits sur la vie humaine et sur l'économie de la région, le risque-pays élevé nuit aux processus de production. Brancati et al. (2024) analysent l'incidence des conflits sur les résultats des entreprises partout dans le monde, en utilisant des données géoréférencées de 90 pays entre 2006 et 2019, ainsi que des données géospatiales sur les violences politiques. Ils constatent qu'une plus grande exposition aux conflits — mesurée par le nombre d'événements survenant à proximité de l'entreprise — réduit à la fois les ventes et les dépenses en facteurs de production. Les ventes diminuent à cause de la réduction de la disponibilité des matières premières et des intrants intermédiaires nationaux et importés induite par le conflit, ainsi que de la hausse de la concurrence informelle. Les entreprises réagissent à la diminution des ventes en réduisant les frais de personnel — par la baisse du salaire moyen grâce à un recours accru à des travailleurs non qualifiés — et en diminuant les dépenses consacrées à d'autres ressources destinées à la production. Le panneau B de la figure 4.6 montre le pourcentage d'entreprises qui considèrent l'instabilité politique comme un frein majeur ou grave à leurs activités. La région MENA affiche le pourcentage le plus élevé (53 %), suivie par l'Asie du Sud (39 %). C'est dans la région Asie de l'Est et Pacifique que l'on trouve le pourcentage le plus bas, 9 % seulement des entreprises citant l'instabilité politique comme un obstacle majeur ou grave à leurs activités.

Figure 4.6. Note du risque composite dans la région MENA et part des entreprises confrontées à l'instabilité politique.

Panneau A. Les pays de la région MENA présentent des niveaux de risque élevés



Panneau B. Un pourcentage disproportionné d'entreprises de la région MENA considère l'instabilité politique comme un obstacle majeur ou très grave



Source : Calculs des services de la Banque mondiale, à partir des données de l'*International Country Risk Guide* (panneau A) et des enquêtes de la Banque mondiale auprès des entreprises (panneau B).
 Note : Panneau A. La note du risque composite a été ajustée en soustrayant chaque note de risque-pays mensuelle de 100. La cote de risque de chaque pays a ensuite été divisée par la cote de risque des États-Unis pour calculer la cote de risque relative. La moyenne du risque relatif pour la période 2015-2024 a ensuite été calculée pour chaque pays. Le panneau B montre les résultats d'une analyse de régression sur la part des entreprises qui considèrent l'instabilité politique comme un obstacle majeur ou grave — en utilisant l'année, la région et une économie avancée en guise de variable muette comme facteurs prédictifs. Les marges pour chaque région ont été calculées et sont présentées dans le graphique en barres. La région MENA = Djibouti, Irak, Jordanie, Liban, Maroc, Malte, Cisjordanie et Gaza, Arabie saoudite, Tunisie, République arabe d'Égypte et République du Yémen. Les données portent sur la période 2006-2023.

En plus d'avoir un effet à court terme sur la croissance comme indiqué dans la section précédente (Ahir et al., 2022, Fan et al., 2024), un niveau très élevé de risque-pays pourrait également agir sur les niveaux de vie à long terme. L'augmentation du risque pourrait faire grimper le coût du financement, car les investisseurs voudront une compensation pour l'incertitude. En outre, lorsque le risque et l'incertitude sont élevés, les entreprises peuvent choisir de différer leurs décisions d'investissement ou de recrutement pour éviter des erreurs qui leur coûteraient cher et les consommateurs peuvent également retarder l'achat de biens durables tels que les logements ou les voitures (Bloom, 2014). Récemment, de Roux et Martinez (2023) ont mis en évidence une hausse des crédits pour des projets d'investissement à long terme après la cessation officielle du conflit en Colombie en 2016, ce qui traduit une reprise des décisions d'investissement qui avaient été retardées à cause du niveau élevé d'incertitude. Caladra et Iacoviello (2022) montrent également qu'un risque géopolitique plus élevé laisse présager une baisse de l'investissement et de l'emploi et est associé à une probabilité de catastrophe plus élevée, de même qu'à des risques de dégradation plus importants.

Se relever des dommages économiques causés par un conflit, en particulier, pourrait prendre du temps. Ilut, Kherig et Schnider (2018) montrent que les entreprises réagissent davantage aux chocs négatifs qu'aux chocs positifs, ce qui pourrait ralentir la reprise de l'emploi et de l'investissement. Mueller et Tobias (2016) révèlent que même six années après la fin d'une guerre civile, le PIB par habitant est inférieur de 15 points de pourcentage en moyenne. Les conflits armés détruisent le capital social (Korovkin et Makarin, 2023), perturbant les réseaux du commerce international, dont la reconstruction peut prendre du temps.

Enfin, l'instabilité et les conflits ont des incidences multiformes sur le capital humain. Ils influent sur les taux d'instruction et poussent les personnes qualifiées à partir, ce qui a des effets d'entraînement sur la croissance à long terme. Brown et Velasquez (2017) décrivent une réduction du nombre d'années d'études chez les jeunes adultes exposés à une violence grandissante au niveau local du fait des difficultés financières de plus en plus importantes dans les ménages. Dans le même ordre d'idées, Bruck, Di Maio et Miaari (2019) constatent que le conflit israélo-palestinien de 2000-2006 a eu pour effet en Cisjordanie de réduire les chances qu'un(e) étudiant(e) réussisse un examen final, obtienne une bonne note totale aux tests et soit admis(e) dans une université. Ces effets négatifs sur l'éducation étaient dus à la fois à la destruction des infrastructures scolaires et à la détérioration du bien-être psychologique des élèves induites par le conflit.

Les effets dévastateurs de l'escalade des conflits sur le capital humain peuvent être exacerbés par la montée de l'insécurité alimentaire et l'accroissement des risques de famine. Les 19 pays du monde répertoriés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en 2017 comme étant en proie à une crise alimentaire prolongée étaient aussi en situation de conflit et de violence (Holleman et al., 2017). En outre, 60 % des 815 millions de personnes souffrant de malnutrition vivaient dans des pays en proie à des conflits, à la violence et à la fragilité, tandis que 79 % des enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance vivaient dans des pays touchés par un conflit (FAO et al., 2017). Des études empiriques ont également systématiquement confirmé que l'insécurité alimentaire est amplifiée pendant les conflits. Selon Muriuki et al. (2023), l'exposition à des conflits violents a réduit en moyenne le score de la consommation alimentaire de 16 % dans deux pays d'Afrique subsaharienne, à savoir le Malawi et l'Éthiopie. Akresh et al. (2011) ont par ailleurs constaté qu'au lendemain de la guerre civile rwandaise, les garçons et les filles nés dans les régions touchées couraient un plus grand risque de retard de croissance. George et al. (2020) ont souligné que l'intensification des conflits due aux attaques de Boko Haram au Nigéria avait poussé les ménages à dépendre plus fréquemment des sources alimentaires les moins préférées, à moins varier les aliments consommés et à réduire la taille des portions lors des repas.

La paix est une condition préalable au développement économique

La paix est un facteur indispensable d'un développement économique durable. Les conflits donnent lieu à ce qu'on peut appeler à juste titre du « développement à l'envers » (Collier et al., 2003), car la persistance d'un conflit peut réduire à néant des décennies d'avancées vers le développement durable.

En fin de compte, paix et développement durable sont influencés l'un par l'autre, de sorte que les efforts de reconstruction doivent favoriser un développement durable à long terme. Deux principes de consolidation de la paix et de reconstruction pourraient être appliqués aux pays de la région MENA qui s'engagent sur la voie du redressement après un conflit. Premièrement, *le redressement passe nécessairement par la résolution des griefs sous-jacents qui pourraient, dans le cas contraire, conduire à des cycles durables de violence ou au « piège des conflits »*. Le modèle de reconstruction traditionnel, qui prévoit généralement un gouvernement central stable comme maillon essentiel de la mise en œuvre d'une approche descendante de la reconstruction, peut ne pas suffire à garantir une paix durable dans les scénarios des conflits actuels. Ces approches devraient être complétées par des initiatives ascendantes impulsées par les populations à la base, afin d'accroître les chances de paix durable. La reconstruction de l'Irak après la guerre de 2003 en est une parfaite illustration. Après la guerre, près de 60 milliards de dollars ont été investis dans les efforts de reconstruction, principalement dans le secteur pétrolier, qui n'employait que 1 % à 2 % de la population active en Irak. Une enquête anonyme en ligne réalisée en 2019 a révélé que 25 % des Irakiens interrogés considéraient le manque de possibilités d'emploi comme le principal obstacle à une transition plus efficace vers la paix (De Cosmo et al., 2022), ce qui souligne la nécessité d'une approche locale de la consolidation de la paix qui s'attaque aux problèmes fondamentaux posés par les populations (Hideki et al., 2019).

Deuxièmement, *les efforts de restauration d'une paix durable devraient concilier le besoin d'une stabilité immédiate et les initiatives à long terme devant conduire à une paix durable*. Les efforts de redressement à court terme devraient donc être complétés par des stratégies à long terme de développement durable. Les interventions visant à mettre un terme à la violence et à répondre aux besoins immédiats peuvent donner lieu à des solutions rapides, mais peuvent parfois compromettre la dynamique d'instauration d'une paix durable à long terme, qui, comme l'ont montré les expériences antérieures en matière de consolidation de la paix, peut prendre 30 à 50 ans et devrait porter essentiellement sur les principaux moteurs et les catalyseurs d'une paix durable. Par exemple, si des efforts de redressement immédiats comme l'aide humanitaire peuvent avoir des effets stabilisateurs à court terme, ils peuvent réduire l'empressement de l'État à mettre en place ses propres systèmes de services, ce qui pourrait entraver le développement de ces institutions et exacerber les problèmes structurels qui sous-tendent les conflits à long terme (De Cosmo et al., 2022).

La reprise après un conflit peut parfois favoriser une croissance économique rapide, comme on l'a vu lors de la reconstruction de l'Europe après la Deuxième Guerre mondiale (voir encadré 4.2). Pour soutenir une telle croissance et assurer la reprise à court terme ainsi que la transformation économique à plus long terme, il est indispensable de rétablir la confiance, de promouvoir l'équité entre les genres, de renforcer le capital humain et de lutter contre la fragilité. Le chapitre V du présent rapport examine la croissance à long terme dans la région MENA, analyse les raisons, autres que les conflits, pour lesquelles la région est à la traîne par rapport à des pays comparables à l'échelle mondiale, et propose des interventions publiques prioritaires qui contribueraient à doper la croissance et à améliorer les niveaux de vie.

Encadré 4.2 Le paradoxe de l'extraordinaire reprise de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale.

Le redressement après un conflit peut parfois stimuler une croissance économique rapide. Ce fut le cas en Europe après la Deuxième Guerre mondiale. Le quart de siècle qui a suivi la fin de la guerre a été marqué par une expansion économique et des progrès sociaux extraordinaires à travers le continent (Vonyó, 2020).

La Seconde Guerre mondiale a fait environ 60 millions de victimes dans le monde et déplacé des dizaines de millions de personnes (Weinberg, 2005). Malgré les nombreuses destructions physiques causées par les combats et les bombardements aériens, l'Europe est sortie de la guerre plus prospère que jamais. Cela cadre avec les prédictions du modèle de croissance de Solow, qui postule qu'un faible stock de capital physique est corrélé à des rendements du capital plus élevés, stimulant ainsi l'accumulation de capital et la croissance économique (Mankiw et al., 1992). La croissance démographique et les migrations massives de l'après-guerre ont compensé les pertes subies pendant la guerre. Les usines et les équipements industriels ont survécu à la guerre, malgré les énormes dégâts matériels. En Allemagne et en Italie, les deux principales cibles des bombardements stratégiques des Alliés, le capital fixe industriel a augmenté de 20 % et de 30 %, respectivement, entre 1937 et 1945 (Vonyó, 2020). Par ailleurs, dans la période de l'après-guerre, les blocages dans la production industrielle dus à la démolition des infrastructures de transport ont été rapidement résolus par l'intense mobilisation de la population active propre à ce temps guerre.

La participation des États-Unis à la reconstruction grâce au Plan Marshall a, au demeurant, été primordiale pour la restauration du commerce et de la coopération en Europe. L'aide des États-Unis a permis aux pays bénéficiaires de remédier aux pénuries de matières premières et d'investir dans des secteurs qui connaissaient des blocages, en échange de la libéralisation du commerce, du rétablissement des systèmes de libre concurrence et de l'élimination des contrôles et des rationnements imposés en temps de guerre. Enfin, le soutien apporté par les Alliés à la relance de l'économie allemande a été décisif pour la reconstruction européenne. L'Allemagne de l'Ouest était à elle seule le plus grand marché du continent et le premier exportateur de biens d'équipement (Vonyó, 2020). Ces bases solides de la reprise économique en Europe de l'Ouest, combinées à l'aide décisive fournie par les Alliés, sont des facteurs cruciaux qui expliquent la prospérité atypique qu'a connue l'Europe de l'après-guerre.

CHAPITRE 5. STIMULER LA CROISSANCE AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD

Principales conclusions

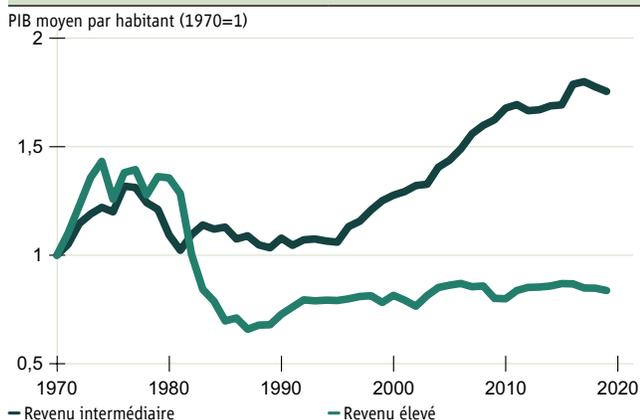
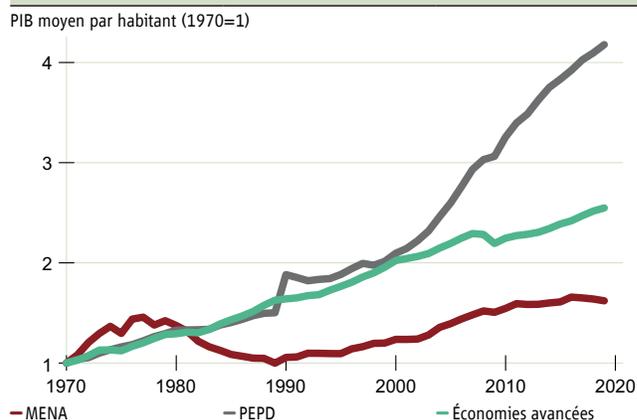
- La croissance du revenu par habitant dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) s'est ralentie pour les pays importateurs de pétrole au cours des dix dernières années et elle est instable pour les exportateurs de pétrole.
- Il est important d'augmenter les taux d'emploi et d'améliorer la productivité globale pour stimuler la croissance dans la région.
- Comblent l'écart entre les hommes et les femmes en matière d'emploi accroîtrait le revenu par habitant d'environ 50 % dans l'économie type de la région MENA, mais les gains seraient plus importants si les travailleurs continuaient de s'instruire.
- Transformer le rôle et la taille de l'État améliorerait l'affectation des ressources, ce qui se traduirait par des gains substantiels de productivité globale.
- Exploiter les technologies et les idées d'avant-garde grâce à l'intensification des échanges internationaux permettrait également d'accroître la productivité globale.

Revenu par habitant dans la région MENA entre 1970 et 2019

Entre 1970 et 2019, le PIB réel global de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) a été multiplié par 5,6. Il existe toutefois des différences entre les pays de la région. Dans les pays à revenu intermédiaire, le PIB réel global a été multiplié par 5,2 (le taux de croissance annuel moyen est de 3,4 %) ; dans les pays à revenu élevé (économies du Conseil de coopération du Golfe ou CCG), il a été multiplié par 6,1 (le taux de croissance annuel moyen est de 3,7 %)³⁷.

Comme indiqué au chapitre 2, le PIB par habitant est une meilleure mesure du bien-être. Les revenus par habitant dans les pays du CCG étaient inférieurs de 16 % en 2019 à leur niveau de 1970 (figure 5.1). En revanche, le revenu par habitant dans les pays à revenu intermédiaire de la MENA a augmenté de 76 % de façon constante. La moyenne pour la région s'est accrue de 62 % depuis 1970, bien moins, cependant, que dans les pays émergents et pays en développement (PEPD) où elle a été multipliée par quatre et dans les économies avancées où elle a doublé (figure 5.2). Les changements démographiques dans la région permettent de comprendre ces tendances du PIB réel par habitant. Entre 1970 et 2019, la population a été multipliée par 3,4 dans la région, par 2,9 dans les pays à revenu intermédiaire (taux de croissance annuel moyen de 2,2 %) et par 7,3 dans les États du CCG (taux de croissance annuel moyen de 4,1 %). L'importante transformation démographique dans le CCG a agi sur les tendances du revenu par habitant. La forte augmentation de la population dans les pays du CCG au cours de ces 50 années est attribuable à la migration, le nombre de migrants étant passé de 241 000 en 1960 à plus de 30 millions en 2020 (Banque mondiale, 2023a). La migration s'est fortement accélérée à partir des années 1970, essentiellement en raison du boom pétrolier. Les gouvernements ont conclu des accords contractuels avec divers pays d'origine dans le but d'attirer un grand nombre de travailleurs migrants temporaires. En 2020, les migrants représentaient plus de 80 % de la population au Qatar et 90 % aux Émirats arabes unis.

³⁷ S'agissant des pays de la région MENA, la Banque mondiale classe en 2022 Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis parmi les pays à revenu élevé ; l'Algérie, Djibouti, la République arabe d'Égypte, la République islamique d'Iran, l'Irak, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Tunisie, la Cisjordanie et Gaza parmi les pays à revenu intermédiaire ; et la République arabe syrienne et la République du Yémen parmi les pays à faible revenu. Faute de données sur la République du Yémen pour les années 1970, les moyennes pour les pays à faible revenu sont exclues.

Figure 5.1. Revenu par habitant dans les groupes de revenus de la région MENA, 1970-2019.**Figure 5.2.** Revenu par habitant dans la région MENA, les PEPD et les économies avancées, 1970-2019.

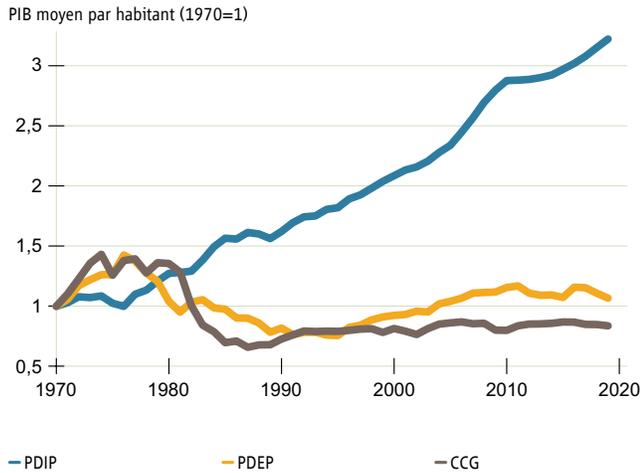
Source : Calculs des services de la Banque mondiale à partir des données de Penn World Table 10.01.

Note : La série chronologique du PIB global pour chaque pays est le taux de croissance du PIB réel aux prix nationaux constants (2017) appliqué au niveau du PIB réel du côté des dépenses en parités de pouvoir d'achat chaînées en 2017. Le PIB global est ensuite divisé par la population. Figure 5.1 : Pays à revenu élevé = Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Émirats arabes unis. Pays à revenu intermédiaire = Algérie, Djibouti, République arabe d'Égypte, République islamique d'Irak, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie, Cisjordanie et Gaza. Figure 5.2, MENA = Moyen-Orient et Afrique du Nord (Algérie, Bahreïn, Djibouti, République arabe d'Égypte, République islamique d'Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Maroc, Oman, Qatar, Arabie saoudite, République arabe syrienne, Tunisie, Émirats arabes unis, Cisjordanie et Gaza, République du Yémen).

Pour les pays exportateurs de pétrole, les variations des prix du pétrole ont une grande importance, et de nombreuses fluctuations ont été enregistrées entre 1970 et 2019. Pendant la flambée des prix du pétrole des années 1970, le revenu par habitant a augmenté dans les pays en développement exportateurs de pétrole (Algérie, République islamique d'Irak, République arabe syrienne, République du Yémen) et dans les pays du CCG (Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Émirats arabes unis), comme le montre la figure 5.3. Entre 1970 et 2019, les pays en développement exportateurs de pétrole ont enregistré un taux de croissance annuel moyen du revenu par habitant de 0,13 %. Dans les pays du CCG, le taux de croissance annuel moyen était de -0,36 %, ce qui, comme expliqué plus haut, est imputable aux importants flux migratoires qui ont entraîné un accroissement démographique plus rapide que l'accroissement du PIB global. En revanche, dans les pays importateurs de pétrole de la région MENA (Djibouti, République arabe d'Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie, Cisjordanie et Gaza), la croissance du revenu par habitant a été en moyenne de 2,4 % par an.

Au cours de la même période, le PIB réel global des pays en développement exportateurs de pétrole a augmenté à un taux annuel moyen de 2,7 %. Dans les pays du CCG, le PIB a augmenté à un taux annuel de 3,7 %. Dans les pays importateurs de pétrole, il a augmenté à un taux annuel de 4,5 %. Cette croissance du PIB global est inférieure à celle d'une région comparable comme l'Asie de l'Est et le Pacifique (EAP). Le PIB a augmenté à un taux annuel moyen de 3,5 % dans la région MENA, contre 4,8 % dans la région EAP. Singapour, la Malaisie et la Corée du Sud, en particulier, ont affiché un taux de croissance annuel moyen de plus de 6 % (6,5, 6,3 et 6,6, respectivement). L'Indonésie et le Viet Nam ont enregistré un taux de croissance annuel moyen de 5,7 et 5,8 % respectivement. L'accroissement démographique diffère également entre les deux régions. La population de la MENA a connu un accroissement annuel moyen de 2,5 %, soit plus du double du taux de la région EAP (1,2 %). De même, la croissance du revenu par habitant a été plus élevée dans la région EAP que dans la MENA. Au cours des 50 dernières années, la région EAP a enregistré une croissance annuelle moyenne de 3,5 % du revenu par habitant, contre 1 % pour la MENA. Le revenu par habitant a augmenté à un taux annuel moyen de 4,2 % au Viet Nam, de 4,4 % à Singapour et de 5,7 % en Corée du Sud. Dans les PEPD médians, au cours de la même période, le revenu par habitant a augmenté à un taux annuel moyen de 4,5 %.

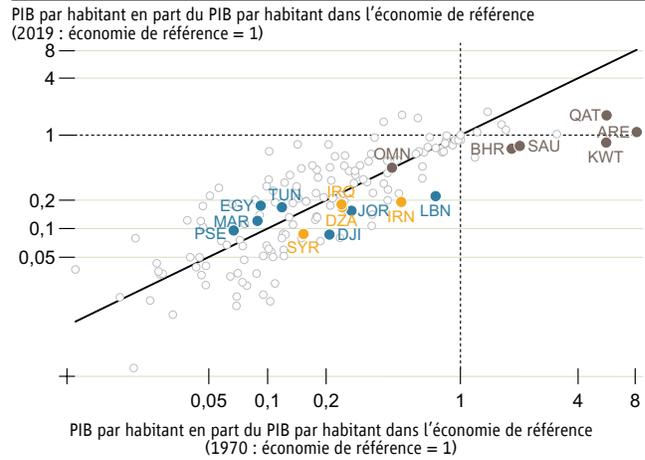
Figure 5.3. Au cours des 50 dernières années, le revenu par habitant des pays importateurs de pétrole de la région MENA a plus que triplé...



Source : Calculs des services de la Banque mondiale à partir des données de Penn World Table 10.01.

Note : PDIP = pays en développement importateurs de pétrole (Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie, Cisjordanie et Gaza). PDEP = pays en développement exportateurs de pétrole (Algérie, Iran, Irak, Syrie et Yémen). CCG = Conseil de coopération du Golfe (Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie saoudite et Émirats arabes unis). DZA = Algérie. BHR = Bahreïn. DJI = Djibouti. EGY = République arabe d'Égypte. IRQ = Irak. IRN = République islamique d'Iran. JOR = Jordanie. KWT = Koweït. LBN = Liban. MAR = Maroc. OMN = Oman. QAT = Qatar. SAU = Arabie saoudite. SYR = République arabe syrienne. TUN = Tunisie. YEM = République du Yémen. PSE = Cisjordanie et Gaza. ARE = Émirats arabes unis. Dans la figure 5.3, la série chronologique du PIB global pour chaque pays est obtenue en appliquant les taux de croissance tirés des comptes nationaux au niveau du PIB en parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2017 — le taux de croissance du PIB réel aux prix nationaux constants (2017) est appliqué au niveau du PIB réel du côté des dépenses en PPA chaînées de 2017, puis le PIB global est divisé par la population totale. Dans la figure 5.4, le PIB par habitant des deux années est une part du PIB par habitant des États-Unis. Les deux axes sont en échelle logarithmique. Des couleurs différentes sont utilisées pour les différents groupes de pays de la région MENA.

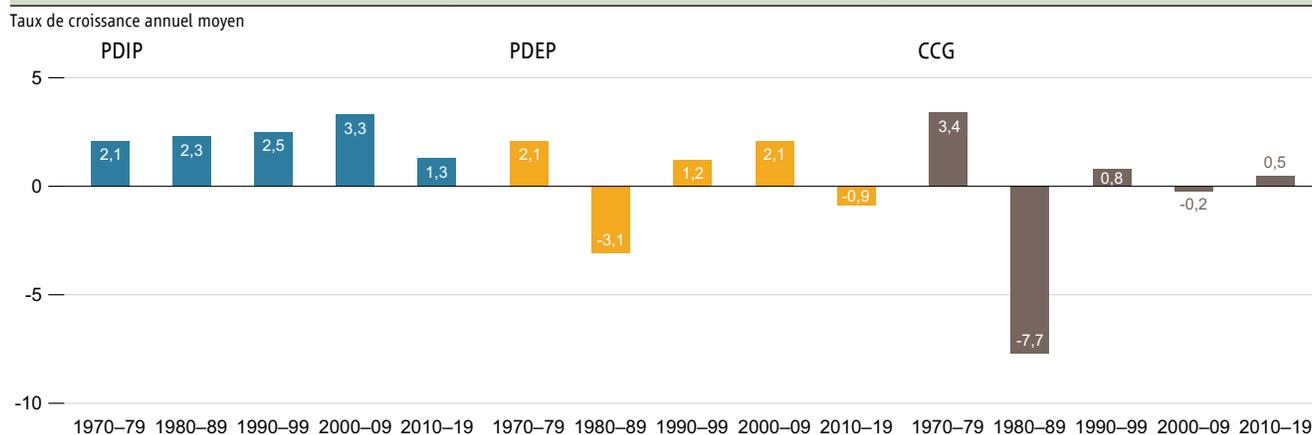
Figure 5.4. ...tandis que le revenu par habitant dans le reste des économies en développement de la région MENA s'est davantage éloigné de la valeur de référence.



La région MENA est loin des valeurs étalon en ce qui concerne les niveaux de vie. Les États-Unis, conformément à la littérature sur le développement, sont considérés comme l'économie de référence, c'est-à-dire le point de repère à atteindre en matière d'objectifs économiques comme le revenu par habitant, la consommation par habitant et la productivité. D'une part, les pays de la MENA importateurs de pétrole ont enregistré des améliorations considérables de leur revenu par habitant au cours des 50 dernières années. Entre 1970 et 2019, le PIB moyen par habitant de ces pays a plus que triplé (figure 5.3). Une évolution impulsée par les progrès réalisés en République arabe d'Égypte, en Tunisie, au Maroc, en Cisjordanie et Gaza (avant le conflit au Moyen-Orient, centré sur Gaza). Dans ces quatre économies, le revenu par habitant a augmenté à un taux moyen de 2,9 % par an au cours de ces 50 ans (2,5 % au Maroc ; 2,6 % en Tunisie et en Cisjordanie et Gaza ; 3,1 % en République arabe d'Égypte) et l'écart par rapport à la référence s'est réduit (figure 5.4). D'autre part, malgré ces améliorations notables, le PIB par habitant dans les pays affichant les meilleurs taux de croissance dans la région ne représente toujours en moyenne que 16 % du taux de l'économie de référence. De surcroît, dans le reste des économies en développement de la région MENA, le revenu par habitant a encore reculé par rapport au niveau de référence, en particulier au Liban et en République islamique d'Iran. Dans les pays du CCG, le revenu par habitant représentait en moyenne 80 % du niveau de référence en 2019, bien en deçà des 250 % par rapport à la référence que ces pays affichaient en 1970. Comme il a été souligné plus haut, les changements démographiques entraînés par des flux d'immigration importants expliquent en partie la détérioration du revenu moyen par habitant dans le CCG. La population des pays du Golfe était 7,3 fois plus importante en 2019 qu'en 1970, le nombre de migrants ayant dépassé les 30 millions, alors que le PIB global réel n'a été multiplié que par 6. En pourcentage du PIB global de l'économie de référence, le PIB global des économies du CCG est passé de 9 % en 1970 à 15 % en 2019.

Pour rattraper ne serait-ce que 50 % du niveau de référence actuel au cours des 30 prochaines années, le PIB par habitant des économies en développement de la région MENA devrait croître à un taux moyen de 3,8 % par an. Cependant, la croissance du revenu par habitant des importateurs de pétrole de la MENA a considérablement ralenti pour tomber à 1,3 % par an entre 2010 et 2019, contre 3,3 % la décennie précédente, tandis que la croissance dans les pays exportateurs de pétrole est très instable (figure 5.5). Décrypter les raisons du retard de la région est une première étape essentielle pour déterminer les mesures publiques prioritaires qui permettraient de stimuler la croissance et d'améliorer les niveaux de vie. Ce chapitre propose un diagnostic des inducteurs de croissance dans la région MENA s'appuyant sur un exercice de comptabilité du développement (Caselli, 2005 ; Hsieh et Klenow, 2010).

Figure 5.5. Dans les pays importateurs de pétrole, la croissance du revenu par habitant s’est considérablement ralentie ; dans les pays exportateurs de pétrole, la croissance est très instable.



Source : Calculs des services de la Banque mondiale à partir des données du *Penn World Table* 10.01.

Note : PDIP = pays en développement importateurs de pétrole (Djibouti, République arabe d’Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie, Cisjordanie et Gaza). PDEP = pays en développement exportateurs de pétrole (Algérie, République islamique d’Iran, Irak, République arabe syrienne et République du Yémen). CCG = Conseil de coopération du Golfe (Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie saoudite et Émirats arabes unis). Le graphique à barres présente les taux de croissance annuels moyens du revenu par habitant dans les trois groupes de pays de la région MENA, par décennie. Le PIB global de chaque pays est obtenu en appliquant les taux de croissance tirés des comptes nationaux au niveau du PIB en parité de pouvoir d’achat (PPA) de 2017 — le taux de croissance du PIB réel aux prix nationaux constants (2017) est appliqué au niveau du PIB réel du côté des dépenses en PPA chaînées de 2017. Le PIB par habitant de chaque groupe est la somme des PIB globaux des pays du groupe divisée par la somme de la population de chaque groupe.

Comptabilité du développement pour la région MENA

La comptabilité du développement peut contribuer à mettre en évidence ce qui *explique* l’écart entre les niveaux de revenus des différents pays — une étape importante pour comprendre les déterminants des niveaux de vie dans les pays de la région MENA. La comptabilité du développement décompose la distance par rapport au revenu par habitant de référence en différences de facteurs de production et de productivité (voir encadré 1) :



Le processus de comptabilité du développement commence par une équation (appelée fonction de production) dans laquelle la production (revenu par habitant) est déterminée par l’interaction du capital physique et du travail. La fonction de production est ensuite réorganisée de manière que le revenu par habitant puisse être décomposé en ratio capital physique/production, capital humain moyen par travailleur, ratio emploi/population et productivité globale. Chaque élément est ensuite mis à l’échelle (divisé) par les valeurs de l’économie de référence afin de déterminer dans quelle mesure l’écart de revenu par habitant est imputable aux disparités dans chaque composante individuelle.

La décomposition du développement est une approche comptable et non une analyse des rapports de causalité — et, en réalité, les facteurs de production ne sont pas indépendants les uns des autres, mais étroitement liés. Comparée à d’autres méthodes d’estimation de la productivité d’une économie (par exemple, Baqaee et Farhi, 2019), cette approche comptable est plus facile à utiliser, car elle analyse des données harmonisées, standardisées et comparables entre pays, compilées à partir des comptes nationaux, qui sont accessibles au public. Cela signifie toutefois qu’il est essentiel de disposer de données macroéconomiques de qualité comportant des mesures des différents facteurs de production (capital physique, emploi, capital humain) pour bien appliquer cette méthode d’analyse.

La comptabilité du développement nécessite des données comparables d’un pays à l’autre. Cette analyse de la région MENA est basée sur les données du *Penn World Table version* 10.01 (Feenstra et al., 2015). Pour mesurer le revenu par habitant, la décomposition du développement pour la région MENA utilise d’abord le PIB réel du côté de la production

Encadré 5.1. Comptabilité du développement.

La comptabilité du développement est un processus de décomposition et ses résultats ne doivent pas être interprétés sous le prisme de la causalité. La disponibilité et la qualité de mesures comparables des facteurs de production entre les pays sont essentielles dans cet exercice.

Comme dans Hsieh et Klenow (2010), le processus commence par une fonction de production Cobb-Douglas standard :

$$Y = AK^\alpha (hL)^{1-\alpha},$$

$$Y = A^{1-\alpha} \left(\frac{K}{Y}\right)^{\frac{\alpha}{1-\alpha}} hL,$$

où Y représente la production globale, A la productivité totale des facteurs, K le capital physique, h le capital humain par travailleur et L l'emploi. Le cadre s'appuie sur Solow (1957). En divisant par la population N , on obtient le résultat suivant :

$$\frac{Y}{N} = A^{1-\alpha} \left(\frac{K}{Y}\right)^{\frac{\alpha}{1-\alpha}} h \left(\frac{L}{N}\right),$$

$$y = Zk^\gamma hl.$$

où y est le PIB divisé par la population totale ; Z la productivité totale des facteurs pondérée par $1/(1-\alpha)$; k le ratio capital/production ; h le capital humain par travailleur ; et l le taux d'emploi.

Chaque composante est ensuite divisée par les valeurs de l'économie de référence :

$$\frac{y}{y'} = \left(\frac{Z}{Z'}\right) \left(\frac{k}{k'}\right)^\gamma \left(\frac{h}{h'}\right) \left(\frac{l}{l'}\right).$$

Les calculs supposent que $\alpha=1/3$ comme c'est la norme dans la littérature pertinente. Selon le *Penn World Table* 10.01, le PIB est mesuré par *cgdpo* ; la population totale est *pop* ; k est *cn* divisé par *cgdpo* ; h est *hc*, qui est le nombre moyen d'années de scolarisation multiplié par le rendement de l'éducation d'après le modèle de Mincer ; et l est le ratio du nombre de personnes engagées *emp* sur la population totale *pop*. Dans le cas du CCG, cette mesure inclut les ressortissants d'autres pays. Les valeurs sont celles de 2017.

La décomposition peut également être exprimée en termes de consommation par habitant, la consommation faisant partie du revenu :

$$\frac{c}{c'} = \frac{wy}{w'y'} = \left(\frac{w}{w'}\right) \left(\frac{Z}{Z'}\right) \left(\frac{k}{k'}\right)^\gamma \left(\frac{h}{h'}\right) \left(\frac{l}{l'}\right),$$

w étant la propension moyenne à consommer. La consommation tirée du *Penn World Table* est calculée en *cs_h_c*, la part de la consommation des ménages en PPA courantes, multipliée par le revenu par habitant.

La décomposition tenant compte des rentes provenant des ressources naturelles retire une part s_n du PIB par habitant :

$$\frac{y(1-s'_n)}{y'(1-s_n)} = \frac{Z}{Z'} \left(\frac{k}{k'}\right)^\gamma \left(\frac{h}{h'}\right) \left(\frac{l}{l'}\right).$$

aux parités de pouvoir d'achat (PPA) courantes en dollars de 2017, divisé par la population³⁸. Il est important de noter que dans le cas des pays du CCG, la population inclut les ressortissants d'autres pays. Pour le capital physique, le stock de capital aux PPA courantes en dollars de 2017 est utilisé. Le ratio emploi/population est le nombre de personnes actives divisé par la population totale (les deux incluant les ressortissants d'autres pays dans le cas des pays du CCG) ; le capital humain est un indice du nombre moyen d'années de scolarisation multiplié par un taux de rendement de l'éducation. Pour mesurer le niveau de vie, la comptabilité du développement utilise la consommation par habitant, comme indiqué plus en détail ci-après. Cette mesure désigne la part de la consommation des ménages dans le PIB réel du côté de la production, en PPA courantes, divisée par la population.

³⁸ Les PPA convertissent différentes monnaies en une monnaie commune et, au cours du processus de conversion, égalisent leur pouvoir d'achat en éliminant les différences de niveaux de prix des biens et services entre les économies. Elles indiquent, par rapport à une économie de base, le prix relatif d'un panier donné de biens et de services dans chacune des économies comparées (Banque mondiale, PCI 2021).

Le capital physique, le capital humain par travailleur et l'emploi (en proportion de la population, y compris les ressortissants d'autres pays dans les pays du CCG) sont mesurés directement. Mais la productivité globale (productivité totale des facteurs, ou PTF) est un résidu — c'est-à-dire la part restante ou inexpliquée des différences dans le revenu par habitant. Ce résidu rend compte de l'efficacité de l'utilisation des facteurs de production. Deux économies ayant des tailles de population similaires et des dotations globales tout aussi similaires en capital physique, en capital humain par travailleur et en emploi auraient des niveaux de revenu par habitant différents si l'une se montre moins efficace (a une PTF plus faible) dans l'utilisation des intrants disponibles. La PTF reflète également l'effet de la technologie, des connaissances des travailleurs et d'autres facteurs impossibles à mesurer sur les changements dans la production à long terme.

Bien que les résultats de la comptabilité du développement ne doivent pas être interprétés comme établissant des liens de causalité, le processus permet d'évaluer l'importance relative de chaque déterminant de la croissance dans les écarts par rapport au revenu par habitant de référence (Caselli, 2005 ; Hsieh et Klenow, 2010). Mettre ces disparités en lumière peut permettre de déterminer les mesures publiques pouvant être appliquées en priorité. Si, par exemple, les écarts dans le capital physique expliquent une grande partie des différences de revenu par habitant par rapport au niveau de référence, une mesure publique prioritaire pourrait être d'augmenter le taux d'investissement privé dans le capital physique. De même, si la faiblesse des ratios emploi/population explique une grande partie de l'écart dans les niveaux de vie par rapport aux valeurs de référence, des mesures visant à augmenter les taux de participation à la vie active pourraient être privilégiées pour améliorer les niveaux de vie. Il est important de noter que la disponibilité et la qualité de mesures comparables des facteurs de production entre les pays sont essentielles pour une bonne évaluation des différents déterminants de la croissance.

Dans la comptabilité du développement, le revenu par habitant est une mesure de la capacité de production d'une économie. Toutefois, dans le cas des pays de la MENA exportateurs de pétrole, le PIB par habitant pourrait ne pas rendre compte avec précision de l'efficacité dans l'utilisation des ressources disponibles ou du rôle des différents facteurs de production, tels que le capital physique et l'emploi, et ce pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, dans ces économies, les ressources naturelles représentent une part importante de l'activité. Ces dix dernières années, par exemple, le secteur pétrolier représentait 55 % du PIB réel en moyenne dans les pays en développement exportateurs de la région MENA et 31 % dans les pays du CCG³⁹. Le PIB par habitant évolue donc parfois au gré des fluctuations du prix du pétrole (figure 5.6), les termes de l'échange s'en trouvant touchés. Il est important de noter que dans les pays exportateurs de pétrole de la région MENA, le PIB par habitant reflète en partie le moment choisi pour l'extraction des ressources (aujourd'hui ou dans l'avenir). Ainsi, les contractions du PIB peuvent résulter de réductions volontaires de la production de pétrole et les expansions peuvent indiquer des augmentations volontaires de la production. Par exemple, en octobre 2022, les producteurs de pétrole membres de l'OPEP+ ont annoncé des réductions temporaires de la production qui ont été suivies de nouvelles réductions en avril 2023, juin 2023 et novembre 2023⁴⁰. À plusieurs reprises, la durée des réductions a été prolongée⁴¹. Ces réductions se sont répercutées sur la croissance du PIB réel et du PIB réel par habitant, ainsi que sur les prévisions de croissance pour les pays de la MENA exportateurs de pétrole et pour la région dans son ensemble.

Ensuite, dans les pays du CCG en particulier, la tendance du PIB par habitant au cours des 50 dernières années semble indiquer une détérioration des niveaux de vie qui n'est pas réaliste, de 63 165 dollars en moyenne en 1970 à 52 897 dollars en 2019 (soit une baisse de 16,25 % ; figure 5.6), après un pic à plus de 80 000 dollars au milieu des années 1970. Comme indiqué plus haut, cette détérioration s'explique en partie par l'augmentation considérable de la population dans les pays du CCG, attribuable à l'intensification des migrations résultant du boom pétrolier (le nombre de migrants dans ces pays a explosé, passant de 241 000 en 1960 à plus de 30 millions en 2020).

Enfin, le processus de comptabilité du développement pour les pays exportateurs de pétrole de la région MENA utilisant le revenu par habitant aboutirait probablement à une surestimation de la productivité globale si le rôle du secteur pétrolier n'était pas correctement pris en compte.

C'est la consommation par habitant qui rend le mieux compte du bien-être matériel moyen, car cet indicateur du niveau de vie ne prend en compte que les achats destinés à l'usage personnel et exclut toute contribution des ressources naturelles,

39 Source : Calculs des services de la Banque mondiale à partir des données de Haver Analytics et des banques centrales de la Libye et de la République arabe syrienne.

40 L'OPEP est l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Algérie, Guinée équatoriale, Gabon, République islamique d'Iran, Irak, Koweït, Libye, Nigeria, République du Congo, Arabie saoudite, Émirats arabes unis et Venezuela). L'OPEP+ ajoute un certain nombre d'autres producteurs de pétrole qui ont signé un accord avec l'OPEP, le plus important d'entre eux étant la Russie.

41 Source : Communiqués de presse de l'OPEP, Emerging MarketWatch, autres organes de presse.

ce qui ne reflète pas nécessairement les dépenses qui profitent directement aux ménages. La consommation par habitant est généralement moins instable que le revenu par habitant (figure 5.6). En outre, dans la plupart des économies, les différences entre le revenu et la consommation par habitant (tous deux par rapport au niveau de référence) ne sont pas quantitativement importantes (figure 5.7). Enfin, bien que le revenu par habitant dans les pays exportateurs de pétrole reflète en partie le choix du moment optimal pour extraire les ressources, la consommation par habitant est généralement moins influencée par les choix volontaires de production. En effet, la différence entre le revenu par habitant et la consommation par habitant aura tendance à refléter à la fois les chocs des prix et les réductions et augmentations volontaires de la production.

Figure 5.6. Dans les pays exportateurs de pétrole de la région MENA, le PIB par habitant varie en fonction du prix du pétrole, mais la consommation par habitant est moins instable.

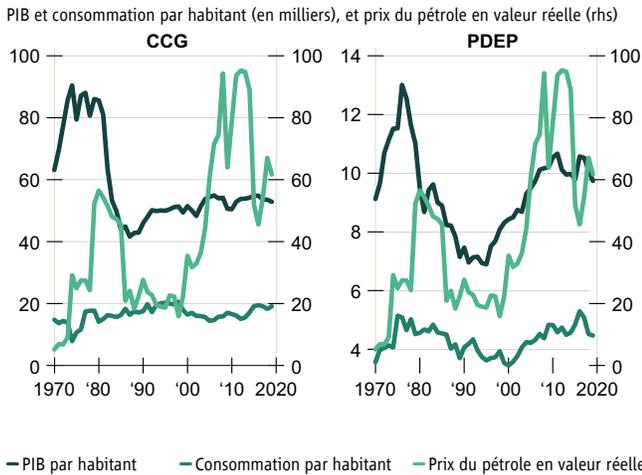
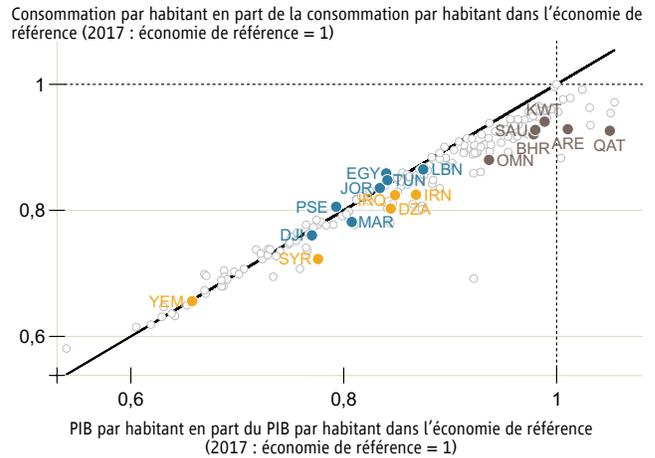


Figure 5.7. La différence entre le revenu par habitant et la consommation par habitant, par rapport à l'économie de référence, n'est pas quantitativement significative.



Sources : Calculs des services de la Banque mondiale à partir des données du *World Bank Commodity Price Data 2023* (Panneau A) et du *Penn World Table 10.01* (Panneaux A et B).
 Note : Figure 5.6 : PDEP = pays en développement exportateurs de pétrole (Algérie, République islamique d'Iran, Irak, République arabe syrienne, République du Yémen). CCG = Conseil de coopération du Golfe (Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Émirats arabes unis). La série chronologique du PIB global pour chaque pays est obtenue en appliquant les taux de croissance tirés des comptes nationaux au niveau du PIB en PPA de 2017 — c'est-à-dire que le taux de croissance du PIB réel aux prix nationaux constants (2017) est appliqué au niveau du PIB réel du côté des dépenses en parités de pouvoir d'achat (PPA) chaînées de 2017. Le PIB global pour les groupes de pays est ensuite évalué comme étant la somme des PIB des pays d'un groupe divisée par la somme de la population de chaque groupe de pays. Le prix du pétrole indique la moyenne annuelle du prix du pétrole brut (dollar par baril) en dollars réels de 2010. Figure 5.7 : YEM = République du Yémen. SYR = République arabe syrienne. DJI = Djibouti. MAR = Maroc. PSE = Cisjordanie et Gaza. DZA = Algérie. IRQ = Irak. IRN = République islamique d'Iran. EGY = République arabe d'Égypte. LBN = Liban. OMN = Oman. BHR = Bahreïn. KWT = Koweït. ARE = Émirats arabes unis. QAT = Qatar. La consommation par habitant est la part de la consommation des ménages en PPA courantes, multipliée par le niveau du PIB réel côté dépenses en PPA chaînées de 2017. La consommation globale est ensuite divisée par la population. Les pays situés sous la ligne des 45 degrés ont un PIB par habitant plus élevé que la consommation par habitant, les deux mesures étant comparées à la référence (les États-Unis).

Comme pour le revenu par habitant, les disparités dans la productivité globale par rapport à l'économie de référence peuvent également être appréhendées en décomposant les différences dans la consommation par habitant :



Dans cette décomposition, la consommation par habitant correspond à la propension à consommer multipliée par le revenu par habitant, qui se décline comme précédemment (PTF globale, ratio capital/production, capital humain par travailleur et taux d'emploi)⁴². Chaque valeur, y compris la propension à consommer, est ensuite mise à l'échelle (divisée) par les valeurs de référence, et la PTF est obtenue comme résidu.

Les figures A1 à A3 de l'annexe montrent que, dans la plupart des économies en développement de la région MENA, la propension moyenne à consommer a fluctué au cours des 50 dernières années à environ 70 % du niveau de l'économie de référence. Conformément à ce constat, la décomposition de la consommation par habitant dans la section suivante considère les propensions à consommer entre les pays comme étant constantes (ce qui impliquerait un ratio de 1) et met l'accent sur les contributions de premier ordre des facteurs de production aux écarts par rapport au niveau de référence. La section suivante présente également des décompositions utilisant le revenu par habitant lorsque les rentes provenant des ressources naturelles sont retirées du PIB par habitant.

42 La propension à consommer désigne la part du revenu que les consommateurs dépensent plutôt qu'ils n'épargnent.

Il est crucial d'augmenter les taux d'emploi et d'améliorer la productivité globale pour stimuler la croissance dans la région

Le revenu par habitant se situe en moyenne à 18 % du niveau de référence dans les pays en développement exportateurs et importateurs de pétrole et à 90 % dans les pays du CCG⁴³. Les résultats de la décomposition dans le tableau 5.1 montrent à quelle distance se trouve chaque pays de la région MENA par rapport au niveau de référence. Les Émirats arabes unis (EAU), par exemple, affichent un revenu par habitant supérieur de 10 % au niveau de référence. Ils ont un ratio capital/production supérieur de 40 % au ratio correspondant dans l'économie de référence ; un taux d'emploi supérieur de 25 % ; et un indice du nombre d'années de scolarisation à 73 % du niveau de référence. La productivité globale résiduelle (PTF) est à 86 % de la valeur de référence. L'Algérie, en revanche, a un revenu par habitant qui représente 19 % du niveau de référence, tandis que sa productivité globale est près de la moitié de la valeur de référence. À une distance similaire du niveau de référence (revenu par habitant à 18 % du niveau de référence), la Jordanie a un ratio emploi/population qui représente la moitié du ratio de référence et une productivité globale égale à 48 % de la valeur de référence.

La décomposition du tableau 5.1 ne tient pas compte du rôle du secteur pétrolier dans l'accroissement du PIB par habitant. Le tableau 5.2 présente une décomposition qui retire du PIB par habitant les rendements excédentaires (rentes) des ressources naturelles (plus précisément, en multipliant le PIB par habitant par un (1) moins la part des rentes provenant des ressources naturelles)⁴⁴. Le PIB par habitant du Koweït, par exemple, tombe à 59 % du niveau de référence lorsque les rentes provenant des ressources naturelles sont exclues — contre 94 % lorsqu'elles ne le sont pas. Dans le processus du tableau 5.2, la PTF résiduelle dans les pays du CCG tombe en dessous des niveaux de référence. Par exemple, pour l'Arabie saoudite, la PTF tombe à 86 % du niveau de référence et pour le Koweït, à 65 %.

Tableau 5.1. Ventilation du revenu par habitant pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (valeurs par rapport à la référence).

Pays	Revenu par habitant	Ratio capital-production	Indice du nombre d'années de scolarisation	Ratio emploi/population	PTF globale
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Économie de référence	1	1	1	1	1
Rép. du Yémen	0,02	1,97	0,46	0,39	0,07
Rép. arabe syrienne	0,11	1,01	0,69	0,58	0,28
Maroc	0,13	1,20	0,51	0,66	0,31
Tunisie	0,18	0,85	0,70	0,67	0,46
Jordanie	0,18	0,95	0,77	0,50	0,48
Irak	0,19	0,84	0,61	0,46	0,82
Algérie	0,19	1,14	0,62	0,56	0,49
Rép. arabe d'Égypte*	0,20	1,08	0,70	0,55	0,48
Rép. islamique d'Iran	0,23	1,28	0,65	0,62	0,45
Arabie saoudite	0,81	1,06	0,71	0,82	1,31
Bahreïn	0,82	1,20	0,60	1,06	1,07
Koweït	0,94	1,02	0,60	1,19	1,29
Émirats arabes unis	1,10	1,40	0,73	1,25	0,86
Qatar	1,83	1,14	0,83	1,56	1,25

Source : Banque mondiale, calculs des services à partir des données du *Penn World Table* 10.01.

Note : Le tableau présente les valeurs de chaque variable par rapport aux États-Unis (l'économie de référence) pour 2017. Le revenu par habitant est le PIB réel du côté de la production en parités de pouvoir d'achat (PPA) courantes pour 2017, divisé par la population. Le ratio capital/production est le rapport du capital sur le PIB pondéré à $\alpha/(1-\alpha)$, qui est égal à 0,5. L'indice du nombre d'années de scolarisation est basé sur le nombre moyen d'années de scolarisation et sur un taux supposé de rendement de l'éducation. Le ratio emploi/population est le nombre de personnes actives divisé par la population totale. La productivité totale des facteurs (PTF) est déterminée comme étant la part restante des différences dans le revenu par habitant. Le produit des colonnes 2 à 5 est égal au revenu par habitant (colonne 1). Les pays sont classés par niveau de revenu par habitant (ordre croissant).

* Pour la République arabe d'Égypte, le ratio capital/production est la valeur prédite de la régression du ratio capital/production sur le revenu par habitant (pour 179 pays). La PTF, étant un résidu, est ajustée pour la République arabe d'Égypte.

43 Données pour 2017. La décomposition de la comptabilité du développement présentée dans ce chapitre utilise les données de 2017, qui est la dernière année de référence du *Penn World Table* 10.01 pour laquelle le Programme de comparaison internationale a collecté des prix afin de produire des taux de change en parité de pouvoir d'achat.

44 Le tableau A2 de l'annexe présente les rentes provenant des ressources naturelles en tant que part du PIB pour chaque pays de la région MENA.

Tableau 5.2. Ventilation du revenu par habitant pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, ajusté en fonction de la part des rentes tirées des ressources naturelles (valeurs comparées à la référence).

Pays	Revenu par habitant (sans les rentes des ressources naturelles)	Ratio capital- production	Indice du nombre d'années de scolarisation	Ratio emploi/ population	PTF globale
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Économie de référence	1	1	1	1	1
Rép. du Yémen	0,02	1,98	0,46	0,39	0,07
Rép. arabe syrienne	0,11	1,02	0,69	0,58	0,26
Maroc	0,12	1,22	0,51	0,66	0,30
Irak	0,12	1,08	0,61	0,46	0,39
Algérie	0,16	1,24	0,62	0,56	0,38
Tunisie	0,18	0,86	0,70	0,67	0,44
Jordanie	0,18	0,96	0,77	0,50	0,48
Rép. islamique d'Iran	0,19	1,41	0,65	0,62	0,34
Rép. arabe d'Égypte*	0,19	1,10	0,70	0,55	0,45
Koweït	0,59	1,28	0,60	1,19	0,65
Arabie saoudite	0,61	1,21	0,71	0,82	0,86
Bahreïn	0,73	1,27	0,60	1,06	0,90
Émirats arabes unis	0,95	1,51	0,73	1,25	0,68
Qatar	1,49	1,26	0,83	1,56	0,92

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde (WDI) et calculs des services de la Banque mondiale à partir des données du *Penn World Table* 10.01.

Note : Le tableau présente les valeurs de chaque variable par rapport aux États-Unis (l'économie de référence) pour 2017. Le revenu par habitant est le PIB réel du côté de la production en parités de pouvoir d'achat (PPA), ajusté par la part de la rente des ressources naturelles, divisé par la population. Les données relatives à la rente totale des ressources naturelles (en pourcentage du PIB) proviennent des WDI. Le ratio capital/production est le rapport du stock de capital sur le PIB, ajusté par la part des rentes provenant des ressources naturelles, pondéré à $\alpha/(1-\alpha)$, qui est égal à 0,5. L'indice du nombre d'années de scolarisation est basé sur le nombre moyen d'années de scolarisation et sur un taux supposé de rendement de l'éducation. Le ratio emploi/population est le nombre de personnes actives divisé par la population. La productivité totale des facteurs (PTF) est déterminée comme étant la part restante des différences dans le revenu par habitant. Le produit des colonnes 2 à 5 est égal au revenu par habitant (colonne 1). Les pays sont classés par niveau de revenu par habitant (rentes des ressources naturelles exclues, par ordre croissant).

* Pour la République arabe d'Égypte, le ratio capital/production est la valeur prédite de la régression du ratio capital/production sur le revenu par habitant pour 179 pays. La PTF, un résidu, est ajustée pour la République arabe d'Égypte.

Cela indique qu'une part importante de leur productivité économique résiduelle dans le tableau 5.1 est liée à la richesse en ressources naturelles plutôt qu'à une véritable efficacité économique dans l'exploitation des intrants disponibles.

Les niveaux de vie dans la région MENA, mesurés par la consommation par habitant, ne représentent en moyenne que 19 % du niveau de référence (12 % pour les pays en développement exportateurs de pétrole, 19 % pour les pays en développement importateurs de pétrole et 45 % pour les pays du Conseil de coopération du Golfe). Le tableau 5.3 présente les résultats de la décomposition de cet écart par rapport au niveau de référence pour l'ensemble de la MENA. Par exemple, la consommation par habitant de l'Arabie saoudite correspond à 46 % de celle de l'économie de référence. L'écart de la consommation par habitant par rapport au niveau de référence est le produit de la distance de chacun des facteurs de production par rapport à la valeur de référence. L'Arabie saoudite, par exemple, a un ratio capital/production supérieur de 6 % au ratio correspondant pour l'économie de référence ; un indice du nombre d'années de scolarisation égal à 71 % du niveau de référence ; et un taux d'emploi correspondant à 82 % du niveau de référence. Le niveau de productivité globale résiduelle se situe donc à 75 % du niveau résiduel dans l'économie de référence (colonne 1 du tableau 5.3 divisée par le produit des colonnes 2 à 4). La République islamique d'Iran a une consommation par habitant de 6 558 dollars, soit 16 % du niveau de référence (voir le tableau A1 à l'annexe), tandis que la productivité globale est de 30 % du niveau de référence. Le Maroc, dont l'indice d'années de scolarisation est faible (51 % du niveau de référence), a une productivité globale à 24 % de celle du niveau de référence, tandis que la consommation par habitant est de 10 % du niveau de référence.

Tableau 5.3. Ventilation de la consommation par habitant pour les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (valeurs comparées à la référence).

Pays	Consommation par habitant	Ratio capital-production	Indice du nombre d'années de scolarisation	Ratio emploi/population	PTF globale
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Économie de référence	1	1	1	1	1
Rép. du Yémen	0,03	1,97	0,46	0,39	0,07
Rép. arabe syrienne	0,05	1,01	0,69	0,58	0,13
Maroc	0,10	1,20	0,51	0,66	0,24
Algérie	0,12	1,14	0,62	0,56	0,31
Irak	0,15	0,84	0,61	0,46	0,66
Rép. islamique d'Iran	0,16	1,28	0,65	0,63	0,30
Jordanie	0,17	0,95	0,77	0,50	0,47
Tunisie	0,20	0,85	0,70	0,67	0,50
Rép. arabe d'Égypte*	0,22	1,10	0,70	0,55	0,52
Bahreïn	0,43	1,20	0,60	1,07	0,56
Arabie saoudite	0,46	1,06	0,71	0,82	0,75
Qatar	0,46	1,14	0,83	1,56	0,31
Émirats arabes unis	0,47	1,40	0,73	1,25	0,36
Koweït	0,53	1,02	0,60	1,19	0,73

Source : Banque mondiale, calculs des services à partir des données du *Penn World Table* 10.01.

Note : Le tableau présente les valeurs de chaque variable par rapport aux États-Unis (l'économie de référence). L'année d'analyse est 2017. La consommation par habitant est le produit de la part de la consommation des ménages en parités de pouvoir d'achat (PPA) courantes et du PIB réel côté production en parités de pouvoir d'achat (PPA) courantes, divisé par la population. Le ratio capital/production est le rapport du stock de capital sur le PIB pondéré à $\alpha/(1-\alpha)$, qui est égal à 0,5. L'indice du nombre d'années de scolarisation est basé sur le nombre moyen d'années de scolarisation et sur un taux supposé de rendement de l'éducation. Le ratio emploi/population est le nombre de personnes ayant un emploi divisé par la population. La productivité totale des facteurs (PTF) est déterminée comme étant la part restante des différences dans la consommation par habitant. Le produit des colonnes 2 à 5 est égal à la consommation par habitant (colonne 1). Les pays sont classés par niveau de consommation par habitant (ordre croissant).

* Pour la République arabe d'Égypte, le ratio capital/production est la valeur prédite de la régression du ratio capital/production sur la consommation par habitant pour 179 pays. La PTF, étant un résidu, est ajustée pour la République arabe d'Égypte.

Lorsque les niveaux de vie sont mesurés en termes de consommation par habitant, les faibles ratios emploi/population et la faible productivité globale expliquent la majeure partie des disparités dans les niveaux de vie entre la région MENA et l'économie de référence. La figure 5.8 calcule la contribution en pourcentage de la PTF globale et de chaque facteur de production à l'écart dans les niveaux de vie par rapport à l'économie de référence — tel que représenté par la consommation par habitant⁴⁵. Le panneau A montre les résultats pour chaque pays de la région MENA pour lequel des données sont disponibles ; le panneau B dresse la moyenne des résultats pour tous les groupes de pays de la région MENA.

Par exemple, en Tunisie, les différences dans la productivité globale et le ratio emploi/population par rapport à l'économie de référence représentent ensemble 61 % (30 % pour la productivité et 31 % pour le ratio emploi/population) de l'écart par rapport aux niveaux de vie de référence. Le ratio capital/production représente 18 % et le nombre d'années de scolarisation par travailleur 21 %. En Irak, la faiblesse du ratio emploi/population explique plus de 40 % des disparités dans les niveaux de vie, tandis que la productivité globale y compte pour 20 %. En revanche, aux Émirats arabes unis, ni le ratio emploi/population ni le ratio capital/production n'expliquent les différences dans la consommation par habitant par rapport à l'économie de référence. La productivité globale explique 67 % de cette disparité et le nombre d'années de scolarisation par travailleur 33 %.

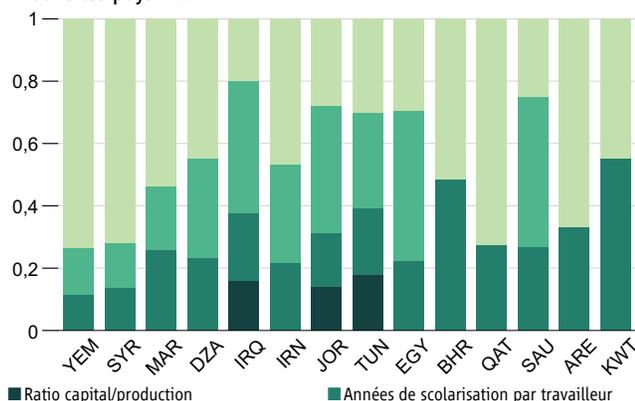
45 Voir les notes à la figure 5.8 pour des informations sur la manière dont les parts sont calculées.

L'importance de la productivité globale, ou de la PTF résiduelle, pour expliquer les différences dans les niveaux de vie dans les pays en développement a été largement établie dans les publications sur le développement (Caselli, 2005, Hsieh et Klenow, 2010). Dans les pays exportateurs de pétrole de la région MENA, la PTF est à l'origine de la moitié de l'écart dans la consommation par habitant par rapport à la valeur de référence. Cependant, dans les pays en développement importateurs de pétrole, la PTF et les taux d'emploi sont responsables dans une proportion égale du retard de ces pays sur l'économie de référence. La contribution des ratios emploi/population dans les économies en développement de la région MENA est importante par rapport aux autres PEPD — 35 % dans les pays en développement importateurs de pétrole et 27 % dans les pays en développement exportateurs de pétrole, contre 16 % dans les PEPD.

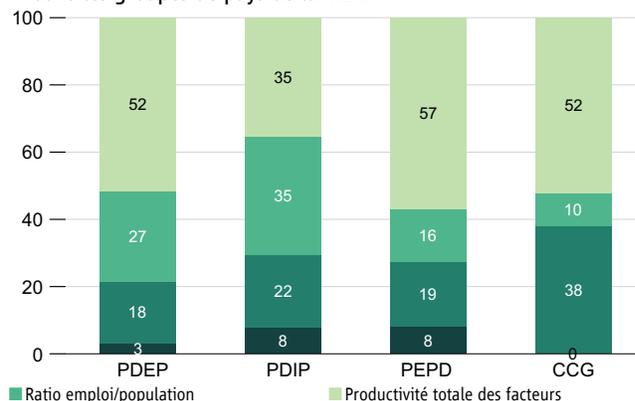
Figure 5.8. Les faibles ratios emploi/population couplés à la faible productivité globale expliquent en grande partie l'écart entre les niveaux de vie de la région MENA et les niveaux de référence.

Contribution à l'écart par rapport au niveau de référence

a. Contribution (%) de la PTF et de chaque facteur de production dans les pays MENA



b. Contribution (%) de la PTF et de chaque facteur de production dans les groupes de pays de la MENA

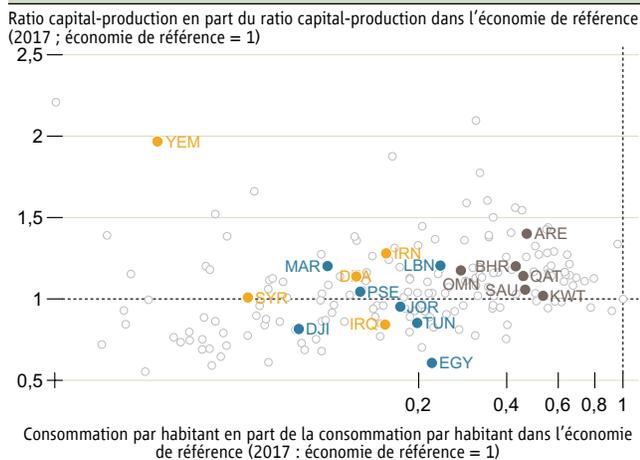


Source : Banque mondiale, calculs des services à partir des données du Penn World Table 10.01.

Note : PDIP = pays en développement importateurs de pétrole (Djibouti, République arabe d'Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie, Cisjordanie et Gaza). PDEP = pays en développement exportateurs de pétrole (Algérie, République islamique d'Iran, Irak, République arabe syrienne, République du Yémen). CCG = Conseil de coopération du Golfe (Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Émirats arabes unis). La méthodologie utilisée pour calculer les parts s'inspire des calculs de Jones (2016). Tout d'abord, les ratios du tableau 5.3 sont inversés. Pour obtenir la part imputée aux différences dans le taux d'emploi, le ratio inversé des taux d'emploi est divisé par le produit des ratios inversés de l'indice du nombre d'années de scolarisation, du capital/production et de la PTF. Le reste (la part de l'écart par rapport au niveau de référence attribuée aux différences dans la scolarisation, le capital physique et la productivité globale) est réparti en divisant chaque ratio correspondant inversé par le produit des ratios inversés de l'indice du nombre d'années de scolarisation, du capital/production et de la PTF. Les ratios supérieurs à 1 dépassent la valeur aux États-Unis (l'économie de référence) et sont fixés à zéro dans ce calcul. Voir la liste des abréviations des noms des pays à la figure 5.7.

Les décompositions de la comptabilité du développement depuis 1970 font apparaître que la contribution de la productivité globale dans les faibles niveaux de consommation par habitant dans la région MENA s'est accrue au fil du temps. En d'autres termes, la productivité globale est devenue un frein de plus en plus important à l'amélioration des niveaux de vie au cours des 50 dernières années. Pendant cette période, dans les trois groupes de pays de la région MENA, la contribution des ratios capital/production dans la décomposition a diminué, tandis que celle des (faibles) taux d'emploi par rapport à la population est restée constante. En 1970, la contribution de la productivité globale était de 8 % dans les pays en développement exportateurs de pétrole (PDEP), et de 10 % dans les pays en développement importateurs de pétrole (PDIP). Ces chiffres sont faibles par rapport à d'autres économies émergentes, dans lesquelles la productivité globale représentait 30 % de l'écart dans la consommation par habitant par rapport au niveau de référence. La même année, la contribution des (faibles) taux d'emploi par rapport à la population était de 39 % dans les PDEP, 31 % dans les PDIP et 44 % dans les pays membres du CCG. Dans d'autres économies émergentes et en développement, la contribution des taux d'emploi n'était que de 17 %. Cette année-là, la contribution du ratio capital/production était d'environ 20 % pour les trois groupes de la région MENA (18 % dans les PDEP, 25 % dans les PDIP et 22 % dans les pays membres du CCG), ce qui correspond à la contribution de 24 % des PEPD médians. En 1990, la contribution des différents facteurs est restée assez stable par rapport aux niveaux de 1970, à l'exception d'une augmentation de 10 à 20 % de la contribution de la productivité globale dans les PDIP, avec une réduction comparable de la contribution du capital physique. En 2010, les économies de la région MENA affichaient une forte augmentation de la contribution de la productivité globale et une forte diminution de la contribution des ratios capital/production. Les différences dans la productivité globale représentaient 34 % de l'écart par rapport aux niveaux de consommation par habitant de l'économie de référence dans les PDEP. La contribution était de 46 % dans les PDIP et de 42 % dans les pays du CCG. La contribution du ratio capital/production était de 10 % dans les PDEP, 3 % dans les PDIP et 14 % dans les pays du CCG. La contribution des ratios emploi/population est restée élevée et stable pour les PDEP et PDIP, à 31 % et 28 % respectivement, mais elle a diminué pour les pays du CCG, à 9 %.

Figure 5.9. L'Égypte présente le 3^e plus faible ratio capital/production sur 180 économies.



La PTF étant un résidu, son calcul est sensible aux erreurs de mesure des facteurs de production. L'analyse combinée des données microéconomiques et macroéconomiques peut permettre d'expliquer le sens de telles erreurs. Dans les économies en développement de la région MENA, cette analyse semble indiquer que la décomposition de la comptabilité du développement pourrait surestimer la taille de la PTF résiduelle en raison d'une erreur potentiellement importante dans les mesures du capital physique et de l'emploi. En d'autres termes, la productivité globale résiduelle dans les économies en développement de la région MENA pourrait être encore plus faible (en proportion de la productivité globale dans l'économie de référence) que ce que les résultats du processus de comptabilité du développement donnent à voir⁴⁶. La figure 5.9 montre la variation des ratios capital/production d'un pays à l'autre. En République arabe d'Égypte, le ratio capital/production observé est à 61 % de celui de l'économie de référence, ce qui est nettement inférieur au niveau de la Tunisie, le deuxième ratio le plus faible parmi les pays à revenu comparable⁴⁷. Les taux d'investissement historiquement bas sont à l'origine de ce faible ratio capital physique/production. Il est récemment apparu, d'après le ministère de la Planification, que les comptes nationaux de la République arabe d'Égypte, source des données utilisées par le *Penn World Table*, ne rendraient peut-être pas compte du montant total de l'investissement privé⁴⁸. Le processus de comptabilité du développement dans les tableaux 5.1, 5.2, et 5.3 et la figure 5.8 utilise donc une mesure imputée du ratio capital/production pour

Figure 5.10. Les économies en développement de la région MENA affichent les ratios emploi/population les plus faibles par rapport aux économies à revenu comparable.

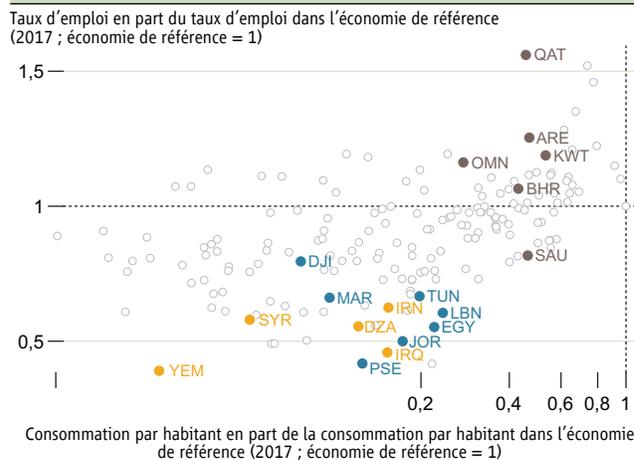
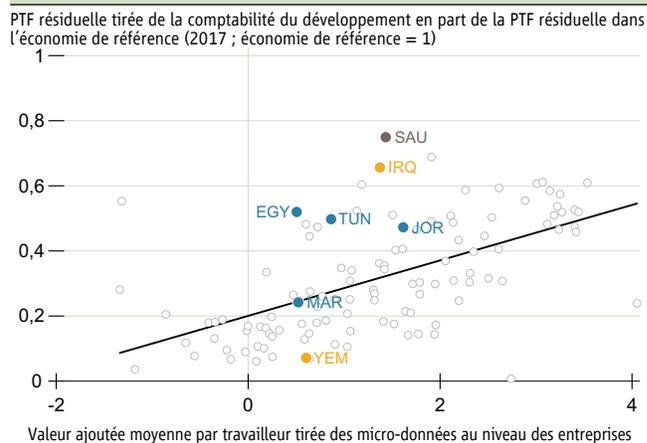


Figure 5.11. La mesure de la productivité issue du processus de comptabilité (PTF résiduelle) pour la plupart des pays de la région MENA est nettement supérieure à la moyenne lorsqu'on la compare aux estimations de la productivité issues des micro-données.



Sources : Banque mondiale, *Enterprise Surveys* et calculs des services à partir des données du *Penn World Table* 10.01.

Note : DZA= Algérie. BHR = Bahreïn. DJI = Djibouti. EGY = République arabe d'Égypte. IRQ = Irak. IRN = République islamique d'Iran. JOR = Jordanie. KWT= Koweït. LBN = Liban. MAR = Maroc. OMN =Oman. QAT = Qatar. SAU = Arabie saoudite. SYR = République arabe syrienne. TUN = Tunisie. YEM = République du Yémen. PSE = Cisjordanie et Gaza. ARE = Emirats arabes unis. La figure 5.9 montre la relation entre la consommation par habitant et le ratio capital/production, par rapport aux États-Unis pour 2017. La consommation par habitant est le produit de la part de la consommation des ménages en parités de pouvoir d'achat (PPA) courantes et du PIB réel du côté de la production en PPA courantes (2017). Le ratio capital/production est la racine carrée du rapport du stock de capital sur le PIB. La figure 5.10 montre la relation entre la consommation par habitant et le ratio emploi/population, par rapport aux États-Unis. Le ratio emploi/population est le nombre de personnes actives divisé par la population. La figure 5.11 montre la relation entre deux mesures de la productivité. La PTF résiduelle (axe des ordonnées) est déterminée comme étant la part restante des différences dans la consommation par habitant. Cette mesure provient du processus de comptabilité du développement du tableau 5.3. La valeur ajoutée moyenne par travailleur (axe des abscisses) est l'effet fixe du pays dans une régression de la valeur ajoutée par travailleur sur les effets fixes du pays, du secteur et de la taille. Les données portent sur la dernière année disponible dans chaque pays et ne couvrent que les entreprises du secteur manufacturier. La ligne noire est la droite ajustée de l'association.

46 Inklaar, R. et Woltjer, J. (2021) examinent le cas de la République arabe d'Égypte en 2017, quand la productivité globale (d'après le *Penn World Table* v. 9.1) avait été déterminée comme étant 23 % plus élevée que celle des États-Unis. Les auteurs soulignent la différence entre les ratios emploi/population et capital/production de la République arabe d'Égypte par rapport à d'autres pays de la région MENA et à des pays comparables en termes de revenu. Ainsi, les auteurs évoquent la possibilité que les statistiques égyptiennes soient mal mesurées, ce qui a conduit à une productivité globale plus élevée que celle des États-Unis.

47 Le ratio en République arabe d'Égypte ne représente que 70 % du ratio en Tunisie.

48 Le 2 avril 2024, le ministère de la Planification et du Développement économique a annoncé qu'il améliorerait la méthode de calcul de l'investissement privé dans le système de comptabilité nationale, indiquant que « l'investissement du secteur privé en République arabe d'Égypte a été recalculé et s'établit à 499,2 milliards de livres égyptiennes pour l'exercice 22-23, ce qui représente une augmentation sensible par rapport aux estimations précédentes. Cet ajustement porte la part de l'investissement privé dans l'investissement total à 36,4 %, contre 25,5 % ».

la République arabe d'Égypte, qui est 81 % plus élevée que la valeur tirée des données. Le ratio capital/production observé subit une régression sur la consommation par habitant (en logs) dans l'échantillon de 179 pays (République arabe d'Égypte exclue). La valeur prédite du ratio capital/production à partir de cette régression est alors la mesure imputée pour la République arabe d'Égypte. Cette valeur prédite est de 109 % par rapport aux États-Unis, soit 81 % de plus que la valeur observée dans les données.

La figure 5.10 montre que le nombre de travailleurs employés a peut-être aussi été mal mesuré. Les économies en développement de la région MENA affichent les ratios emploi/population les plus faibles sur 177 pays. Cette faiblesse est essentiellement imputable au faible taux d'emploi des femmes, qui est de 16 % dans la région, soit le taux le plus bas au monde⁴⁹. Cependant, Arezki et al. (2020) — utilisant des données provenant d'enquêtes nationales représentatives auprès des ménages en République arabe d'Égypte, en Jordanie et en Tunisie — font apparaître des erreurs potentielles dans la mesure de l'emploi des femmes et dans les zones rurales. Ils recalculent les taux de participation des femmes au marché du travail en utilisant une définition élargie de l'emploi qui, contrairement à la définition du marché, considère les individus comme employés s'ils exercent des activités économiques commerciales ou de subsistance. Les auteurs constatent qu'en utilisant la définition élargie de l'emploi, les taux de participation des femmes sont potentiellement beaucoup plus élevés en Tunisie et en République arabe d'Égypte, où l'incidence du travail de subsistance est particulièrement élevée. En Tunisie (pour 2014), l'ajustement augmenterait les taux de participation des femmes de 5 points de pourcentage, de 26 à 31 %. Pour la République arabe d'Égypte (2018), la différence serait de 17 points de pourcentage, passant de 24 à 41 %. Les taux de chômage, en particulier le chômage des femmes, seraient également plus faibles si le travail de subsistance était pris en compte. Les auteurs constatent que l'utilisation de la définition élargie n'a pas entraîné de différences sensibles pour la Jordanie. Ces résultats cadrent aussi avec les travaux récents de Keo, Krafft et Fedi (2022) et Assaad et Krafft (2024), qui utilisent des données sur les entreprises familiales pour mettre en évidence l'emploi des femmes.

Si le capital physique (dans le cas de la République arabe d'Égypte) et l'emploi (dans les économies en développement de la région MENA) sont sous-déclarés, la mesure de la PTF serait surestimée, car elle est calculée comme résidu d'un processus de décomposition. En utilisant une autre approche pour mesurer la productivité, la figure 5.11 compare cette productivité globale résiduelle aux estimations de la valeur ajoutée par travailleur provenant d'enquêtes auprès d'entreprises comparables d'un pays à l'autre. Les estimations au niveau des entreprises neutralisent les différences dans la composition de l'échantillon et ne prennent en compte que les entreprises du secteur manufacturier⁵⁰. La figure montre que pour la plupart des pays de la région MENA, la PTF résiduelle est supérieure à la moyenne par rapport aux estimations basées sur les micro-données, ce qui semble indiquer une sous-estimation potentielle des facteurs de production. En d'autres termes, la faible productivité dans la région MENA pourrait en fait constituer un obstacle plus important à la croissance que ce que semble indiquer les données macroéconomiques.

La comptabilité du développement indique que l'augmentation des ratios emploi/population et de la productivité globale sont des facteurs déterminants pour stimuler la croissance. Le reste de ce chapitre s'intéresse d'abord aux gains qui résulteraient de l'augmentation des ratios emploi/population en comblant les écarts entre les hommes et les femmes en matière d'emploi dans la région MENA, puis à la manière dont une meilleure affectation des ressources et l'infusion de technologies et d'idées peuvent accroître la productivité globale.

Réduire les disparités entre les hommes et les femmes en matière d'emploi accroîtrait le revenu par habitant

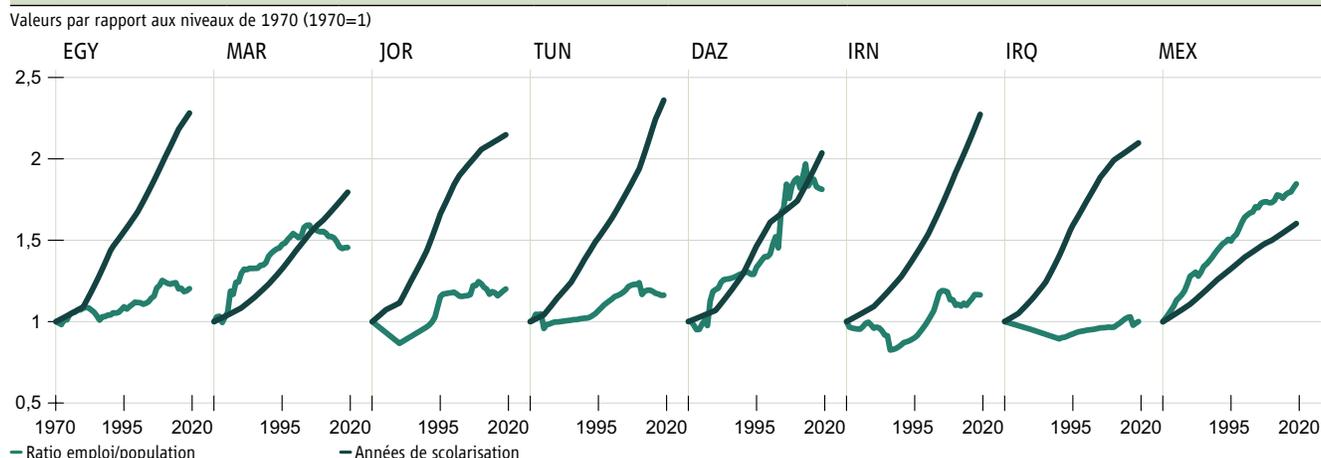
Au cours des 50 dernières années, les taux d'emploi ont stagné dans la région, tandis que le nombre d'années de scolarisation augmentait rapidement. La figure 5.12 montre que l'indice des années de scolarisation a plus que doublé, même si les ratios emploi/population n'ont pratiquement pas augmenté dans la majorité des pays en développement de la région MENA (à l'exception de l'Algérie) entre 1970 et 2019. En République arabe d'Égypte par exemple, le taux d'emploi est passé de 22 % en 1970 à 27 % en 2019, tandis que l'indice des années de scolarisation a plus que doublé, passant de 1,17 en 1970 à 2,68 en 2019. De même, le ratio emploi/population de la République islamique d'Iran qui se situait à 25 % en 1970 est passé à 29 % en 2019, tandis que l'indice des années de scolarisation de ce pays s'est établi à 2,52 en 2019,

⁴⁹ Source : les données pour 2021 proviennent des *Indicateurs du développement dans le monde*. Le taux d'emploi en Asie du Sud pour la même année est de 25 %.

⁵⁰ Les estimations utilisent des effets fixes de taille et de secteur à deux chiffres. Voir les notes de la figure 5.11.

alors qu'il était de 1,10 en 1970⁵¹. La stagnation relative des taux d'emploi, conjuguée à des niveaux d'instruction en hausse, induit une utilisation sous-optimale des talents des personnes qui vivent dans la région MENA. En effet, lorsque les gens deviennent plus qualifiés alors que les taux d'emploi restent faibles, cela s'apparente à laisser de l'argent sur la table.

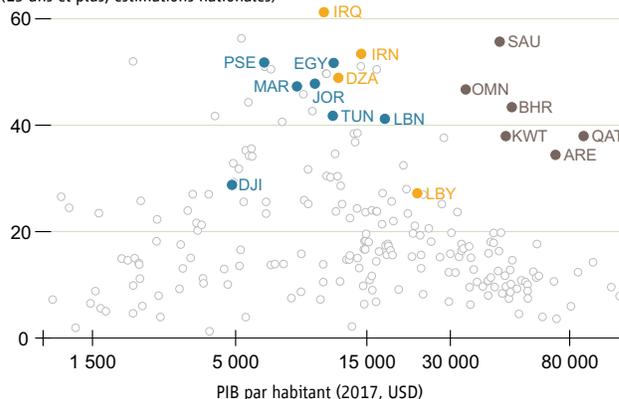
Figure 5.12. Au cours des 50 dernières années, les taux d'emploi dans la région n'ont pas augmenté au même rythme que le nombre d'années de scolarisation.



Cette occasion manquée est particulièrement flagrante lorsque l'on se penche sur le taux d'activité des femmes sur le marché du travail. Les disparités entre les hommes et les femmes en ce qui concerne à la fois la participation au marché du travail et le chômage contribuent fortement aux faibles niveaux d'emploi dans la région. En effet, la région MENA affiche les taux d'activité féminine les plus faibles au monde (19 % en moyenne, contre une moyenne de 28 % pour l'Asie du Sud, deuxième région affichant le taux d'activité féminine le plus faible au monde). Les disparités dans les taux d'activité des hommes et des femmes dans la région MENA sont les plus marquées parmi les pays à revenu comparable (figure 5.13). En prenant en compte la participation des femmes à des activités économiques de subsistance, les taux de participation des femmes au marché du travail augmenteraient de 24 % à 41 % seulement en République arabe d'Égypte et de 26 % à 31 % seulement en Tunisie (Arezki et al., 2020), une proportion qui reste nettement inférieure au taux de 56 % environ enregistré dans l'économie de référence⁵². Le taux de chômage des femmes est de 20 % dans la région MENA, ce qui est supérieur au taux de chômage des hommes (12 %) et au taux de chômage féminin de 9 % enregistré dans les autres PEPD, où le chômage touche par ailleurs 8 % des hommes⁵³. Dans le même temps, les jeunes femmes obtiennent de plus en plus de bons résultats scolaires (et souvent meilleurs) que les jeunes hommes, ce qui augmente le coût d'opportunité futur de leur faible participation à l'activité économique (Fiuratti et al., 2024). Avitabile, D'Souza, Gatti et Weedon (2019) relèvent qu'en Tunisie par exemple, les filles sont censées

Figure 5.13. Les pays de la région MENA affichent certaines des disparités les plus prononcées entre les hommes et les femmes s'agissant des taux observés de participation au marché du travail.

Disparité entre les hommes et les femmes dans la participation au marché du travail (15 ans et plus, estimations nationales)



Sources : Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale et calculs des services de la Banque mondiale, à partir de données du *Penn World Table* 10.01.

Note : EGY = République arabe d'Égypte. JOR = Jordanie. TUN = Tunisie. YEM = République du Yémen. SYR = République arabe syrienne. DJI = Djibouti. MAR = Maroc. PSE = Cisjordanie et Gaza. DZA = Algérie. IRQ = Irak. IRN = République islamique d'Iran. LBN = Liban. OMN = Oman. BHR = Bahreïn. KWT = Koweït. ARE = Émirats arabes unis. QAT = Qatar. La figure 5.12 présente les séries chronologiques de la croissance de l'indice des années de scolarisation et de la croissance du ratio emploi/population, indexés sur les niveaux de 1970 pour chaque pays. Les années d'analyse vont de 1970 à 2019, et les chiffres couvrent sept pays en développement de la région MENA (à savoir la République arabe d'Égypte, le Maroc, la Jordanie, la Tunisie, l'Algérie, la République islamique d'Iran et l'Irak). L'indice des années de scolarisation est fondé sur le nombre moyen d'années de scolarisation et sur un taux supposé de rendement de l'éducation. Le ratio emploi/population s'obtient en divisant le nombre de personnes employées par la population. La figure 5.13 reprend la figure 1 proposée par Fiuratti et al. (2024). La figure montre l'écart en points de pourcentage dans les taux d'activité des hommes et des femmes.

51 Les données sur l'indice des années de scolarisation fournies dans le *Penn World Table* v. 10.01 sont fondées sur le nombre moyen d'années de scolarisation et un taux supposé de rendement de l'éducation (d'après les estimations utilisant le modèle de Mincer réalisées dans le monde entier). Le nombre moyen d'années de scolarisation est tiré de deux ensembles de données différents, à savoir Barro et Lee (2013) et Cohen et Leker (2014).

52 Ces estimations sont tirées d'enquêtes sur le marché du travail représentatives au niveau national réalisées dans la région, et précisément de l'enquête par panel sur le marché du travail menée en Égypte en 2018 et de l'enquête par panel sur le marché du travail organisée en Tunisie en 2014. Les données concernant les États-Unis proviennent du *Bureau of Labor Statistics* (le bureau américain des statistiques de l'emploi).

53 Gatti et al. (2023).

effectuer une année de scolarité supplémentaire par rapport aux garçons. En Arabie saoudite, les résultats d'apprentissage moyens des filles sont supérieurs de 57 points à ceux des garçons. Dans le même ordre d'idées, il ressort de la mise à jour de l'indice de capital humain 2020 (Banque mondiale, 2020b) que, dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, les filles doivent s'attendre, contrairement aux garçons, à accomplir plus de la moitié d'une année de scolarité supplémentaire corrigée en fonction de la qualité de l'apprentissage.

La réduction des disparités entre les hommes et les femmes en matière d'emploi dans la région MENA pourrait induire de très fortes augmentations du revenu par habitant. Fiuratti et al. (2024) procèdent à une série d'exercices analytiques pour la région dont le but est de quantifier l'évolution du PIB par habitant à long terme dans l'hypothèse où le ratio emploi/population des femmes venait à augmenter pour égaler celui des hommes. Dans un pays typique de la région MENA, le PIB par habitant serait supérieur d'environ 50 % dans leur exercice de référence. De façon intuitive, un nombre plus important de travailleurs employés signifie un nombre plus important de travailleurs qui contribuent à la production marchande globale, avec pour corollaire un niveau plus élevé de production par habitant. Un plus grand nombre de travailleurs pourrait aussi induire un accroissement de la productivité du capital physique (car chaque unité de capital physique pourrait générer davantage de production), ce qui favoriserait l'accumulation de capital physique et accroîtrait davantage la production par habitant. Les gains seraient grosso modo de moitié si le capital physique n'était pas capable de réagir ou s'il s'adaptait lentement à l'évolution du ratio emploi-population. Cependant, si la réduction des disparités entre les genres au niveau de l'emploi se traduit par une proportion plus importante de travailleurs qualifiés, l'augmentation du revenu par habitant sera beaucoup plus forte.

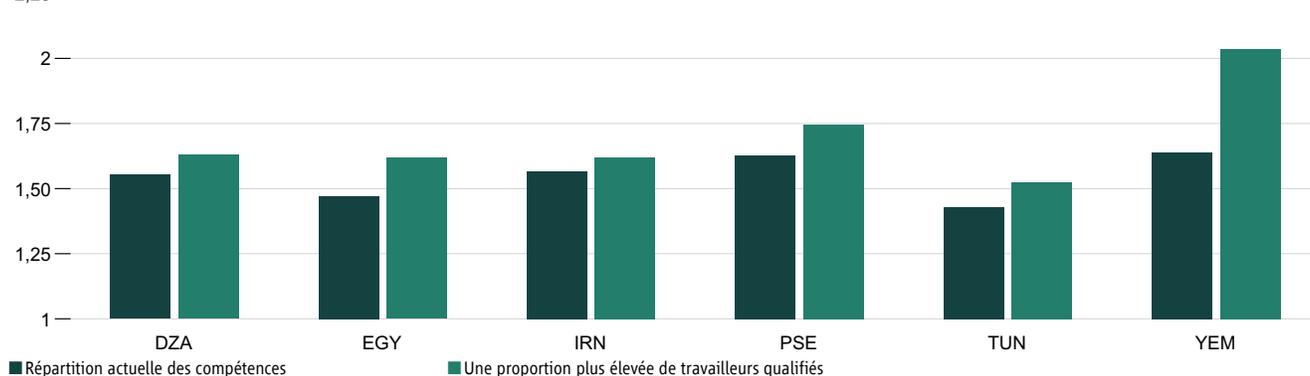
Encadré 5.2. L'augmentation du taux d'activité des femmes en Arabie saoudite.

Entre 2016 et 2023, le taux d'activité des femmes est passé de 22 % à 34 % en Arabie saoudite (d'après les estimations nationales concernant les femmes âgées de 15 ans et plus). Un ensemble de réformes et de politiques générales a favorisé l'instauration d'un environnement propice à une meilleure participation économique des femmes en Arabie saoudite, surtout dans le secteur privé. Il est fort possible que les réformes majeures des lois du travail visant à éliminer la discrimination à l'emploi, l'élargissement des possibilités d'emploi dans divers secteurs et l'accent mis sur le taux d'activité des femmes sur le marché du travail dans le cadre de la Vision 2030 aient induit une très forte hausse de la participation des femmes en un laps de temps relativement court (De Moraes, Gomez Tamayo, Alrayess et Koettl, 2024).

À partir de 2016, l'Arabie saoudite a levé les obstacles qui empêchaient les femmes de participer à toutes les professions, de conduire et d'accéder à un congé de maternité mieux aménagé. Ces évolutions ont été étayées par des programmes qui ont accru les possibilités d'emploi des femmes, par exemple les services d'aide à l'emploi, les offres de formation et les programmes de garde d'enfants, toutes choses qui ont créé un cadre réglementaire propice à l'entrée des femmes sur le marché du travail. Les réformes économiques structurelles, accélérées par la Vision 2030 de l'Arabie saoudite et la pandémie de COVID-19, peuvent avoir dopé davantage la création d'emplois à la faveur de la modernisation et de la diversification de l'économie, ce qui a été déterminant pour accroître le taux d'activité des femmes.

Figure 5.14. La complémentarité capital-compétences pourrait démultiplier les gains découlant de la réduction des disparités entre les hommes et les femmes en matière d'emploi à mesure que les travailleurs de la région MENA se scolarisent davantage.

Accroissement estimé du PIB par habitant résultant de la fermeture de l'écart entre les hommes et les femmes en matière d'emploi (année de référence = 1)
2,25



Source : Reproduit à partir de Fiuratti et al. (2024).

Note : Effets globaux de la réduction des disparités entre les hommes et les femmes en matière d'emploi par rapport à la situation de référence (scénario de référence = 1). La barre vert foncé indique la répartition actuelle des compétences, tandis que la barre vert clair suppose que la proportion des femmes ayant fait des études supérieures augmente de 10 points de pourcentage.

Krusell et al. (2000) ont mis en évidence des données qui laissent supposer qu'il existe une complémentarité entre l'éducation formelle et le capital physique. Alors que les travailleurs de la région MENA se scolarisent davantage, les changements dans la répartition des compétences de l'économie sous l'effet de l'augmentation des taux d'emploi des femmes auront des répercussions importantes sur le stock de capital par travailleur dans l'économie. Compte tenu du fait que des travailleurs plus instruits pourraient, disons, utiliser des technologies ou des équipements plus complexes, ils pourraient rendre le capital physique plus productif que les travailleurs comptabilisant moins d'années d'études. Ces retombées pourraient accentuer les gains découlant de la réduction des disparités entre les hommes et les femmes en matière d'emploi. Fiuratti et al. (2024) calculent les gains à long terme du PIB par habitant, résultant de la réduction des disparités entre les hommes et les femmes dans les pays de la région MENA, lorsque la scolarisation et le capital physique se complètent dans la production. Ils constatent qu'en Égypte par exemple, le revenu par habitant pourrait augmenter de 62 % si la proportion de femmes ayant fait des études supérieures dans la population en âge de travailler augmentait de 10 points de pourcentage, alors que la progression serait de 47 % si l'écart se résorbait dans le cadre de la configuration actuelle des compétences (figure 5.14).

Transformer le rôle et la taille de l'État pour améliorer l'affectation des ressources

Les pays peuvent afficher une faible productivité globale lorsque des ressources telles que le capital et la main-d'œuvre ne sont pas affectées de façon optimale. Par exemple, lorsque des usines moins productives emploient des quantités de capital et de main-d'œuvre trop importantes pour être efficaces alors que les établissements les plus productifs reçoivent moins de ressources, les pertes dans la productivité totale des facteurs seront considérables. Plus généralement, Restuccia et Rogerson (2008) montrent que les politiques qui affectent mal les ressources en créant des différences dans les prix payés par diverses entreprises pour les mêmes moyens de production (lorsque certaines entreprises paient moins pour les mêmes ressources que d'autres) peuvent entraîner des baisses de la productivité totale des facteurs de l'ordre de 30 à 50 %. De même, Hsieh et Klenow (2009) révèlent une grande dispersion (au sein de secteurs manufacturiers aux définitions étroites) des taxes implicites auxquelles sont confrontées les usines en Chine et en Inde par rapport aux États-Unis. Dans l'hypothèse où le capital et la main-d'œuvre sont réaffectés entre toutes les usines pour égaliser la dispersion des taxes implicites aux niveaux observés dans l'économie de référence, Hsieh et Klenow estiment que les gains de productivité totale seront compris entre 30 % et 50 % en Chine et entre 40 % et 60 % en Inde.

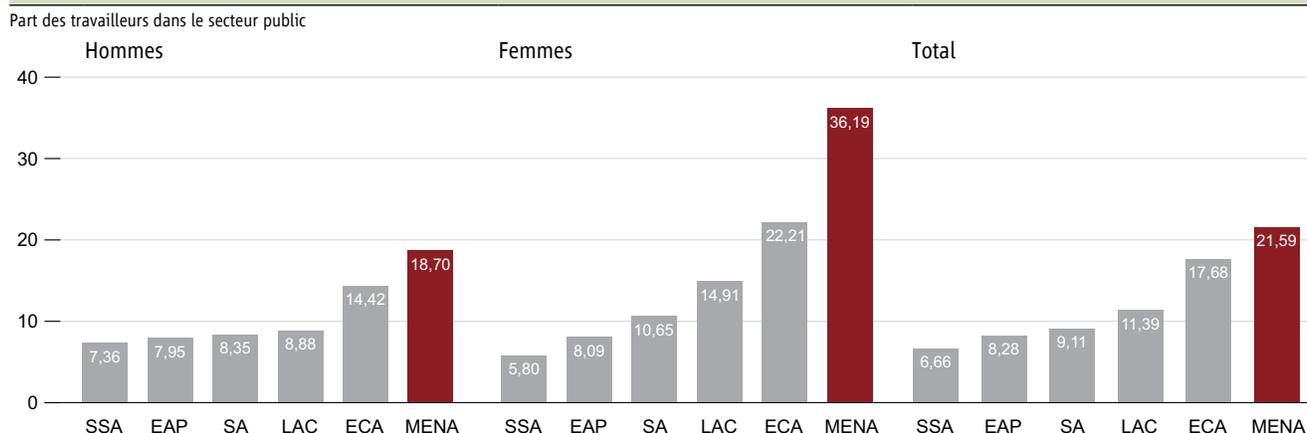
Les dispositions spéciales du code fiscal et de la réglementation du travail qui nuisent ou profitent à certaines entreprises seulement constituent des sources potentielles de mauvaise affectation des ressources⁵⁴. Dans la région MENA, les relations politiques et les entreprises à capitaux publics contribuent à des conditions de concurrence inéquitables qui favorisent uniquement quelques entreprises. En Tunisie, les entreprises bénéficiant de connexions politiques étaient plus susceptibles d'échapper aux droits de douane à l'importation et recevaient également une part disproportionnée des ressources, en particulier dans les secteurs où les investissements directs étrangers sont soumis à des autorisations et des restrictions. Rijkers, Baghdadi et Raballand (2017) font observer que les entreprises appartenant à l'ancien président Ben Ali et à sa famille (confisquées après la révolution de Jasmin de 2011 qui a chassé Ben Ali du pouvoir) étaient plus susceptibles de contourner les droits de douane en sous-déclarant leurs importations. Rijkers, Freund et Nucifora (2017) montrent que ces entreprises étaient également plus susceptibles d'opérer dans des secteurs protégés (soumis à davantage de restrictions à l'entrée) et représentaient 11 % de l'ensemble des emplois, 43 % de la production et 55 % des bénéfices nets dans ces secteurs, mais seulement 0,9 % de l'ensemble des entreprises. Dans les secteurs non protégés, les entreprises appartenant à Ben Ali ne représentaient que 1 % des emplois, 1,2 % de la production et 3,3 % des bénéfices nets.

Islam, Moosa et Saliola (2022) indiquent que l'on observe, dans la région, une présence inhabituellement forte d'entreprises à capitaux publics dans de nombreux secteurs de l'économie, y compris dans les filières habituellement desservies par le secteur privé dans d'autres régions (telles que la production manufacturière, l'hébergement et même le bâtiment-travaux publics). Sur les 29 secteurs qu'ils étudient, les auteurs constatent que l'État contrôle au moins une entreprise publique dans chaque secteur en République arabe d'Égypte, au moins un secteur sur 23 en Arabie saoudite, 22 aux Émirats arabes unis et 18 au Maroc. À titre de comparaison, la moyenne est d'une entreprise à capitaux publics pour

⁵⁴ Voir Restuccia et Rogerson (2017) pour une analyse utile des causes et des coûts de la mauvaise affectation des ressources.

12 secteurs dans les pays à revenu élevé, et d'une entreprise à capitaux publics pour 15 secteurs dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Les auteurs constatent également que la structure de gouvernance et d'actionnariat des entreprises à capitaux publics crée des incitations à favoriser ces entreprises au détriment de leurs concurrents privés. En République arabe d'Égypte par exemple, l'Agence nationale de régulation des télécommunications (le régulateur des télécommunications) est placée sous la tutelle du ministère de la Communication et des Technologies de l'Information, qui détient 80 % des parts de Telecom Egypt, le plus grand opérateur de télécommunications du pays. En République arabe d'Égypte et au Koweït, l'État contrôle les transporteurs aériens nationaux, qui bénéficient d'un traitement préférentiel en ce qui concerne les créneaux horaires (République arabe d'Égypte) et les prix du kérosène (Koweït). Les entreprises à capitaux publics de la région sont parfois exemptées de certaines lois et réglementations qui s'appliquent aux entreprises privées. En Tunisie, les entreprises à capitaux publics sont exemptées des lois sur le commerce, les sociétés et la concurrence ; au Koweït, des lois sur la faillite et la concurrence ; en République arabe d'Égypte, de la loi sur la concurrence ; au Maroc, de la réglementation en matière d'électricité (Banque mondiale, 2023).

Figure 5.15. Le secteur public dans la région MENA emploie un nombre disproportionné d'hommes et de femmes.



Sources : Calculs des services de la Banque mondiale, à partir de la base de données ILOSTAT de l'Organisation internationale du Travail.

Note : Le graphique en barres indique le pourcentage d'hommes (panneau de gauche) et de femmes (panneau du milieu) employés dans le secteur public. La figure montre la moyenne pondérée de l'emploi dans le secteur public pour chaque région. Les données se rapportent à la dernière année disponible pour chaque pays. Les pays de la région MENA inclus dans la moyenne sont la Cisjordanie et Gaza, la République arabe d'Égypte, les Émirats arabes unis, la République islamique d'Iran, l'Irak, la Jordanie, le Liban et la Tunisie.

Des pertes de productivité totale des facteurs peuvent également survenir lorsque les talents sont mal répartis entre les secteurs ou entre les professions. Hsieh, Hurst, Jones et Klenow (2019) constatent que 40 % de la croissance observée aux États-Unis entre 1960 et 2010 résultait principalement de la réduction des obstacles — tels que la discrimination — et des entraves à l'accumulation de capital humain pour les femmes et les hommes noirs dans des professions hautement qualifiées. Dans la région MENA, l'une des sources potentielles de mauvaise affectation des talents est la forte présence du secteur public sur le marché du travail. La part de l'emploi dans le secteur public dans la région (d'après une série de données provenant de plusieurs pays) est nettement plus élevée que dans le reste du monde, particulièrement pour les femmes⁵⁵. En moyenne, 19 % des hommes employés et 37 % des femmes employées dans la région MENA travaillent dans le secteur public (figure 5.15). L'ensemble de données multipays n'inclut pas l'Algérie, où la proportion de femmes employées dans le secteur public est de 64 %, ni l'Irak, où cette proportion est de 71 %⁵⁶. La proportion moyenne des femmes employées dans le secteur public dans la région MENA est presque deux fois supérieure à la moyenne de l'Europe et de l'Asie centrale, sachant que cette dernière compte la deuxième plus grande proportion de femmes employées dans le secteur public. Une telle proportion de travailleurs dans le secteur public pourrait traduire une mauvaise affectation des talents au détriment du secteur privé, entraînant de fortes pertes de productivité totale des facteurs. Ces pertes peuvent être particulièrement élevées si les femmes les plus talentueuses et les plus instruites travaillent dans le secteur public. Gatti et al. (2013) observent que les travailleurs les plus instruits de la région MENA ont tendance à rejoindre le secteur public (surtout en République arabe d'Égypte, en Jordanie, au Maroc et en République arabe syrienne). Pour le cas spécifique de la République arabe d'Égypte, les données récentes de l'enquête sur la population active montrent que deux femmes sur trois ayant fait des études supérieures travaillent dans le secteur public. Il est important de noter que même si la proportion des femmes qui travaillent dans le secteur public est élevée, le nombre global reste relativement bas, car seule une faible proportion de femmes participe à la vie active dans la région.

⁵⁵ Voir la note à la figure 5.15 pour la source des données.

⁵⁶ Le chiffre pour l'Algérie provient de l'Office national des statistiques (<https://www.ons.dz/spip.php?rubrique56>). Les chiffres concernant l'Irak proviennent d'un rapport de 2021 relatif à l'enquête sur l'emploi préparé par l'Organisation internationale du Travail (<https://www.ilo.org/publications/iraq-labour-force-survey-2021>).

Parro et Torres (2024) soutiennent qu'il y a un compromis à faire dans la distribution des talents entre le secteur public et le secteur privé. D'une part, le secteur public produit des biens qui aident à stimuler la production du secteur privé, tels que les infrastructures (les routes et les aéroports, par exemple). L'accroissement du nombre de travailleurs dans le secteur public se traduit par davantage de biens publics, ce qui accroît de fil en aiguille la productivité du secteur privé. D'autre part, l'augmentation du nombre de talents dans le secteur public rétrécit le secteur privé et, surtout, le vivier d'entrepreneurs potentiels, ce qui pourrait nuire à la production globale. Cela donne à penser qu'il est une part optimale de l'emploi dans le secteur public qui développe au maximum la production globale. Il est important de noter que cette taille optimale dépend de l'efficacité avec laquelle les biens publics arrivent à doper la productivité du secteur privé. Lorsque cette efficacité est élevée, le secteur public devrait employer une grande partie de la population active pour développer au maximum la production ; lorsque cette efficacité est faible, la taille optimale du secteur public sera également faible, car on aurait trop de talents, qui autrement auraient grossi les rangs du secteur privé, par rapport aux avantages tirés des biens publics produits.

Figure 5.16. La région MENA affiche des performances inférieures à celles des autres régions en matière de responsabilisation.

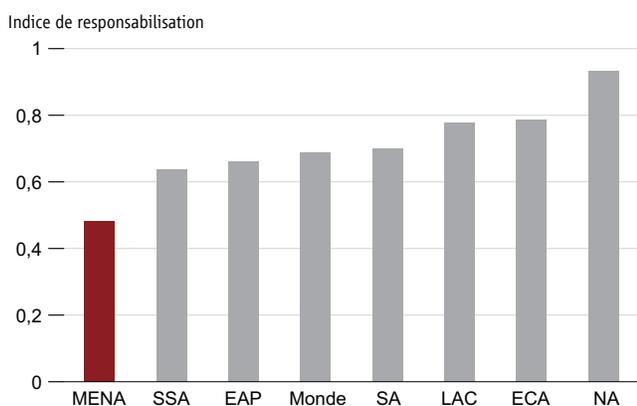
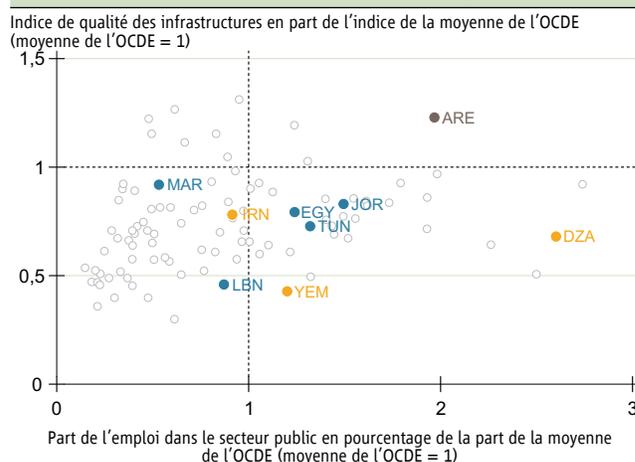


Figure 5.17. La taille du secteur public dans certains pays en développement de la région MENA est peut-être trop importante par rapport au niveau d'efficacité des biens publics.



Sources : Belhaj et al. (2022). Organisation internationale du Travail, base de données ILOStat. Calculs des services de la Banque mondiale, à partir des données de l'indice de compétitivité mondiale du Forum économique mondial, ensemble de données historiques (2016-2017).

Note : MENA = Moyen-Orient Afrique du Nord. SSA = Afrique subsaharienne. EAP = Asie de l'Est et Pacifique. SA = Asie du Sud. LAC = Amérique latine et Caraïbes. ECA = Europe et Asie centrale. NA = Amérique du Nord. YEM = République du Yémen. LBN = Liban. DZA = Algérie. TUN = Tunisie. IRN = République islamique d'Iran. EGY = République arabe d'Égypte. JOR = Jordanie. MAR = Maroc. ARE = Émirats arabes unis. Figure 5.16. Les notes sur la responsabilisation couvrent 178 pays pour l'année 2020 et sont normalisées pour se situer entre 0 et 1. Figure 5.17. La qualité de l'infrastructure globale est mesurée à l'aide de l'enquête aux fins du Rapport sur la compétitivité mondiale du Forum économique mondial menée auprès d'organisations partenaires (universités, organismes de recherche, associations professionnelles, conseils de la compétitivité) ayant les connexions voulues pour communiquer avec les principaux dirigeants d'entreprise dans chaque pays. La liste des organisations partenaires dans chaque pays peut être consultée à l'adresse https://www3.weforum.org/docs/GCR2016-2017/05FullReport/TheGlobalCompetitivenessReport2016-2017_FINAL.pdf. La question posée aux personnes interrogées s'articule comme suit : « Comment évaluez-vous l'état général des infrastructures (de transport, de communication et d'énergie, entre autres) dans votre pays ? ». Leur est ensuite demandé d'attribuer une note sur une échelle de 1 à 7, où 1 signifie « extrêmement sous-développées — parmi les pires au monde » et 7 signifie « bien développées et efficaces — parmi les meilleures au monde ». Les données sur la qualité de l'infrastructure globale sont recueillies sur chaque pays pour l'année 2017 ou pour l'année la plus récente disponible. Les valeurs sont normalisées par rapport aux moyennes de l'OCDE pour ce qui est de l'indice de la qualité des infrastructures globales et de la part de l'emploi dans le secteur public. Les données relatives aux pays de l'OCDE sont disponibles pour les pays suivants : Australie, Autriche, Canada, Chili, Colombie, Corée du Sud, Costa Rica, États-Unis d'Amérique, France, Israël, Japon, Mexique, Slovaquie, Suisse et Turquie.

Les figures 5.16 et 5.17 donnent à penser que dans la région MENA, la part des travailleurs dans le secteur public est trop importante par rapport à la qualité des biens publics fournis. La figure 5.16 montre que la région MENA est derrière toutes les autres régions en matière de responsabilisation (Belhaj et al., 2022), alors que celle-ci est cruciale pour améliorer la qualité des services publics de base fournis (Deininger et Mpuga, 2005). La figure 5.17 montre la part de l'emploi dans le secteur public ainsi que la qualité des infrastructures dans les différents pays, les deux variables étant normalisées à une valeur de 1 pour la moyenne de l'OCDE. L'Algérie, la République arabe d'Égypte, la Jordanie, la Tunisie et la République du Yémen ont une part de l'emploi public plus élevée que la moyenne de l'OCDE, mais la qualité de l'infrastructure globale est inférieure⁵⁷. L'Algérie en particulier compte environ deux fois et demie plus d'emplois dans le secteur public que la moyenne des pays de l'OCDE, mais affiche des résultats inférieurs de 32 % en ce qui concerne la qualité des infrastructures. Dans le même temps, le Liban et la République islamique d'Iran ont une part comparable de l'emploi dans le secteur public, mais affichent une qualité d'infrastructure globale inférieure à la moyenne de l'OCDE. En revanche, les Émirats arabes unis affichent un score de qualité des infrastructures publiques supérieur de 23 % à la moyenne de l'OCDE, mais la part de l'emploi dans le secteur public est presque deux fois supérieure à la moyenne de l'OCDE. Dans la région MENA, une part plus élevée de l'emploi dans le secteur public ne correspond pas nécessairement à une infrastructure de meilleure qualité que dans la moyenne des pays de l'OCDE.

⁵⁷ Pour plus d'informations sur les sources de données et la méthodologie, voir la note à la figure 5.17.

Parro et Torres (2024) mettent en évidence les gains de productivité importants dans toute la région qui résulteraient de la réaffectation des talents en dehors du secteur public, même si les biens publics dans la région réussissaient tout aussi efficacement à stimuler la production du secteur privé que dans une économie développée ordinaire. Si la main-d'œuvre était réaffectée de façon optimale du secteur public vers le secteur privé, la productivité globale augmenterait de 5 % en République islamique d'Iran ; de 8 % en Tunisie et en République arabe d'Égypte ; de 9 % en Jordanie ; de 43 % en Algérie ; et de 46 % en Irak⁵⁸. Les auteurs ont également constaté que le niveau d'emploi dans le secteur public en Égypte, par exemple, n'est optimal que pour un niveau d'efficacité des biens publics trois fois supérieur à la moyenne des pays développés.

Utiliser les progrès de la technologie grâce à des échanges commerciaux internationaux plus denses

La faible productivité globale pourrait aussi être due au fait que les techniques de production (idées, technologie) au niveau des entreprises sont très éloignées de celles de l'économie de référence. Cirera et al. (2024), par exemple, constatent que les différences dans la sophistication technologique des établissements (dont la moyenne est une composante de la productivité globale des facteurs) expliquent 31 % des disparités dans la productivité résiduelle.

Le *Rapport sur le développement dans le monde 2024* (Banque mondiale, 2024i) souligne l'importance de l'infusion de technologies et de connaissances, qui permettrait aux pays d'éviter le piège du revenu intermédiaire, cette situation de pays qui connaissent un ralentissement systématique de la croissance et ne réussissent pas à mettre en place les nouvelles structures économiques qui leur permettraient d'atteindre et de maintenir des niveaux de revenu élevés. L'infusion est le processus par lequel les pays reproduisent et diffusent les technologies et les modèles commerciaux modernes des économies plus avancées et appliquent ces connaissances à grande échelle dans leur économie nationale, donnant ainsi aux industries nationales la possibilité de devenir des fournisseurs de biens et de services à l'échelle mondiale. Une fois qu'un pays s'extirpe du piège du revenu intermédiaire, il peut ajouter l'innovation à sa stratégie — qui signifie que les pays s'attachent à renforcer les capacités internes afin d'ajouter de la valeur aux technologies mondiales pour que les entreprises nationales puissent devenir des créateurs de connaissances mondiales.

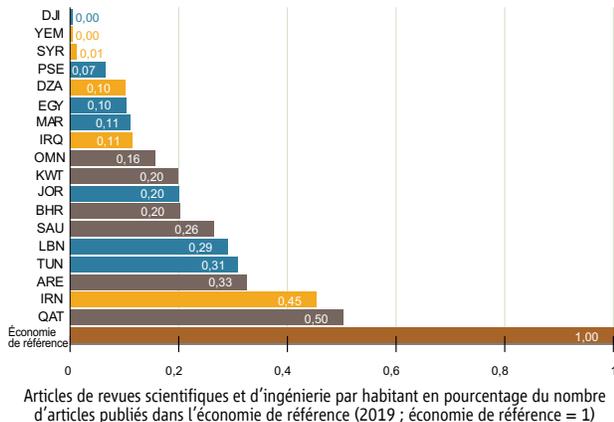
Les pays amorcent leur trajectoire de croissance en accélérant les investissements dans les capitaux privés, l'éducation et les infrastructures. Cependant, une croissance soutenue suppose de passer à l'étape suivante, qui consiste à insuffler et à diffuser des idées de portée mondiale. Lorsque les rendements diminuent, les pays doivent adopter une stratégie qui allie investissement, infusion et innovation. La Corée est un exemple de pays qui a réussi sa transition de pays à revenu intermédiaire à pays à revenu élevé. Dans les années 1960, la Corée faisait partie des pays les plus pauvres au monde. Aujourd'hui, elle est l'un des plus riches, avec un revenu par habitant avoisinant les 35 000 dollars. Dans les années 1960 et 1970, la Corée a encouragé les grandes entreprises nationales, comme Samsung, à envoyer des ingénieurs dans des sociétés de renom, telles que NEC au Japon, pour apprendre les meilleures pratiques. Le Gouvernement coréen a également encouragé les entreprises à embrasser des idées mondiales en récompensant l'obtention de licences de technologies étrangères par des avantages fiscaux. Grâce à cette approche, la Corée a acquis la maîtrise des technologies appliquées aux téléviseurs et appareils de radio, se plaçant désormais devant les Japonais. Lorsque le Japon a augmenté le coût des licences, la Corée a abandonné l'infusion de la technologie japonaise pour se lancer elle-même dans l'innovation.

S'agissant de la MENA, les connaissances produites dans la région montrent peu d'impact et d'innovation, ce qui laisse supposer que la faible sophistication technologique qui caractérise la région est l'une des causes probables des faibles niveaux de la productivité totale des facteurs résiduelle. La figure 5.18 montre le nombre d'articles de revues scientifiques et d'ingénierie par habitant pour chaque pays de la région MENA, au cours de l'année 2019, normalisé à la valeur de l'économie de référence. Il est important de noter ici que, dans le cas du CCG, la population englobe les ressortissants d'autres pays. Le Qatar se situe à 50 % du niveau de l'économie de référence, suivi de la République islamique d'Iran (45 %), des Émirats arabes unis (33 %) et de la Tunisie (31 %). Le nombre d'articles publiés par habitant en Égypte ne représente que 10 % du volume dans l'économie de référence. Les pays de la région MENA en situation de fragilité et de conflit, particulièrement l'Irak, la République arabe syrienne, la Cisjordanie et Gaza, ainsi que la République du Yémen, ne dépassent guère 11 % de la production scientifique de référence. La figure 5.19 quantifie

⁵⁸ Dans leur exercice, Parro et Torres calibrent leur modèle en fonction des données provenant de la République arabe d'Égypte. À l'aide de paramètres calibrés, ils effectuent ensuite des simulations hypothétiques pour les autres pays de la région MENA afin de calculer les gains de productivité induits par la réaffectation des talents pour une taille optimale du secteur public.

le nombre de fois que des travaux de recherche sont cités (en particulier, l'indice H, qui indique le nombre d'articles publiés dans un pays qui ont été cités au moins H nombre de fois) dans les pays par rapport à la taille de la population — une mesure de l'impact scientifique. Huit pays de la région MENA (Algérie, Cisjordanie et Gaza, Djibouti, République arabe d'Égypte, Irak, Maroc, République arabe syrienne et République du Yémen) ont des valeurs d'indice H inférieures à la moyenne par rapport à la taille de leur population — moyenne qui est déjà très loin de la valeur de cet indice dans l'économie de référence. Des économies plus importantes, comme l'Arabie saoudite et l'Iran, ont également une présence scientifique bien inférieure à celle de leurs pairs de taille comparable.

Figure 5.18. Les pays de la région MENA produisent relativement peu d'articles scientifiques par habitant.



Au cours des 15 dernières années, seule l'Arabie saoudite a vu le niveau d'innovation et d'impact de ses connaissances croître considérablement, mais elle est encore bien loin du niveau de référence. La figure 5.20 montre l'évolution de l'indice technologique, qui tient compte à la fois de l'importance et de l'ampleur des brevets d'un pays (Chikis, 2023 et Rapport sur le développement dans le monde 2024), les États-Unis faisant figure de référence (États-Unis = 1). L'indice technologique est calculé sur la base du nombre de brevets délivrés par habitant et la centralité du réseau. Cette dernière est calculée pour déterminer si un pays se situe à la pointe de la technologie et est définie par les citations de brevets d'autres pays dans les brevets d'un pays au cours d'une période donnée.

Exploiter les technologies et les idées mondiales les plus avancées peut contribuer à stimuler la croissance économique dans la région (Klenow et Rodriguez-Clare, 2005 ; Stokey, 2012 ; Rapport sur le développement dans le monde, 2024). Le commerce international, par la diffusion des connaissances qu'il génère, est un moyen important de réaliser la croissance économique (Melitz et Redding, 2021 ; Rapport sur le développement dans le monde, 2024). Les données indiquent toutefois que la région n'est pas compétitive dans les exportations non pétrolières et que les économies ont besoin d'entreprises compétitives à l'échelle mondiale et de talents spécialisés pour pouvoir entreprendre une infusion technologique à grande échelle (Rapport sur le développement dans le monde 2024). La figure 5.21 montre que, bien que les

Figure 5.19. Les connaissances générées dans la région MENA ont moins d'impact en termes de citations par rapport à des pays de taille similaire.

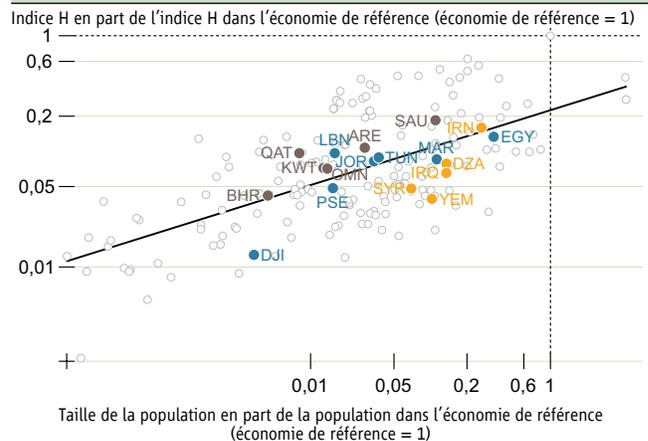
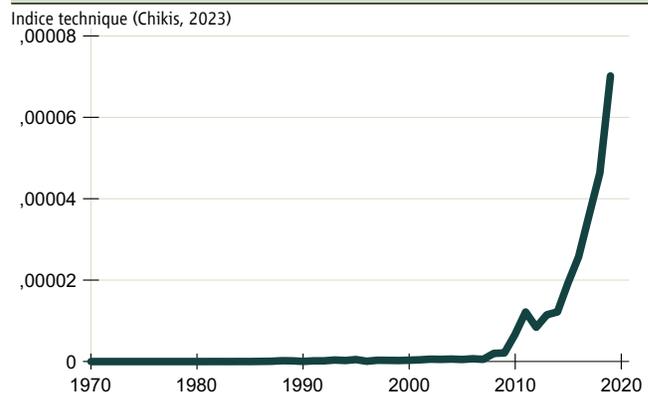


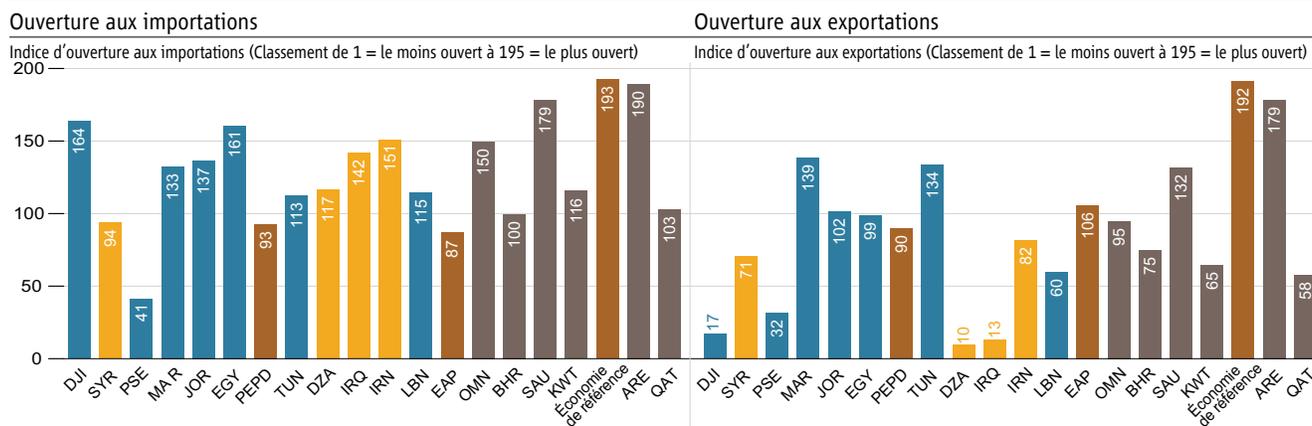
Figure 5.20. Le caractère novateur des connaissances produites en Arabie saoudite a connu un essor au cours des 15 dernières années, mais le pays est encore très loin du niveau de référence (économie de référence = 1).



Sources : Scimago, Chikis (2023), Rapport sur le développement dans le monde, 2024, et Banque mondiale, calculs des services de la Banque mondiale à partir des données de la Banque mondiale. Note : DZA= Algérie. BHR = Bahreïn. DJI = Djibouti. EGY = République arabe d'Égypte. IRQ = Irak. IRN = République islamique d'Iran. JOR = Jordanie. KWT= Koweït. LBN = Liban. MAR = Maroc. OMN =Oman. QAT = Qatar. SAU = Arabie saoudite. SYR = République arabe syrienne. TUN = Tunisie. YEM = République du Yémen. PSE = Cisjordanie et Gaza. ARE = Emirats arabes unis. Figure 5.18, articles de revues scientifiques et techniques signifie le nombre d'articles scientifiques et d'ingénierie publiés dans les domaines suivants : physique, biologie, chimie, mathématiques, médecine clinique, recherche biomédicale, ingénierie et technologie, et sciences de la terre et de l'espace. Le nombre d'articles scientifiques et techniques provient de revues classées par le Science Citation Index (SCI) et le Social Sciences Citation Index (SSCI) de l'Institute for Scientific Information. Les dénombrements sont basés sur des affectations fractionnaires ; les articles dont les auteurs proviennent de pays différents sont affectés de façon proportionnelle à chaque pays. Dans la figure 5.19, les données de l'indice H ont été tirées du portail ScimagoJR.com pour l'année 2023. L'indice H et la taille de la population sont normalisés à la valeur des États-Unis. La ligne noire représente la droite ajustée, montrant la relation linéaire entre l'indice H et la taille de la population dans tous les pays de l'ensemble de données. Les deux axes sont à l'échelle logarithmique. Figure 5.20 : pour la méthodologie détaillée sur le calcul de l'indice technologique, voir Chikis (2023) et le Rapport sur le développement dans le monde (2024).

pays de la région MENA ne semblent pas avoir d'obstacles implicites aux importations de produits non pétroliers, la plupart des économies se situent en dessous de la médiane en termes d'ouverture aux exportations non pétrolières. En effet, certaines économies en développement de la région MENA telles que l'Algérie, l'Irak et Djibouti, figurent parmi les 20 économies les moins ouvertes aux exportations dans le monde, et ce malgré la proximité du marché de l'Union européenne qui constitue un avantage comparatif naturel pour les pays de la région en quête de destinations pouvant leur permettre de stimuler le commerce international et de profiter des retombées.

Figure 5.21. La plupart des économies de la région MENA se situent en dessous de la médiane de l'indice d'ouverture aux exportations non pétrolières, ce qui indique qu'il existe peut-être des obstacles vers l'extérieur.



Source : Calculs des services de la Banque mondiale, à partir des données du BACI (Centre d'études prospectives et d'informations internationales).

Note : DZA= Algérie. BHR= Bahreïn. DJI= Djibouti. EGY= République arabe d'Égypte. IRQ= Irak. IRN= République islamique d'Iran. JOR= Jordanie. KWT= Koweït. LBN= Liban. MAR= Maroc. OMN= Oman. QAT= Qatar. SAU= Arabie saoudite. SYR= République arabe syrienne. TUN= Tunisie. YEM= République du Yémen. PSE= Cisjordanie et Gaza. ARE= Emirats arabes unis. EAP= Asie de l'Est et Pacifique. PEPD= pays émergent et pays en développement. Le graphique à barres classe les pays en fonction de leur niveau d'ouverture aux importations comme aux exportations. Les pays sont classés, de gauche à droite, du PIB réel côté production le plus bas au plus élevé aux parités de pouvoir d'achat courantes, divisé par la population (2017). Les indices sont estimés à partir d'un modèle gravitationnel classique qui fait une analyse de régression de la valeur du commerce bilatéral entre un pays d'origine et un pays de destination (y compris zéro s'il n'y a pas d'échanges), à partir d'un ensemble de variables explicatives. Les variables explicatives sont la taille des deux économies, la distance qui les sépare, le fait qu'elles ont ou non une frontière et/ou une langue communes, et participent ou non à un accord commercial. La régression utilise également l'origine, la destination et l'année comme effets fixes. Les effets fixes des pays (un en tant qu'importateur, l'autre en tant qu'exportateur) indiquent la propension spécifique du pays à commercer avec le reste du monde, après avoir pris en compte d'autres déterminants du volume des échanges. La figure montre le rang de ces effets fixes dans l'échantillon de 195 pays. L'analyse exclut les importations et les exportations du secteur pétrolier. Les barres correspondant aux PEPD sont les indices moyens de tous les pays émergents et pays en développement. Les barres correspondant à l'EAP (Asie de l'Est et Pacifique) sont les indices moyens des pays de la région.

La figure 5.21 classe les pays de la région MENA, d'autres PEPD, la région EAP et l'économie de référence selon leur degré d'ouverture aux importations et aux exportations non pétrolières. Cet indice d'ouverture reflète l'ampleur des obstacles invisibles (connus dans la littérature commerciale sous le nom de "terme de résistance") aux importations et aux exportations à partir des estimations d'un modèle gravitationnel, largement utilisé dans la littérature commerciale, qui tient compte des facteurs standards susceptibles de déterminer le volume des échanges (tels que la taille de l'économie, la distance bilatérale par rapport au partenaire commercial et la mesure dans laquelle les partenaires partagent une frontière ou une langue commune ou sont liés par un accord de libre-échange). Ces obstacles invisibles qui influent sur les échanges sont notamment la qualité des institutions, les politiques commerciales, les liens historiques avec les pays partenaires et les avantages géographiques autres que la proximité. L'analyse exclut le secteur pétrolier. L'indice mesure alors le degré d'ouverture au commerce d'un pays en tant qu'importateur ou exportateur.

Transparence des données pour plus de croissance

Dans la région MENA, la transparence des données fait défaut. La production et la diffusion d'ensembles de micro-données sont limitées, et la région obtient des résultats médiocres dans l'indice de performance statistique par rapport à d'autres pays à revenu comparable (Belhaj et al., 2022). De nombreux ensembles de données sont obsolètes et les statistiques de base présentent de nombreuses lacunes, même dans les économies à revenu élevé. La plupart des pays de la région publient très peu d'ensembles de micro-données. Belhaj et al. (2022) soutiennent que le manque de ressources et l'insuffisance des capacités de production de statistiques n'expliquent pas les lacunes observées dans les données.

L'analyse présentée dans ce rapport a pâti de ces mêmes insuffisances. En ce qui concerne les données macroéconomiques, la mesure des investissements apparaissant dans les comptes nationaux de certains pays importateurs de pétrole de la région MENA n'est peut-être pas exacte. S'agissant des sources de micro-données, la participation au marché du travail semble être sous-estimée tant dans les pays en développement importateurs de pétrole que dans les pays exportateurs de pétrole de la région MENA. En outre, le manque d'estimations très régulières de la pauvreté sur de longues périodes a limité l'étude sur la question de l'inclusivité de la croissance dans la région MENA.

La région a beaucoup à gagner si elle investit dans la transparence des données en tant que levier supplémentaire de croissance. La transparence des données est capitale pour le développement (Hodelin, 2022 ; Islam et Lederman, 2024). Islam et Lederman (2024) énumèrent les différents canaux par lesquels la transparence des données peut améliorer les conditions de vie. Les pays qui disposent d'informations de qualité et largement accessibles peuvent prendre de meilleures décisions. La transparence des données réduit les erreurs de prévision de la croissance (Gatti et al., 2024), accroît la recherche scientifique (Nagaraj et al., 2020), réduit les écarts des taux souverains (Gonzalez-Garcia, 2024), améliore l'efficacité de la politique monétaire et renforce la confiance du public (Shambaugh et Shen, 2018).

Références

- Abadie, Alberto, Alexis Diamond, and Jens Hainmueller. (2010). "Synthetic control methods for comparative case studies: Estimating the effect of California's tobacco control program" *Journal of the American statistical Association*, 105(490), pp. 493-505.
- Abadie, Alberto, Alexis Diamond, and Jens Hainmueller. (2015). "Comparative politics and the synthetic control method" *American Journal of Political Science*, 59(2), pp. 495-510.
- Abadie, Alberto, and Javier Gardeazabal. (2003). "The economic costs of conflict: A case study of the Basque Country" *American economic review*, 93(1), pp. 113-132.
- Ahir, Hites, Nicholas Bloom, and Davide Furceri (2022). "The World Uncertainty Index" NBER Working Paper, No. 29763. DOI: 10.3386/w29763.
- Akresh, Richard, Philip Verwimp, and Tom Bundervoet. (2011). "Civil war, crop failure, and child stunting in Rwanda" *Economic Development and cultural change*, 59(4), pp. 777-810.
- Arezki, Rabah and Lemma Senbet (2020). "Transforming Finance in the Middle East and North Africa" World Bank Policy Research Working Paper, No. 9301. DOI: 10.1596/1813-9450-9301.
- Assaad, Ragui, and Caroline Gould Krafft (2024). "Connecting People to Projects: A New Approach to Measuring Women's Employment in the Middle East and North Africa" Policy Research Working Paper Series, No. 10659. Washington, DC: World Bank Group.
- Atamanov, Aziz, Sharad Alan Tandon, Gladys C. Lopez-Acevedo, and Vergara Bahena Mexico Alberto (2020). "Measuring Monetary Poverty in the Middle East and North Africa (MENA) Region: Data Gaps and Different Options to Address Them" Policy Research Working Paper Series, No. 9259. Washington, DC: World Bank Group.
- Avitabile, Ciro, Ritika D'Souza, Roberta Gatti, and Emily Weedon (2019). "Insights from Disaggregating the Human Capital INDEX" Washington, DC: World Bank Group.
- Baqae, David and Emmanuel Farhi (2019). "A Short Note on Aggregating Productivity" National Bureau of Economic Research. <https://doi.org/10.3386/w25688>.
- Barro, Robert J., and Jong Wha Lee (2013). "A New Data Set of Educational Attainment in the World, 1950–2010" *Journal of Development Economics*, 104, pp. 184-198. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2012.10.001>.
- Belhaj, Ferid, Roberta Gatti, Daniel Lederman, Ernest John Sergenti, Hoda Assem, Rana Lotfi, and Mennatallah Emam Mousa (2022). "A new state of mind: Greater transparency and accountability in the Middle East and North Africa" MENA Economic Update. Washington, DC: World Bank Group.
- Bloom, Nicholas (2014). "Fluctuations in Uncertainty" *Journal of Economic Perspectives*, 28(2), pp. 153-176.
- Brancati, Emanuele, Michele Di Maio, Roberta Gatti, and Asif M. Islam (2024). "Conflict and firms' performance: A global view" Unpublished manuscript.
- Brown, Ryan, and Andrea Velásquez (2017). "The Effect of Violent Crime on the Human Capital Accumulation of Young Adults" *Journal of Development Economics*, 127, pp. 1-12. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2017.02.004>.
- Brück, Tilman, Michele Di Maio, and Sami H. Miaari (2019). "Learning The Hard Way: The Effect of Violent Conflict on Student Academic Achievement" *Journal of the European Economic Association*, 17(5), pp. 1502-1537.
- Caldara, Dario, and Matteo Iacoviello (2022). "Measuring Geopolitical Risk" *American Economic Review*, 112(4), pp. 1194-1225. DOI: 10.1257/aer.20191823.
- Caselli, Francesco (2005). "Accounting for Cross-Country Income Differences" In Philippe Aghion and Steven Durlauf (eds.), *Handbook of Economic Growth*, 1(1), pp. 679-741. Elsevier.
- Chikis, Craig A. (2023). "The Developmental Trinity: Institutions, Infrastructure, and Technology" University of Chicago.
- Cirera, Xavier, Diego A. Comin, and Marcio Cruz (2024). "Anatomy of Technology and Tasks in the Establishment" National Bureau of Economic Research Working Paper Series, No. 32281. DOI: 10.3386/w32281. <http://www.nber.org/papers/w32281>.

- Cohen, Daniel, and Laura Leker (2014). "Health and Education: Another Look with the Proper Data" CEPR Discussion Papers, No. 9940. C.E.P.R. Discussion Papers.
- Collier, Paul, V. L. Elliot, Havard Hegre, Anke Hoefler, Marta Reynal-Querol and Nicholas Sambanis. (2003). "Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy" Washington, DC: World Bank Group & Oxford University Press.
- Corral, Paul, and Roberta Gatti (2020). "Accumulation interrupted: COVID-19 and human capital among the young" In Simeon Djankov and Ugo Panizza (eds.), *COVID-19 in Developing Economies*, 1(21), pp. 286-302. London: Centre for Economic Policy Research.
- Davies, Shawn, Garoun Engström, Therése Pettersson, and Magnus Öberg (2024). "Organized violence 1989–2023, and the prevalence of organized crime groups" *Journal of Peace Research*, 61(4).
- De Cosmo, Sergio, Mahi Elattar, Ellen Hamilton, Katrin Heger, Francesca Recanatini and Joseph Saba. (2022). "Building for Peace: Reconstruction for Security, Sustainable Peace, and Equity in the Middle East and North Africa." In *A New State of Mind: Greater Transparency and Accountability in the Middle East and North Africa*, edited by Ferid Belhaj, Roberta Gatti, Daniel Lederman, Ernest John Sergenti, Hoda Assem, Rana Lotfi, and Mennatallah Emam Mousa, pp. 88-98. Washington, DC: World Bank Group.
- De Moraes, Gael, Sofia Gomez Tamayo, Dana Larayess, and Johannes Koettl "Female Labor Force Participation in the Middle East and North Africa: regional trends and lessons from the experience of Saudi Arabia" Unpublished manuscript.
- de Roux, Nicolás, and Luis Martinez (2021). "Uncertainty, Peace, and Investment: Evidence from Credit Microdata in Colombia" Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=3725231> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3725231>.
- Deininger, Klaus, and Paul Mpuga (2005). "Does Greater Accountability Improve the Quality of Public Service Delivery? Evidence from Uganda" *World Development*, 33(1), pp. 171-191.
- Ekhatior-Mobayode, Uche Eseosa, and Johannes G. Hoogeveen. (2022). "Microdata collection and openness in the Middle East and North Africa" *Data & Policy*, 4: e31. DOI:10.1017/dap.2022.24.
- Fan, Rachel Yuting, Daniel Lederman, Ha Nguyen, and Claudio J. Rojas (2024). "Calamities, debt, and growth in developing countries" *IMF Economic Review*, 72(1), pp. 487-507.
- FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO. (2017). "The State of Food Security and Nutrition in the World 2017. Building resilience for peace and food security" Rome, Italy: Food and Agriculture Organization.
- Feenstra, Robert C., Robert Inklaar, and Marcel P. Timmer (2015). "The Next Generation of the Penn World Table" *American Economic Review*, 105(10), 3150-3182. DOI: 10.1257/aer.20130954.
- Fiuratti, Federico Ivan, Steven Pennings, and Jesica Torres (2024). "How Large Are the Economic Dividends from Closing Gender Employment Gaps in the Middle East and North Africa?" Policy Research Working Paper, 10706. Washington, DC: World Bank Group.
- Gatti, Roberta, Daniel Lederman, Asif M. Islam, Ha Nguyen, Rana Lotfi, and Mennatallah Emam Mousa (2024). "Data Transparency and GDP Growth Forecast Errors" *Journal of International Money and Finance*, 140, 102991.
- Gatti, Roberta, Daniel Lederman, Nelly Elmallakh, Jesica Torres, Joana Silva, Rana Lotfi, and Ilias Suvanov (2023a). "Balancing Act: Jobs and Wages in the Middle East and North Africa when Crisis Hit" MENA Economic Update. Washington, DC: World Bank Group.
- Gatti, Roberta, Daniel Lederman, Asif M. Islam, Bo Pieter Johannes Andree, Rana Lotfi, Mennatallah Emam Mousa, Federico Bennett, Hoda Assem (2023b). "Altered Destinies: The Long-Term Effects of Rising Prices and Food Insecurity in the Middle East and North Africa" MENA Economic Update. Washington, DC: World Bank Group.
- Gatti, Roberta, Federico Roberto Bennett, Hoda Assem, Rana Lotfi, Gianluca Mele, Ilias Suvanov, and Asif M. Islam (2024). "Conflict and Debt in the Middle East and North Africa" MENA Economic Update. Washington, DC: World Bank Group.

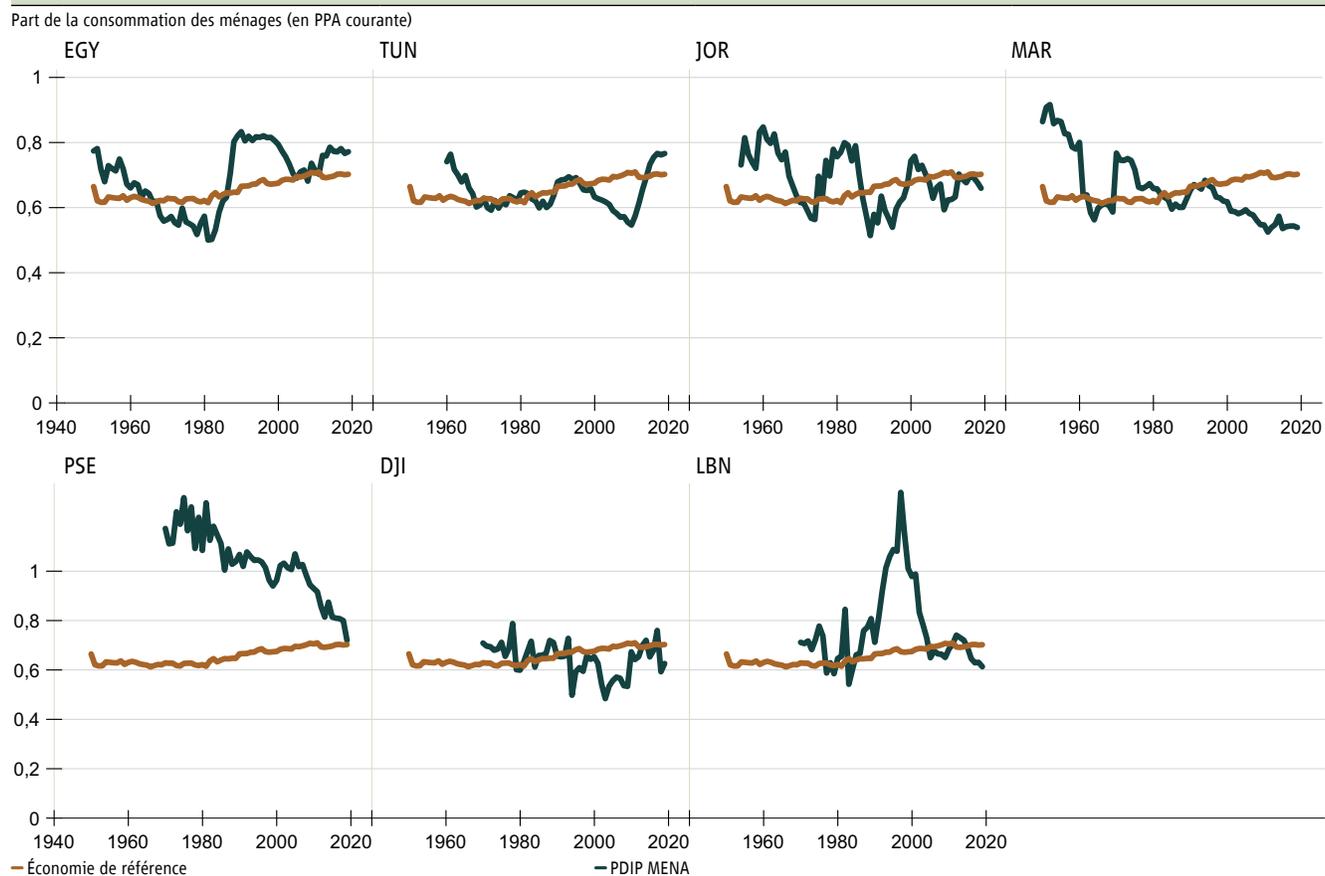
- Gatti, Roberta, Matteo Morgandi, Rebekka Grun, Stefanie Brodmann, Diego Angel-Urdinola, Juan Manuel Moreno, Daniela Marotta, Marc Schiffbauer, and Elizabeth Mata Lorenzo (2013). "Jobs for Shared Prosperity: Time for Action in the Middle East and North Africa" World Bank Publications - Books, The World Bank Group, Number 13284, December.
- Gaulier, Guillaume, and Soledad Zignago (2010) "BACI: International Trade Database at the Product-Level. The 1994-2007 Version" CEPII Working Paper, No. 2010-23.
- George, Justin, Adesoji Adelaja, and Dave Weatherspoon. (2020). "Armed conflicts and food insecurity: evidence from Boko Haram's attacks" *American Journal of Agricultural Economics*, 102(1), pp. 114-131.
- Gonzalez-Garcia, Jesus (2024). "Data Transparency and Sovereign Financing Conditions." *Empirical Economics*, 66, pp. 1735–1755. <https://doi.org/10.1007/s00181-023-02498-4>.
- Hodelin, Reynaldo Senra (2022). "Statistical Disclosure and Economic Growth: What is the Nexus?" *World Development*, 160, 106036.
- Holleman, Cindy, Julius Jackson, Marco V. Sánchez, and Rob Vos. (2017). "Sowing the seeds of peace for food security. Disentangling the nexus between conflict, food security and peace" *FAO Agricultural Development Economics Technical Study 2*. Rome, Italy: Food and Agriculture Organization.
- Hoogeveen, Johannes G., and Gladys Lopez-Acevedo. (Eds.) (2021). "Distributional Impacts of COVID-19 in the Middle East and North Africa Region" *MENA Development Report*. Washington, DC: World Bank Group.
- Hsieh, Chang-Tai, and Peter J. Klenow (2009). "Misallocation and Manufacturing TFP in China and India" *The Quarterly Journal of Economics*, 124(4), pp. 1403-1448. <https://doi.org/10.1162/qjec.2009.124.4.1403>.
- Hsieh, Chang-Tai, and Peter J. Klenow (2010). "Development Accounting" *American Economic Journal: Macroeconomics*, 2(1), pp. 207-223. DOI: 10.1257/mac.2.1.207.
- Hsieh, Chang-Tai, Erik Hurst, Charles I. Jones, and Peter J. Klenow (2019). "The Allocation of Talent and U.S. Economic Growth" *Econometrica*, 87(5), pp. 1439-1474. <https://doi.org/10.3982/ECTA11427>.
- Illut, Cosmin, Matthias Kehrig, and Martin Schneider (2018). "Slow to hire, quick to fire: Employment dynamics with asymmetric responses to news" *Journal of Political Economy*, 126, (5), pp. 2011-2071.
- IMF (2019). "Regional Economic Outlook Sub-Saharan Africa: Recovery Amid Elevated Uncertainty." Washington, DC: International Monetary Fund.
- IMF (2024). "Regional Economic Outlook Middle East and Central Asia: An Uneven Recovery Amid High Uncertainty" Washington, DC: International Monetary Fund.
- Inklaar, Robert, and Pieter Woltjer (2021). "Is Egypt Really More Productive than the United States? The Data behind the Penn World Table" *International Productivity Monitor, Centre for the Study of Living Standards*, 41, pp. 118-137. Fall.
- Islam, Asif Mohammed, Dalal Hasan Sharif Sayed Moosa, and Federica Saliola (2022). "Jobs Undone: Reshaping the Role of Governments toward Markets and Workers in the Middle East and North Africa" *Jobs Group Papers, Notes, and Guides 33863304*. Washington, DC: World Bank Group.
- Islam, A. M., and Daniel Lederman. (2024). "Data transparency and growth in developing economies during and after the global financial crisis" *Kyklos*, pp. 1–37. <https://doi.org/10.1111/kykl.12404>.
- Jones, Charles I. (2016). "The Facts of Economic Growth" In John B. Taylor and Harald Uhlig (eds.), *Handbook of Macroeconomics*, 2, pp. 3-69. Elsevier.
- Keo, Caitlyn, Caroline Krafft, and Luca Fedi (2022). "Rural Women in Egypt: Opportunities and Vulnerabilities" In Caroline Krafft and Ragui Assaad (eds.), *The Egyptian Labor Market: A Focus on Gender and Economic Vulnerability* (Oxford, online edition). Oxford Academic. <https://doi.org/10.1093/oso/9780192847911.003.0009>.
- Klenow, Pete, and Andres Rodriguez-Clare (2005). "Externalities and Growth" In Philippe Aghion and Steven Durlauf (eds.), *Handbook of Economic Growth*, 1, Part A, pp. 817-861. Elsevier.
- Korovkin, Vasily, and Alexey Makarin (2023). "Conflict and Intergroup Trade: Evidence from the 2014 Russia-Ukraine Crisis" *American Economic Review*, 113(1), pp. 34-70. DOI: 10.1257/aer.20191701.

- Krusell, Per, Lee E. Ohanian, José-Víctor Ríos-Rull, and Giovanni L. Violante (2000). "Capital-Skill Complementarity and Inequality: A Macroeconomic Analysis" *Econometrica*, 68(5), pp. 1029-1053.
- Mahler, Daniel Gerszon, and Christoph Lakner. (2022). "The Impact of COVID-19 on Global Inequality and Poverty" Policy Research Working Papers, No. 10198. Washington, DC: World Bank Group.
- Mankiw, N. Gregory, David Romer, and David N. Weil (1992). "A contribution to the empirics of economic growth" *The quarterly Journal of Economics*, 107(2), pp. 407-437.
- Matsunaga, Hideki (2019). "The reconstruction of Iraq after 2003: Learning from its successes and failures" World Bank Publications. Washington, DC: World Bank Group.
- Melitz, Marc J., and Stephen J. Redding (2021). "Trade and Innovation" NBER Working Papers, No. 28945. National Bureau of Economic Research, Inc.
- Mueller, H., and J. Tobias (2016). "The Cost of Violence: Estimating the Economic Impact of Conflict" IGC Growth Brief Series 007. London: International Growth Centre.
- Muriuki, James, Darren Hudson, and Syed Fuad. (2023). "The impact of conflict on food security: evidence from household data in Ethiopia and Malawi." *Agriculture & Food Security*, 12(1), pp. 41.
- Nagaraj, Abishek, Esther Shears, and Mathijs de Vaan (2020). "Improving Data Access Democratizes and Diversifies science." *Proceedings of the National Academy of Sciences* Sep 2020, 117(38), pp. 23490-23498. DOI: 10.1073/pnas.2001682117.
- Parro, Francisco and Jesica Torres (2024). "Optimal Public Sector Premium, Talent Misallocation, and Aggregate Productivity: Evidence from the Middle East and North Africa" Unpublished manuscript.
- Pennings, Steven Michael (2022). "A Gender Employment Gap Index (GEGI): A Simple Measure of the Economic Gains from Closing Gender Employment Gaps, with an Application to the Pacific Islands" Washington, DC: World Bank Group. <http://hdl.handle.net/10986/37062>. License: CC BY 3.0 IGO.
- Ravallion, Martin. (2004). "Pro-poor growth: A primer" World Bank Policy Research Working Paper Series, No. 3242. Washington, DC: World Bank Group.
- Restuccia, Diego, and Richard Rogerson (2008). "Policy Distortions and Aggregate Productivity with Heterogeneous Establishments" *Review of Economic Dynamics*, 11(4), pp. 707-720. <https://doi.org/10.1016/j.red.2008.05.002>.
- Restuccia, Diego, and Richard Rogerson (2017). "The Causes and Costs of Misallocation" *Journal of Economic Perspectives*, 31(3), pp. 151-174. DOI: 10.1257/jep.31.3.151.
- Rijkers, Bob, Caroline Freund, and Antonio Nucifora (2017). "All in the Family: State Capture in Tunisia" *Journal of Development Economics*, 124(C), pp. 41-59.
- Rijkers, Bob, Leila Baghdadi, and Gaël Raballand (2017). "Political Connections and Tariff Evasion: Evidence from Tunisia" *The World Bank Economic Review*, 31(2), pp. 459-482.
- Shambaugh, George E. and Elaine B. Shen (2018) "A Clear Advantage: The Benefits of Transparency to Crisis Recovery." *European Journal of Political Economy*, 55, pp. 391-416.
- Solow, Robert M. (1957). "Technical Change and the Aggregate Production Function" *Review of Economics and Statistics*, 39(3), pp. 312-320. <https://doi.org/10.2307/1926047>.
- Stokey, Nancy L. (2012). "Catching Up and Falling Behind" Becker Friedman Institute for Research in Economics Working Paper, No. 2012-015. Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=2192207> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2192207>.
- Sundberg, Ralph, and Erik Melander (2013). "Introducing the UCDP georeferenced event dataset" *Journal of peace research*, 50(4), pp. 523-532.
- Vonyó, Tamás. (2020). "Recovery and reconstruction: Europe after the Second World War" In *The economics of the Second World War: seventy-five years on*, pp. 107-113. CEPR Press.
- Weinberg, Gerhard L. (2005). "A World At Arms: A Global History of World War II" Vol. 984. Cambridge University Press.
- World Bank (2020a). "The Fallout of War: The Regional Consequences of the Conflict in Syria" Washington, DC: World Bank Group.

- World Bank (2020b). "The Human Capital Index 2020 Update: Human Capital in the Time of COVID-19." Washington, DC: World Bank Group. <http://hdl.handle.net/10986/34432> License: CC BY 3.0 IGO.
- World Bank (2021). "Global Highlights". International Comparison Program.
- World Bank (2023a). "World Development Report 2023: Migrants, Refugees, and Societies" Washington, DC: World Bank Group. <http://hdl.handle.net/10986/39696> License: CC BY 3.0 IGO.
- World Bank (2023b). "The Business of the State" Washington, DC: World Bank Group.
- World Bank (2024a). "Global Economic Prospects, June 2024" Washington, DC: World Bank Group.
- World Bank (2024b). "Global Economic Prospects, January 2024" Washington, DC: World Bank Group.
- World Bank (2024c). "Gulf Economic Update, Spring 2024, Unlocking Prosperity: Transforming Education for Economic Breakthrough in the GCC" Washington, DC: World Bank Group.
- World Bank (2024d). "Tunisia Economic Monitor, Spring 2024, Renewed Energy to the Economy" Washington, DC: World Bank Group.
- World Bank (2024e). "Morocco Economic Monitor, Summer 2024, Unlocking the Potential of the Private Sector to Spur Growth and Job Creation" Washington, DC: World Bank Group.
- World Bank (2024f). "Poverty, Prosperity, and Planet Report 2024" Washington, DC: World Bank Group.
- World Bank (2024g). "Syria Economic Monitor: Conflict, Crises, and the Collapse of Household Welfare" Washington, DC: World Bank Group.
- World Bank (2024h). "The Impacts of the conflict in the Middle East on the Palestinian economy" September 2024 World Bank Economic Monitoring Report, consulted online at <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/c25061ab26d14d7acc0330d5a7b4d496-0280012024/original/PalestinianEconomicUpdate-Sept2024-FINAL.pdf>.
- World Bank (2024i). "World Development Report 2024: The Middle-Income Trap" Washington, DC: World Bank Group. DOI: 10.1596/978-1-4648-2078-6. License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO.

Annexe

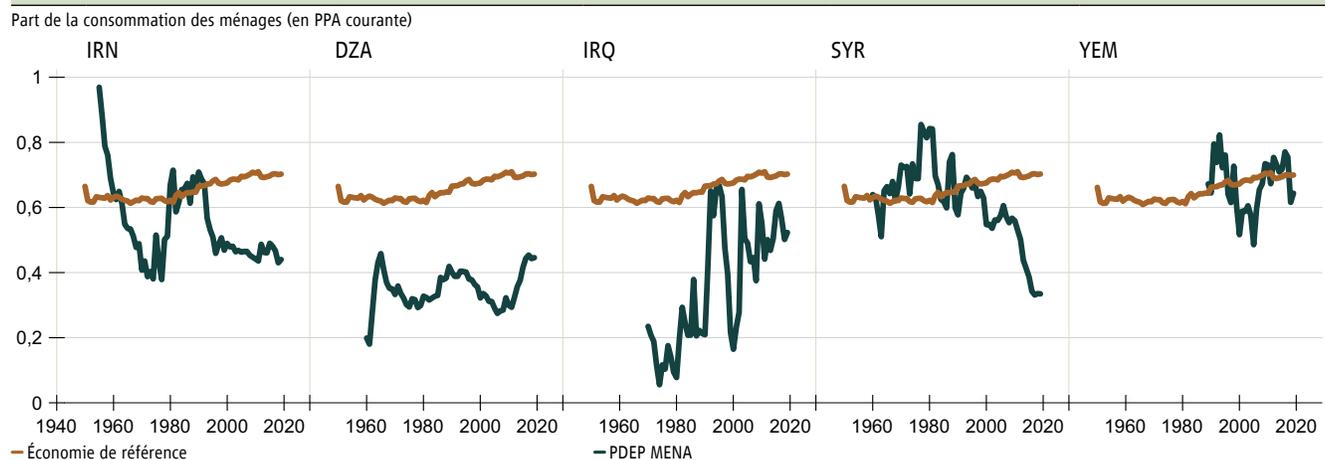
Figure A1. Propension à consommer dans les pays en développement importateurs de pétrole de la région MENA et dans l'économie de référence, 1950-2019.



Source : Calculs des services de la Banque mondiale à partir des données du Penn World Table 10.01.

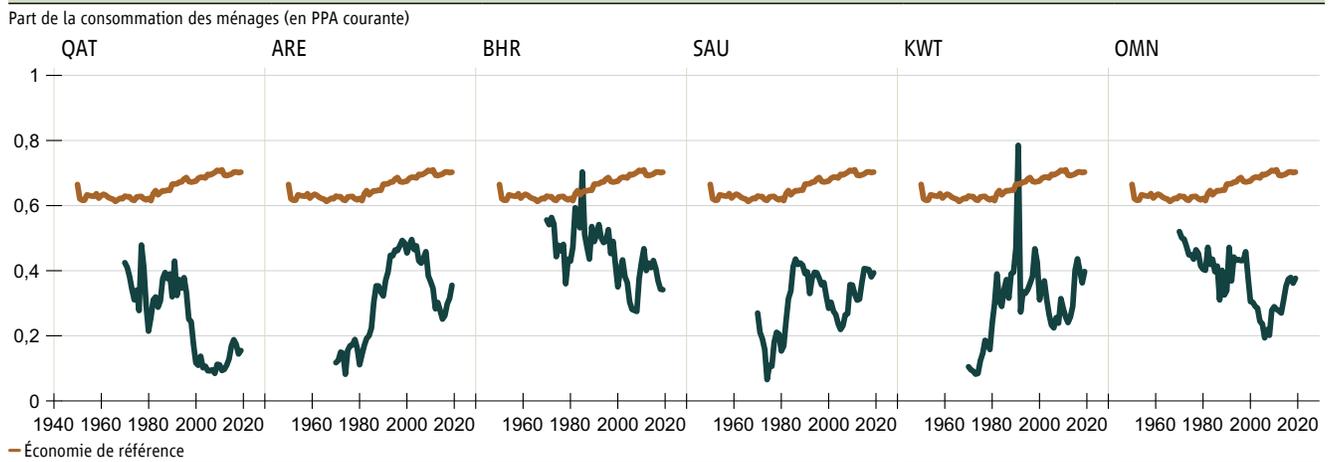
Note : EGY = République arabe d'Égypte. TUN = Tunisie. JOR = Jordanie, MAR = Maroc. PSE = Cisjordanie et Gaza. DJI = Djibouti. LBN = Liban. Chaque figure montre l'évolution de la propension à consommer (la part de la consommation des ménages en parités de pouvoir d'achat courantes), 1950-2019. La variable du Penn World Table est *csh_c*.

Figure A2. Propension à consommer dans les pays en développement exportateurs de pétrole de la région MENA et dans l'économie de référence, 1950-2019.



Source : Calculs des services de la Banque mondiale à partir du Penn World Table 10.01.

Note : IRN = République arabe d'Iran. DZA = Algérie. IRQ = Irak. SYR = République arabe syrienne. YEM = République du Yémen. Chaque figure montre l'évolution de la propension à consommer (part de la consommation des ménages en parités de pouvoir d'achat courantes), 1950-2019. La variable du Penn World Table est *csh_c*.

Figure A3. Propension à consommer dans les pays du CCG et dans l'économie de référence, 1950-2019.

Source : Calculs des services de la Banque mondiale, à partir de données du *Penn World Table* 10.01.

Notes : QAT = Qatar. ARE = Émirats arabes unis. BHR = Bahreïn. SAU = Arabie saoudite. KWT = Koweït. OMN = Oman. Chaque figure montre l'évolution de la propension à consommer (part de la consommation des ménages en parités de pouvoir d'achat courantes), de 1950 à 2019. La variable du *Penn World Table* est *csh_c*.

Tableau A1. Valeurs brutes dans l'exercice de comptabilité du développement pour la région MENA et les États-Unis.

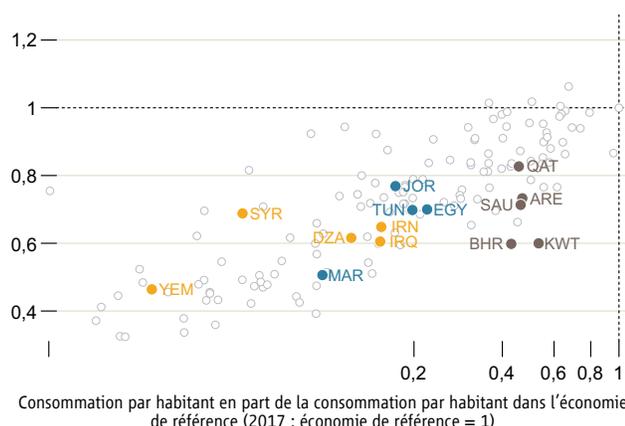
Pays	Revenu par habitant	Consommation par habitant	Ratio capital-production	Indice des années de scolarisation	Ratio emploi-population
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Économie de référence	60 117	42 328	1,9	3,74	0,48
Koweït	56 271	22 532	1,9	2,24	0,57
Émirats arabes unis	66 384	19 823	2,6	2,74	0,60
Arabie saoudite	48 487	19 572	2	2,67	0,39
Qatar	110 270	19 292	2,1	3,09	0,74
Bahreïn	49 239	18 176	2,2	2,24	0,51
Rép. islamique d'Iran	14 041	6 558	2,4	2,42	0,30
Irak	11 523	6 500	1,6	2,26	0,22
Algérie	11 408	5 179	2,1	2,30	0,26
Rép. du Yémen	1 429	1 083	3,6	1,74	0,19
Rép. arabe d'Égypte*	12 010	9 392	2	2,62	0,26
Tunisie	10 910	8 370	1,6	2,61	0,32
Jordanie	10 581	7 329	1,8	2,88	0,24
Maroc	7 591	4 131	2,2	1,89	0,32

Source : Calculs des services de la Banque mondiale, à partir des données du *Penn World Table* 10.01.

Notes : L'analyse porte sur 2017. Le revenu par habitant est le PIB réel du côté de la production en parité de pouvoir d'achat (PPA) courante (2017), divisé par le nombre de la population. La consommation par habitant est le produit de la part de la consommation des ménages en PPA courante et du PIB réel du côté de la production en PPA courante (2017), divisée par le nombre d'habitants. Le ratio capital-production est le rapport entre le capital et le PIB pondéré à $\alpha/(1-\alpha)$, ce qui est égal à 0,5. L'indice des années de scolarisation est basé sur le nombre moyen d'années de scolarisation et un taux supposé de rendement de l'éducation. Le ratio emploi/population s'obtient en divisant le nombre de personnes employées par la population. Les pays sont classés par groupes (par ordre décroissant : Conseil de coopération du Golfe, pays en développement exportateurs de pétrole et pays en développement importateurs de pétrole), et à l'intérieur de chaque groupe en fonction des niveaux de consommation par habitant. Pour la République arabe d'Égypte, le ratio capital-production est la valeur prédite de la régression du ratio capital-production sur le revenu par habitant pour 179 pays.

Figure A4. Indice du nombre d'années de scolarisation par rapport à l'économie de référence, 2017.

Indice des années de scolarisation en part de l'indice des années de scolarisation dans l'économie de référence (2017 ; économie de référence = 1)



Source : Calculs des services de la Banque mondiale, à partir de données du Penn World Table 10.01.

Note : YEM = République du Yémen. SYR = République arabe syrienne. MAR = Maroc. DZA = Algérie. IRQ = Irak. IRN = République islamique d'Iran. JOR = Jordanie. EGY = République arabe d'Égypte. QAT = Qatar. ARE = Émirats arabes unis. SAU = Arabie saoudite. BHR = Bahreïn. KWT = Koweït. La consommation par habitant est le produit de la part de la consommation des ménages en parités de pouvoir d'achat courantes et du PIB réel du côté de la production en PPA courantes, divisée par le nombre de la population. L'indice des années de scolarisation est basé sur le nombre moyen d'années de scolarisation et un taux supposé de rendement de l'éducation.

Tableau A2. Rentes totales tirées des ressources naturelles (en pourcentage du PIB) dans les pays de la région MENA et aux États-Unis, 2017.

	Pays	Rentes des ressources naturelles (% du PIB)
CCG	Économie de référence	0,4
	Koweït	36,8
	Arabie saoudite	24,5
	Oman	21,4
	Qatar	18,9
	Émirats arabes unis	14,3
	Bahreïn	11,2
	Irak	39,2
	Rép. islamique d'Iran	17,5
	PDEP	Algérie
Rép. arabe syrienne		3,1
Rép. du Yémen		1,9
Rép. arabe d'Égypte		5,7
Maroc		3,3
PDIP	Tunisie	2,5
	Jordanie	0,9
	Djibouti	0,6
	Liban	0
	Cisjordanie et Gaza	0

Source : Calculs des services de la Banque mondiale, à partir de données des Indicateurs du développement dans le monde.

Note : CCG = Conseil de coopération du Golfe. PDEP = pays en développement exportateurs de pétrole. PDIP = pays en développement importateurs de pétrole. La rente totale des ressources naturelles est la somme des rentes sur le pétrole, le gaz naturel, le charbon (gras et houille), les minerais et les forêts. Les rentes des ressources naturelles sont estimées en calculant la différence entre le prix d'un produit de base et son coût de production moyen. Pour ce faire, on estime le prix unitaire de produits spécifiques et on soustrait les coûts unitaires moyens estimés des coûts d'extraction ou de récolte. Ces rentes unitaires sont ensuite multipliées par les quantités physiques extraites ou récoltées par les pays pour déterminer les rentes de chaque produit en pourcentage du PIB.

RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
BULLETIN D'INFORMATION ÉCONOMIQUE DE
LA RÉGION MENA OCTOBRE 2024

**Croissance au Moyen-Orient
et en Afrique du Nord**

